

Université d'Aix-Marseille - Faculté de Droit d'Aix

Les Fonds de Prévoyance

ORGANISMES PATRONAUX D'ÉPARGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PAR

ANDRÉ SÉMAH

IMPRIMERIE UNIVERSITAIRE

E. FOURCINE

5, Rue Émeric-David

AIX-EN-PROVENCE

1941



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549013_0077

Les Fonds de Prévoyance

ORGANISMES PATRONAUX D'ÉPARGNE

*L'Université et la Faculté n'entendent
donner ni approbation, ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces
opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.*

Université d'Aix-Marseille - Faculté de Droit d'Aix

Les Fonds de Prévoyance

ORGANISMES PATRONAUX D'ÉPARGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PAR

ANDRÉ SÉMAH

IMPRIMERIE UNIVERSITAIRE

E. FOURCINE

5, Rue Émeric-David

AIX-EN-PROVENCE

1941

UNIVERSITE D'AIX-MARSEILLE

FACULTÉ DE DROIT D'AIX

PERSONNEL

MM.

- RAYNAUD, *, § I., Doyen, Professeur d'Economie Politique.
DUMAS, § I., Assesseur, Professeur d'Histoire Générale du Droit Français.
BRY, *, § I., §, Professeur de Droit Romain.
LEBRET, § I., §, Professeur de Droit Criminel.
AUDINET A., * § I., §, Professeur de Droit Civil.
JAUFFRET, § A., Professeur de Droit Commercial.
DURAND, § A., Professeur de Droit Administratif.
TROTABAS, § I., §, Professeur de Droit Constitutionnel.
P. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, § I., Professeur de Droit International Public.
KAYSER, Professeur de Droit Civil.
MACQUERON, Professeur sans chaire.
STÉFANI, Professeur de la Faculté de Droit de Strasbourg, chargé de cours à la Faculté de Droit d'Aix.
HENRY, Professeur de la Faculté de Droit de Nancy, chargé de cours à la Faculté de Droit d'Aix.

CABRILLAC, Agrégé.

MARCY, Agrégé.

BERTRAND, Chargé de Cours.



PROFESSEURS HONORAIRES

MM.

- AULAGNON, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
LABORDE-LACOSTE, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux.
PERROUD, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
RIPERT, *, § I., Doyen de la Faculté de Droit de Paris.

M. DELAPORTE, § I., Secrétaire.

INTRODUCTION

SECTION I : EXPOSÉ DE LA QUESTION.

Au cours des vingt dernières années, on a pu assister à la multiplication et au développement extraordinaires de toutes les institutions patronales ayant pour objet principal de mettre à l'abri du besoin les vieux travailleurs. Les formes adoptées par ces institutions ont été aussi nombreuses que variées, car nous le faisons remarquer tout de suite, il n'existe pas en droit français de statut légal des institutions patronales de prévoyance ; seule la législation récente sur les Assurances sociales a réglementé les caisses patronales de retraites et soumis à un contrôle les caisses patronales constituant des capitaux en cas de vie ou de décès.

Les institutions patronales destinées à assurer les vieux jours des travailleurs, se sont imposées à la société moderne par le développement toujours croissant des grandes entreprises, depuis le début du XIX^e siècle, et le nombre toujours plus grand des salariés vivant uniquement de la rémunération de leur travail.

C'est une vérité d'expérience qu'en grande majorité les salariés dépensent tout leur gain, vivant au jour le jour, et sont à la merci du plus petit accident. Au cours des cinq dernières années, ceux qui ont pu suivre de près les

dépenses des ouvriers ont pu constater à quel point les classes dites « pauvres » sont imprévoyantes. Des ouvriers dont le gain de 1938 était double de celui de 1935, demandaient encore en 1938 des avances sur la quinzaine en cours ; pendant la même période, la hausse du prix de la vie était très importante, mais pas autant que l'augmentation des salaires. De plus on a constaté que même si la rémunération du salarié est très large, il n'arrive pas à économiser suffisamment en temps opportun pour mettre son foyer à l'abri des risques de maladie, invalidité, et surtout vieillesse.

Parfois les dépenses extraordinaires de l'individu atteint d'un vice (l'alcool, le jeu, etc...) sont la cause de son impécuniosité, mais en dehors de ce cas, malgré tout exceptionnel, il n'en reste pas moins que les possibilités d'épargne des salariés ont toujours été très limitées. Les taux des salaires ont longtemps été très bas, longtemps ils ont été insuffisants pour permettre au chef de famille de subvenir à ses besoins. Il en est résulté un affaiblissement de la notion d'épargne, si toutefois cette notion a pu subsister dans certaines classes de la population qui n'ont jamais mangé à leur faim.

Dans les circonstances de la vie courante, (naissance, maladie, accident), le travailleur a la possibilité d'emprunter et de se libérer de sa dette petit à petit. Il n'en est pas de même quand arrive la vieillesse ; s'il n'a pas d'enfants ayant les moyens de subvenir à ses besoins, et désireux de le faire, l'ouvrier qui n'a plus la force d'exercer son métier est réduit à la misère.

Dès la deuxième moitié du XIX^e siècle les inconvénients graves de cet état de choses se sont fait sentir, et les économistes ont cherché les remèdes appropriés ; le sentiment d'humanité qui demande aujourd'hui à l'Etat une pension pour les vieux travailleurs, réclamait déjà à cette époque que l'ouvrier qui avait trimé depuis son enfance, ne fut

pas abandonné lorsqu'il était devenu trop vieux pour gagner sa vie.

La nécessité d'apporter une solution à ce problème s'est imposée impérativement pour plusieurs raisons.

Et d'abord au point de vue moral.

Il n'est pas rare de trouver dans les entreprises assez anciennes, de vieux travailleurs qui ont vingt et trente années de service chez le même employeur, parfois même quarante et cinquante ; l'équité commande que l'employeur qui a profité de toute l'activité productrice d'un individu, n'abandonne pas celui-ci, lorsque ses forces le trahissent. Dès la naissance des grandes entreprises industrielles ceux qu'on a appelés les « bons patrons », se sont rendu compte qu'ils devaient à leurs subordonnés plus que leur salaire. Cette idée s'est généralisée petit à petit, et a pris un grand essor après la guerre de 1914-1918. On a reconnu alors la nécessité d'améliorer le sort de la classe ouvrière qui avait défendu un sol sur lequel elle ne possédait rien.

Du point de vue économique, la stabilité du personnel est un facteur très important dans la marche d'une entreprise ; elle contribue à la régularité de la production en qualité et en quantité, et permet au chef de tirer le maximum de rendement de son entreprise. D'un autre côté, le travailleur qui n'a pas de soucis, qui n'est pas mécontent de son sort, a un rendement supérieur à celui du travailleur obsédé par l'incertitude de son avenir. Les organismes de prévoyance en faveur de la vieillesse donnent satisfaction à ce double besoin ; en assurant les vieux jours du travailleur ils lui donnent la tranquillité d'esprit et par là même, ils l'attachent à l'entreprise qui lui procure un avantage si appréciable.

En outre, il est de l'intérêt de toute la société d'éviter de brusques changements de fortune à ses membres ; si l'un de ceux-ci, étant dans une situation aisée, ou simplement à l'abri du besoin, tombe dans la misère par acci-

dent, maladie ou vieillesse, il se produit des perturbations nuisibles au bon ordre social, car elles font crier à l'injustice et créent des mécontents et des révoltés.

Nous voyons que la solution du problème qui nous occupe intéresse d'abord les travailleurs eux-mêmes, mais aussi les employeurs et l'Etat.

De tout temps l'épargne individuelle a été pratiquée. Mais comme nous l'avons déjà fait remarquer, beaucoup parmi les travailleurs, ou bien ne savaient pas épargner, ou bien ne le pouvaient pas, et c'est ainsi que l'épargne individuelle s'est avérée insuffisante pour mettre les vieux jours de l'épargnant à l'abri du besoin. Cependant l'épargne individuelle reste indispensable car elle seule présente la souplesse nécessaire pour s'adapter exactement aux besoins infiniment variés de l'individu.

Pour tâcher de remédier à l'insuffisance de l'épargne individuelle, et pour diminuer leurs risques, les travailleurs se sont groupés en sociétés de secours mutuels, en coopératives d'épargne, en sociétés de prévoyance. Ces moyens ont amélioré les résultats obtenus par les épargnants, mais même groupée l'épargne des travailleurs seuls n'a pas été suffisante pour subvenir à leurs besoins. Ces groupements de travailleurs se sont heurtés à des obstacles nombreux.

Le premier et le plus important, a été l'insuffisance des ressources : les membres d'une société de secours mutuels, par exemple, pouvaient bien effectuer les petits versements nécessaires pour faire face aux secours alloués en cas de maladie, accident, ou décès, mais lorsqu'il a fallu faire des versements suffisamment importants pour constituer à l'intéressé une rente ou un capital, les cotisations se sont révélées être bien au-dessus des moyens de l'intéressé. Un autre obstacle a été le défaut d'éducation économique des ouvriers qui les empêchait de mener à bien leur entreprise même quand ils s'étaient décidés à faire les sacrifi-

ces importants nécessaires pour arriver à se constituer des retraites suffisantes.

Les employeurs, de leur côté, ont souvent accordé de leur plein gré des retraites à leurs vieux subordonnés. Cette solution très généreuse, ne saurait être généralisée car seules des entreprises importantes, réalisant des bénéfices considérables peuvent accepter de supporter la charge très lourde de pensions de retraite pour tous leurs vieux travailleurs. Comme il s'agissait de pensions bénévoles, elles ne présentaient aucune régularité, ni quant aux conditions dans lesquelles elles étaient accordées, ni quant à leur importance, de plus elles restaient liées à la bonne ou mauvaise fortune de l'entreprise. Les retraites bénévoles constituaient donc un palliatif plutôt qu'une solution, Elles se heurtaient souvent à l'ombrageuse indépendance des ouvriers.

On a été amené, alors, à réunir des contributions versées par les employeurs et par les employés, pour arriver à constituer une épargne suffisante en quantité pour mettre à l'abri du besoin les vieux jours des travailleurs, sans que ces contributions soient une charge trop lourde pour l'une ou l'autre des parties. A cette fin, on a créé des institutions qu'on a continué à appeler « institutions patronales » car elles étaient dues à l'initiative du patron, et que leurs membres se recrutaient exclusivement parmi le personnel d'une entreprise déterminée.

Les avantages de cette épargne combinée sont multiples.

Lié par contrat, le travailleur se trouve dans l'obligation d'épargner, cette obligation développe en lui l'esprit d'économie, ce qui ne saurait être trop encouragé. Quant à l'employeur, au lieu d'assumer la charge lourde et aléatoire de pensions de retraite qu'il devra servir dans un avenir dont il ne peut rien prévoir, grâce aux institutions patronales, il obtient la satisfaction de pourvoir aux vieux

jours de ses collaborateurs en prenant un engagement présent, déterminé quant à son importance.

Souvent les employeurs conservaient dans leurs caisses tout ou partie de l'épargne ainsi réalisée. Tant que l'entreprise était prospère cet abus ne présentait pas d'inconvénients importants, mais la faillite d'une de ces entreprises ayant englouti l'épargne des travailleurs, la loi du 27 décembre 1895 vint obliger les employeurs à verser à des organismes distincts de l'entreprise, les sommes retenues sur les salaires des travailleurs et celles qu'ils se seraient engagés à fournir, pour la constitution de retraites.

Avant cette loi, des caisses patronales distinctes des entreprises et réunissant des contributions des employés et des employeurs, fonctionnaient déjà, d'autres vinrent à se créer ensuite. Mais ces initiatives restaient limitées aux sociétés importantes employant un personnel nombreux.

Pour venir en aide aux moins favorisés, l'Etat a créé les « Retraites ouvrières et paysannes », mais les prestations de la loi du 5 avril 1910, déjà modiques à la promulgation de la loi, sont devenues insignifiantes après la guerre de 1914-1918, par suite de la baisse de valeur de la monnaie nationale.

Le grand essor de l'idée socialiste, après la guerre, a entraîné un développement considérable des institutions de prévoyance en faveur des travailleurs, plus particulièrement sous forme de caisses de retraites. En outre, depuis le 1^{er} juillet 1930, les Assurances sociales ont commencé à fonctionner en France. Par le moyen de cotisations ouvrières et patronales, et de subventions de l'Etat, les travailleurs bénéficient d'une retraite à 60 ans, d'une assurance maladie et invalidité. L'idée est généreuse mais difficile à appliquer et, de ce fait, le système ne donne pas pleine satisfaction. Nous ferons seulement remarquer ici, la modicité des pensions de retraite ; le maximum de cette

pension n'est que de Frs 7.200 par an, il n'est obtenu qu'après 30 ans de versements ininterrompus sur la base du salaire maximum de Frs 18.000 par an (1).

L'initiative privée avait créé de son côté, de nombreuses institutions de prévoyance patronales, sous des formes très diverses : caisses de retraites, sociétés de capitalisation ou sociétés d'épargne. Les compagnies d'assurances ont imaginé et mis en pratique le système de « l'assurance-groupe ». Ce contrat d'assurance couvre tout un groupe de travailleurs dans une entreprise donnée. Les primes sont payées par les employeurs et les employés, sur la base d'un pourcentage fixe du salaire. En échange, les compagnies garantissent en cas de vieillesse ou d'invalidité, une rente ou un capital, déterminés en fonction du dernier salaire.

Ce bref exposé est destiné simplement à indiquer dans quelles conditions ont été créés les « Fonds de prévoyance » qui font l'objet de notre étude. Aucune réglementation d'ensemble des institutions patronales de prévoyance n'existant en France, dans chaque cas particulier, on avait atteint le but qu'on se proposait en utilisant une forme de société existante (société d'épargne, société de secours mutuels), mais pour en faire une institution patronale, il fallait la détourner, dans une certaine mesure, de son objet original. Parmi toutes les institutions patronales, nous en avons rencontré certaines, appelées « Fonds » ou « Caisses de prévoyance » ayant pour base des statuts originaux, établis exclusivement en vue de créer une institution patronale de prévoyance, au profit des travailleurs d'une entreprise déterminée. Ces organismes au fonction-

(1) La loi du 14 mars 1941 modifiant la législation sur les Assurances sociales a substitué le système de la répartition à celui de la capitalisation. De ce fait, les droits des assurés sociaux sont modifiés et les chiffres cités ci-dessus sans valeur.

La loi du 14 mars 1941 n'a déterminé que les droits des seuls bénéficiaires âgés de plus de 50 ans au 1^{er} janvier 1941.

nement très souple, s'adaptent aussi exactement que possible au but poursuivi.

SECTION II : CARACTÉRISTIQUES DES FONDS DE PRÉVOYANCE.

Les Fonds ou Caisses de prévoyance que nous nous proposons d'étudier, sont des institutions patronales de prévoyance, destinées à faire fructifier l'épargne faite au profit des travailleurs. Liés à l'entreprise qui les a créés, les Fonds ne peuvent sortir de ce cadre restreint d'activité.

Par « institutions patronales » on a entendu, souvent, les organismes de prévoyance créés par les patrons, et fonctionnant exclusivement à leurs frais. Nous employons cette expression dans le sens plus large qu'elle a dans la législation sur les Assurances sociales (décret-loi du 14 juin 1938, art. 35, par exemple). Dans ce texte, cette expression vise les institutions fonctionnant dans le cadre d'une entreprise au bénéfice des travailleurs de l'entreprise exclusivement, soit que les cotisations soient versées par l'employeur seul, soit qu'elles soient versées par employeur et employés.

a) *Objet du Fonds.*

L'objet des « Fonds de prévoyance », que nous désignons pour plus de commodité par le seul mot de « Fonds », est de procurer aux travailleurs, dans leur vieillesse, un capital qui les mettra à l'abri du besoin.

Dans ce but, des contributions versées par les travailleurs et le patron, sont employées ensemble, et le produit de la capitalisation, est versé au travailleur, à l'échéance qui est fixée en général à la date de la cessation des services de l'employé, membre du Fonds, dans l'entreprise. En effet, il n'y a pas d'engagement déterminé pris par le Fonds vis-à-vis de ses membres ; selon que les placements ont été heureux ou malheureux il reçoit une somme plus

ou moins importante, qui représente sa part proportionnelle dans la masse des capitaux accumulés par le Fonds.

Comme le Fonds a pour but de pourvoir aux vieux jours de ses membres et comme, d'autre part, il ne s'adresse qu'aux travailleurs au service d'une entreprise déterminée, il est évident que tout membre du Fonds doit cesser son affiliation à la date à laquelle il quitte l'entreprise, que ce soit pour prendre sa retraite ou pour aller exercer son activité ailleurs. Si par suite de décès prématuré, l'employé ne peut bénéficier lui-même de l'épargne constituée à son profit, celle-ci va naturellement à la veuve et aux orphelins du défunt.

b) Ressources du Fonds.

Comment sont constituées les sommes ainsi versées aux bénéficiaires ? Nous avons déjà dit qu'à la base il y a deux versements, égaux en principe, faits simultanément par l'employeur et l'employé. Très souvent le taux de chaque versement est de 5 % du salaire, mais il atteint parfois 10 %. En principe, le versement de l'employé est retenu sur ses appointements par l'employeur, qui, au même moment, fait le double versement au Fonds. Ce système présente l'avantage d'obliger le travailleur à épargner ; les sommes épargnées ne passant pas par ses mains, il n'est pas tenté de les dépenser et la contribution patronale qui double la sienne lui fait accepter volontiers l'obligation qui lui est imposée.

On obtient ainsi des versements réguliers et assez importants pour arriver à constituer à la fin de la durée des services d'un membre, une épargne suffisante pour subvenir à ses besoins.

c) Administration du Fonds.

La gestion des Fonds pose un problème délicat. Bien que seuls bénéficiaires, les travailleurs ne sont pas suffi-

samment qualifiés pour gérer seuls cette épargne, car ils sont, en général, uniquement guidés par leur intérêt personnel et de plus très ignorants des questions économiques. Il est à craindre, en effet, qu'ils ne perdent de vue l'intérêt supérieur, présent et futur, du Fonds de prévoyance, au bénéfice de leur intérêt particulier. De plus, pour administrer une masse considérable de capitaux, il faut des connaissances financières qui leur font défaut la plupart du temps. Enfin il pourrait arriver qu'emportés par des passions, politiques surtout, ils ne fassent des placements dictés plus par leurs sentiments que par les règles d'une saine gestion financière. Le patron de son côté, en raison des versements importants qu'il fait, exige le droit de participer à l'administration du Fonds, précisément pour éviter les inconvénients que nous venons de signaler. Le patron est intéressé à la prospérité du Fonds, autant que les membres eux-mêmes car si elle est compromise, tous les efforts faits et tous les versements effectués deviennent inutiles.

Aussi voyons-nous généralement dans les Fonds, un conseil d'administration composé pour moitié de représentants des travailleurs, et pour l'autre moitié de représentants du patron. Parfois un membre élu par l'ensemble des autres participe à l'administration en vue de départager le conseil, au cas où une majorité nette ne se serait pas dégagée. Par ces dispositions, employeur et employés se contrôlent mutuellement et d'une façon efficace.

d) Droits des membres.

L'une des caractéristiques essentielles des Fonds est l'absence de tout droit de disposition pour un membre sur son compte individuel, et ce pendant toute la durée des services de l'intéressé dans l'entreprise.

Le Fonds, étant non une banque ou une caisse d'épargne mais un organisme de prévoyance en vue de la vieillesse, il est indispensable que les sommes épargnées soient blo-

quées pour être réservées au but auquel elles ont été affectées. Cette caractéristique n'est pas particulière au Fonds de prévoyance. On rencontre une indisponibilité analogue dans le cas d'un contrat de capitalisation ; mais dans ce dernier cas le montant du paiement est déterminé et l'échéance est une date précise, de plus, il est toujours possible d'obtenir des avances ou des prêts sur un contrat de capitalisation. Au contraire, dans le Fonds, il y a incertitude quant à l'importance du paiement, quant à la date de ce paiement, car il y a épargne non capitalisation, et la fin de l'épargne est liée à l'expiration du contrat de travail de l'intéressé, contrat qui est la cause des mesures de prévoyance prises par le moyen du Fonds.

La nature, d'institution de prévoyance en vue de la vieillesse, des Fonds, est marquée par des clauses restreignant l'appropriation des versements patronaux par les bénéficiaires. Nous avons dit que l'épargne était constituée au moyen de retenues faites sur les salaires, et de versements patronaux ; il est incontestable que les sommes provenant des retenues restent toujours la propriété des salariés, même si elles sont soustraites à leur droit de disposition ; l'appropriation des sommes versées par le patron est soumise à un minimum de durée de services dans l'entreprise (10, 20, 30 ans), ou à une limite inférieure d'âge (50, 55, 60 ans). Si l'appropriation de ces sommes avait lieu dès leur versement au Fonds, les contributions patronales devraient être considérées, non plus comme une épargne en vue de la vieillesse du bénéficiaire, mais comme un simple sursalaire. Nous verrons dans le chapitre des « Questions fiscales » les conséquences des deux interprétations. Par le moyen des Fonds de prévoyance, l'employeur cherche à attacher les travailleurs à son entreprise, ce but ne serait pas atteint si les clauses dont il s'agit ne figuraient pas dans les statuts. Lesdites clauses permettent aussi à l'employeur de nuancer l'obligation

qu'il contracte vis-à-vis de ses subordonnés, l'employé qui a passé quelque temps seulement au service de l'entreprise ne saurait être traité de la même façon que celui qui lui a consacré son existence. Les statuts prévoient souvent que l'employé qui cesse ses services parce qu'il s'est rendu coupable d'un délit vis-à-vis de son employeur (vol, abus de confiance) perd tous les droits que son ancienneté avait pu lui valoir sur les sommes versées par l'employeur. Cette stipulation rappelle les causes de révocation des donations et ne peut se concevoir que dans une institution intimement liée à une entreprise. En général, les contributions patronales qui par application de ces clauses ne sont pas payées à un membre déterminé, restent acquises au Fonds, et profitent à l'ensemble des membres.

Ceci nous amène au dernier caractère principal des Fonds à savoir que les seules personnes appelées à bénéficier du Fonds, sont soit les travailleurs eux-mêmes, soit leurs ayants-droit, car le but du Fonds est de garantir les vieux jours des travailleurs attachés à l'entreprise, et à titre subsidiaire, de secourir les personnes à leur charge, en cas de décès. Etant donné ce caractère « alimentaire », pourrait-on dire, de l'épargne réalisée par le moyen du Fonds, il est logique que les versements patronaux soient réservés à certains ayants-droit du membre décédé. La première personne intéressante est la veuve, souvent sans ressources à la mort de son mari ; aussi peut-on voir dans les statuts de certains Fonds, des clauses attribuant par préférence les versements patronaux à la veuve du membre décédé. Les orphelins que pourrait laisser le défunt sont en général en état de gagner leur vie et par conséquent moins intéressants que la veuve. Dans le cas où les enfants seraient très jeunes il est également légitime de verser l'épargne à la mère chargée de leur éducation.

e) Parties en présence dans le Fonds.

Il est intéressant de considérer les groupes de personnes qui sont en présence dans un Fonds.

1° Cotisants :

D'abord nous avons les « cotisants » qui comprennent le patron d'une part, les salariés de l'autre. Le patron verse, en principe, une moitié des contributions, et les salariés la seconde ; mais le patron représente soit lui-même seulement, soit un petit nombre de patrons qui se sont réunis pour prendre ensemble les mêmes mesures de prévoyance. Au contraire, les salariés sont très nombreux, et se comptent par centaines, et même par milliers car pour mener à bien une entreprise telle qu'un Fonds, il est indispensable de réunir un très grand nombre de membres.

2° Administrateurs :

Nous avons ensuite les « administrateurs », ceux-ci représentent les deux groupes de cotisants et ont pour mandat de gérer l'épargne collective en vue d'atteindre, au mieux des intérêts de tous, le but fixé par les statuts du Fonds. Les fonctions d'administrateur sont toujours gratuites, elles appellent les administrateurs à faire le meilleur emploi possible des fonds en tenant compte de la sécurité des placements, et de leur rendement ; ils sont aussi chargés d'attribuer à chaque bénéficiaire les sommes qui lui reviennent conformément aux statuts.

3° Bénéficiaires :

Enfin, nous avons les « bénéficiaires ». Ce sont d'abord les travailleurs eux-mêmes, puisque c'est à leur profit que les Fonds sont créés. Mais dans le cas où ils décèdent, étant encore liés à l'entreprise par un contrat de travail, l'épargne amassée à leur profit, va à leurs ayants-droit,

Les sommes épargnées par les membres eux-mêmes suivent l'ordre légal des successions, mais comme nous l'avons dit, étant donné le caractère de cette épargne, il est intéressant de noter dans certains statuts, des clauses attribuant l'épargne provenant des versements patronaux, aux personnes qui étaient à la charge du membre décédé.

Tels que nous les avons décrits, les Fonds ne constituent aucun des groupements dotés par la loi de la personnalité morale. Nous allons chercher d'abord la nature juridique des Fonds ; nous étudierons ensuite, les rapports de droit entre les participants au Fonds, et les rapports de droit du Fonds avec les tiers. Nous terminerons par un exposé de la législation fiscale applicable aux Fonds de prévoyance.

CHAPITRE I

Nature juridique des Fonds de prévoyance

Un Fonds tels que ceux que nous avons décrits, présente des caractères remarquables, qui en font une institution originale.

Pour essayer d'en préciser la nature juridique, nous nous proposons de comparer un Fonds, aux formes de groupement des individus, prévues par la législation, ou reconnues par la jurisprudence, et enfin, à deux institutions étrangères à notre droit, la *Gesammte Hand* germanique et le *Trust* anglo-saxon.

SECTION I : ETUDE DE LA LÉGISLATION.

La législation offre deux formes principales de groupement, aux individus qui désirent poursuivre en commun un but déterminé : la société et l'association. Mais il existe encore l'indivision, qui est une forme de propriété collective, inorganisée et passive, et dont le type d'après le Code civil et les auteurs, est l'indivision héréditaire.

En outre, des lois spéciales ont fixé le statut particulier de certains groupements : syndicats professionnels, sociétés de secours mutuels, sociétés de capitalisation, sociétés d'épargne ; et enfin, la législation sur les assurances sociales a fixé le statut des caisses patronales de retraites et soumis à un contrôle les caisses patronales constituant des capitaux en cas de vie ou de décès.

Nous réserverons pour une étude spéciale la législation sur les assurances sociales pour ne considérer ici que le droit commun.

§ 1. — *Le Fonds est-il une société ?*

La définition de la société se trouve à l'art. 1832 C. civ.:
 « La société est le contrat par lequel deux ou plusieurs
 « personnes conviennent de mettre quelque chose en com-
 « mun en vue de partager le bénéfice qui pourra en
 « résulter. »

La portée de cette définition a donné lieu à des discussions fameuses ; nous nous bornerons ici à exposer l'état actuel de la doctrine et de la jurisprudence.

La difficulté réside dans l'interprétation de l'expression « partage de bénéfices ».

Doit-on dire que toute opération pouvant procurer un avantage appréciable en argent est une opération qui donne un bénéfice susceptible d'être partagé, ou bien doit-on limiter l'application de cette expression aux seules opérations lucratives donnant un bénéfice pécuniaire.

Dans le premier cas la définition de la société pourrait couvrir toutes les conventions portant sur des biens et, c'est l'exemple classique, les héritiers convenant de rester dans l'indivision pour partager à un moment plus favorable auraient fait un contrat de société. Si au contraire on donne à l'expression « partage de bénéfices » son sens le plus restreint, les sociétés commerciales seraient les seules à satisfaire à la définition.

Les auteurs, ayant en vue une classification rationnelle des groupements de personnes, en sociétés d'une part, et associations de l'autre, voudraient que tout groupement à but désintéressé soit une association, tout groupement à but intéressé recherchant un profit patrimonial une société.

Les tendances de la doctrine sont parfaitement exposées par M. Michoud (1) :

« Nous sommes du reste très disposés à croire, avec M. Planiol, que dans l'interprétation de ces mots, partage de bénéfices, on a adopté en pratique un point de vue trop étroit, et qu'on pourrait comprendre parmi les sociétés tout groupement dont les associés attendent en commun un *profit patrimonial*, quel qu'il soit. Cela ne nous paraîtrait pas contraire aux termes de l'article 1832 et de l'article 1^{er} de la loi de 1901 interprétés par la tradition, et cela aurait l'avantage de rendre la distinction plus rationnelle. » Dans le même sens MM. Colin et Capitant dans leur Cours de droit civil (2) et MM. Planiol et Ripert dans leur Traité élémentaire de droit civil (3) donnent des définitions larges de la société.

Mais la jurisprudence s'attachant davantage à la lettre de l'art. 1832 a donné une définition plus étroite de l'expression partage de bénéfices, dans un arrêt de la Cour de cassation Ch. réunies du 11 mars 1914 (4) :

« Attendu que l'expression bénéfices... s'entend d'un gain pécuniaire ou d'un gain matériel qui ajouterait à la fortune des associés » et la Cour précise que la société comporte essentiellement comme condition de son existence la répartition entre associés des bénéfices faits en commun ».

Aussi dans les traités pratiques nous trouvons des définitions de la société parallèles à celle qu'en donne la Cour de cassation. Par exemple, Houpin et Bosvieux (5) définissent le mot bénéfices « un profit pécuniaire résultant d'une opération lucrative et s'ajoutant au patrimoine des associés » et M. Solus dans une note sous Cass. Civ.

(1) Op. cit., p. 285.

(2) Tome 2, p. 683.

(3) T. 2, n° 1990.

(4) D. P., 14-1-257.

(5) Op. cit., 7^e éd., p. 10.

5 juillet 1922 (6) sur laquelle nous reviendrons plus longuement, analyse l'élément économique caractéristique de la société dans les termes suivants : « La poursuite active « d'un but économique lucratif ». Bien que moins attachée à la lettre de l'art. 1832, cette définition a le mérite de faire mieux ressortir les différents éléments de la notion de partage de bénéfices retenue par la jurisprudence et par la pratique.

Maintenant se pose pour nous la question de savoir si le Fonds constitue une société.

Nous avons vu que l'objet des Fonds est de réunir et de capitaliser les versements faits au profit des membres. Leur but n'est pas de rechercher des bénéfices mais de constituer une épargne suffisante pour mettre ses membres à l'abri du besoin. Ce but n'est pas non plus de partager des profits, mais au contraire d'accumuler des versements afin que les avantages de l'épargne en commun soient aussi grands que possible. Nous avons souligné qu'aucun paiement ne peut être effectué par le Fonds tant que dure l'affiliation d'un membre.

Peut-on dire que l'épargne en commun constitue une opération lucrative source de profit pécuniaire ? nous ne le croyons pas. Si nous reprenons les termes de la définition de M. Solus nous constaterons que si les Fonds ont un but économique, il leur manque l'esprit de lucre. Il n'y a pas de « poursuite active d'un but lucratif ». Les membres du Fonds n'ont en vue que la prévoyance et l'épargne, et cherchent par l'épargne en commun à diminuer les risques et augmenter les rendements grâce aux facilités que procure le placement de sommes considérables.

Aussi nous pouvons conclure que le Fonds n'est pas une société aux termes de l'art. 1832 du Code civil.

(6) Sirey, 1924-1-353.

§ 2. — *Le Fonds est-il une association ?*

« L'association est la convention par laquelle deux ou « plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon « permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un « but autre que de partager des bénéfices. » (7)

Le premier élément caractéristique de l'association est constitué par les apports qui, aux termes de la loi, doivent consister dans les « connaissances et activité » des associés. Cette terminologie exclut-elle les apports patrimoniaux ? La doctrine répond unanimement par la négative et cette réponse est dictée par le bon sens. M. Michoud a longuement développé cette thèse contre les premiers commentateurs de la loi (8). La nature des apports n'est donc pas un élément caractéristique à retenir. Mais il est certain que dans une association l'élément pécuniaire est secondaire, l'association est avant tout un groupement de personnes, « les prestations personnelles sont essentielles et les prestations pécuniaires secondaires » (9).

La doctrine admet que tout groupement qui n'est pas une société au sens de l'art. 1832 est une association de la loi de 1901. L'argument principal est le parallélisme des deux définitions. Tout groupement qui a un but autre que le partage de bénéfices est une association. Pour les groupements extrêmes et bien caractérisés, société commerciale d'une part, association d'intérêt général de l'autre, aucune difficulté, mais il existe une quantité de groupements dont les buts sont moins nettement tranchés, qui ont à la fois un but patrimonial et un but d'intérêt général ; peut-on les inclure dans l'une ou l'autre catégorie, et dans laquelle ?

M. Michoud défend avec force la thèse de la division

(7) Article premier de la loi du 1^{er} juillet 1901.

(8) Op. cit., p. 283 et s.

(9) Hauriou, Droit const., p. 672.

bipartite (10) et s'oppose à la reconnaissance de contrats innommés intermédiaires entre les sociétés et les associations ; « ce groupement hybride pour lequel aucune règle « ne serait formulée et dont la situation ne peut en somme « se régler qu'en puisant ou dans les textes sur les associations ou dans les textes sur les sociétés ». Pour lui tout groupement dont les associés attendent « *un profit patrimonial* » serait une société (11), tout groupement à « *but idéal* » une association (12). Mais il est obligé de reconnaître que le système ne cadre pas parfaitement avec la réalité. « Toutefois même avec ce système, il reste « quelque incertitude sur la situation des associations qui « sans rechercher l'intérêt patrimonial de leurs membres, « poursuivent cependant simplement un but égoïste... « Nous croyons étant donné la prédominance de l'intérêt « pécuniaire dans les sociétés qu'elles doivent en général « être assimilées aux associations à but idéal, mais certaines règles des sociétés pourront leur être appliquées. » (13)

Les auteurs plus récents soutiennent encore la thèse de la division bipartite. Le but de l'association doit être autre que de partager des bénéfices, écrit M. Hauriou (14) « cela « est pour distinguer l'association de la société civile ou « commerciale qui, au contraire, a pour but le partage de « bénéfices. Il est à remarquer que cela n'exclut de la catégorie des associations absolument que les sociétés civiles « ou commerciales et que cela y maintient certaines associations qui sans être complètement désintéressées, parce « qu'il s'agit de défendre des intérêts pécuniaires, n'ont « cependant point pour but le partage de bénéfices, par

(10) Op. cit., p. 282.

(11) Op. cit., p. 285.

(12) Op. cit., p. 286.

(13) Op. cit., p. 287.

(14) Op. cit., p. 673.

« exemple les syndicats professionnels, les sociétés de prévoyance, les coopératives mutuelles, etc.. »

MM. Colin et Capitant (15) s'expriment ainsi : « Les deux définitions de la société et de l'association se correspondent et se complètent. Tout groupement volontaire et permanent d'individus constitue nécessairement soit une société soit une association » ; mais la question des groupements à caractères mixtes subsiste et ces auteurs reconnaissent que : « un groupement qui ne poursuit pas la réalisation d'un gain quelconque ne rentre pas dans la catégorie des sociétés. Or c'est le cas pour de nombreuses associations qu'il y aurait cependant avantage à comprendre parmi les sociétés. »

Un Fonds de prévoyance est-il une association ? Au premier abord nous serions tentés de répondre par la négative. L'esprit qui préside à la création des Fonds est loin d'être celui qui anime les sociétaires d'une association à but idéal. Il s'apparente plutôt, d'après ce que nous en avons déjà dit, à celui des mutualistes dans une société de secours mutuels, ou à celui des coopérateurs. Les Fonds de prévoyance se rapprochent donc de groupements qualifiés d'associations mais qui en fait jouissent de statuts spéciaux. Nous concluons donc que le Fonds n'étant certainement pas une société est forcément une association, et nous tâcherons de préciser ses caractéristiques en le comparant à certains groupements qui présentent des caractères intermédiaires entre la société à but lucratif et l'association à but idéal et qui ont reçu du législateur un statut qui leur est spécialement adapté.

§ 3. — *Comparaison des Fonds avec d'autres groupements.*

Sans nous arrêter aux associations qui ne présentent aucune analogie avec les Fonds de prévoyance telles que

(15) Op. cit., p. 682.

les syndicats professionnels, nous examinerons d'abord les groupements qualifiés de société et ensuite ceux qualifiés d'association. Nous verrons que le même groupement peut être qualifié, selon ses modalités de fonctionnement, tantôt de société et tantôt d'association. Comme il s'agit de groupements régis par une législation spéciale, la qualification n'a qu'un intérêt théorique, mais ces cas particuliers apportent la preuve qu'entre la société et l'association, il y a certaines formes de groupements qui participent des caractères de ces deux formes, et qu'on pourrait qualifier de groupement « sui generis », lorsque la loi ne leur a pas donné un nom particulier.

A. Le Fonds de prévoyance n'est pas une société de capitalisation.

Les sociétés de capitalisation, régies par la loi du 19 décembre 1907, se rapprochent des Fonds en ce sens qu'elles ont également à leur base une idée de prévoyance; mais l'analogie ne saurait être poussée plus loin. Aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1907, on entend par société de capitalisation, « les sociétés qui font appel à l'épargne « en vue de la capitalisation, et contractent, en échange « de versements uniques ou périodiques, directs ou indirects, des engagements déterminés ». Or le Fonds ne fait pas appel à l'épargne puisqu'il n'est ouvert qu'à un nombre restreint d'individus faisant partie d'une même entreprise, et à ceux-là seulement. D'autre part il ne prend aucun engagement déterminé à l'avance ; nous avons vu qu'un membre, lorsqu'il cesse de faire partie du Fonds, reçoit sa part proportionnelle de la masse des biens accumulés, part qui peut même être inférieure au total des versements effectués, dans le cas d'opérations malheureuses.

B. Le Fonds est-il une société d'épargne ?

La société d'épargne se rapproche beaucoup de la

société de capitalisation ; la loi du 3 juillet 1913 dans son article 1^{er} la définit comme suit : « Les sociétés qui ont pour objet de réunir et capitaliser en commun les épargnes de leurs adhérents, sans prendre à leur égard d'engagements déterminés. »

Nous nous trouvons ici en présence d'une institution qui se rapproche singulièrement de celle des Fonds de prévoyance.

La société d'épargne invite ses adhérents à lui verser leur épargne et au bout d'un certain temps de capitalisation, elle leur restitue leur part proportionnelle des fonds accumulés ; la durée de cette capitalisation ne peut excéder en aucun cas 25 ans. La société d'épargne a été comparée par M. Bonnevey, député rapporteur de la loi, à « la tirelire qu'on brise à une date convenue à l'avance sans savoir ce qu'elle contient ». Dans les Fonds, au lieu du terme certain, nous avons terme incertain, puisque l'échéance est fixée à la fin du contrat de travail qui lie l'adhérent à l'employeur. Nous avons vu que cette condition est essentielle à l'institution qui nous intéresse, institution patronale qui ne peut s'accommoder ni d'une durée maximum de capitalisation ni d'une date certaine fixée à l'avance. La loi distingue deux sortes de sociétés d'épargne : celles qui font appel à l'épargne et qui sont administrées, à titre onéreux, la durée de capitalisation étant de 25 ans et qui doivent être enregistrées ; les autres sont administrées gratuitement, et leurs adhérents se recrutent parmi un groupe restreint de personnes qui se connaissent. Pour celles-ci les formalités prévues par la loi de 1913 se réduisent à un simple dépôt de statuts avec certaines déclarations précisant le fonctionnement de la société ; la durée de la capitalisation est au maximum de 15 ans.

Les sociétés d'épargne, enregistrées, constituent de véritables sociétés. En effet elles sont administrées à titre onéreux par les associés au profit des adhérents, les associés

étant rémunérés par des frais de gestion, dont le maximum ne doit pas dépasser un pourcentage des versements des adhérents, pourcentage fixé par les statuts. Du point de vue des associés il y a entreprise lucrative ; quant aux adhérents, ils se trouvent devant une institution qui peut leur permettre de profiter au maximum des produits de leur épargne en commun.

Les sociétés d'épargne dont les statuts ont été simplement déposés, au contraire, présentent un caractère familial dans le recrutement de leurs adhérents, leur objet, leur fonctionnement, la gratuité de leur administration les différencient des sociétés proprement dites ; comme pour le Fonds nous ne trouvons dans ces sortes de sociétés ni recherche, ni partage de bénéfices, aussi nous serions enclin à voir dans une de ces sociétés d'épargne une association « sui generis » comme MM. Houpin et Bosvieux (16) plutôt qu'une véritable société.

Parmi les formes de groupement que nous avons envisagées, les Sociétés d'épargne à caractère familial, se rapprochent le plus ~~des~~ Fonds de prévoyance, mais il subsiste une différence essentielle en outre de celles que nous avons déjà développées ci-dessus, c'est l'inégalité de droits parmi ceux qui participent au Fonds, alors que dans tous les groupements passés en revue, il y a à la base une égalité de principe dans la nature des droits des adhérents, associés ou membres. Dans toute société, en effet, les associés ont les mêmes droits en principe : participation aux bénéfices et aux pertes proportionnée à leur apport, participation à l'administration. De même, dans une association, les membres apportent leurs connaissances ou leur activité, leurs cotisations éventuellement, et tous participent à l'activité de l'association. Dans les Fonds, nous avons vu que participants et bénéficiaires,

(16) Op. cit., Tome III, n° 1924.

constituent deux groupes bien différents, car l'employeur, participant qui fournit en principe la moitié des ressources du Fonds, ne tire aucun bénéfice direct de la capitalisation, ses contributions constituant la reconnaissance d'une obligation morale envers ses collaborateurs. D'une part nous avons donc une égalité de principe et de l'autre une inégalité non moins fondamentale.

Nous pouvons donc conclure que les Fonds de prévoyance ne peuvent être assimilés ni à l'une ni à l'autre forme des sociétés d'épargne.

C. Comparaison du Fonds avec certaines associations régies par des lois spéciales.

Parmi les associations qui se rapprochent du Fonds nous rencontrons d'abord les sociétés de prévoyance régies par la loi du 3 février 1902. Nous ne nous y arrêterons pas, l'objet de ces sociétés qui est de partager les intérêts du capital social entre leurs adhérents à partir d'une certaine durée de sociétariat suffit à les opposer aux Fonds qui précisément prohibent tout retrait de quelque somme que ce soit durant l'affiliation du membre.

Le Fonds ne saurait être rapproché non plus des associations mutuelles d'assurance. Dans ces associations, les adhérents, qui courent tous les mêmes risques, s'engagent à s'indemniser les uns les autres par des cotisations si le sinistre a lieu ; cet objet n'a aucun rapport avec l'activité du Fonds.

Les sociétés de secours mutuels, régies par la loi du 1^{er} avril 1898 présentent de très grandes analogies avec les Fonds.

Elles ont un but de prévoyance comparable à celui du Fonds, mais leurs ressources étant dans la grande majorité des cas très faibles, elles se contentent de verser des secours en cas de maladie ou de décès, et ne peuvent entre-

prendre de constituer une retraite ou un capital en vue de la vieillesse.

Ces sociétés peuvent comprendre des membres honoraires, qui versent des cotisations et prennent part aux délibérations, mais n'ont pas droit aux avantages pécuniaires de l'association, ce qui caractérise assez bien le rôle de l'employeur dans les Fonds.

Lorsqu'elles ont des ressources suffisantes, ces sociétés peuvent constituer des caisses autonomes de retraite ou de capitalisation, dénuées de personnalité civile et qui sont gérées par les administrateurs de la société de secours mutuels.

L'idée directrice de ces associations est la *mutualité*, c'est-à-dire, l'égalité de principe entre les membres qui cherchent, par leurs propres moyens, à satisfaire certains de leurs besoins. L'insuffisance, des ressources de ces sociétés les a forcées à admettre des membres honoraires, ce qui constitue un écart du principe. Dans les Fonds au contraire, nous avons à la base une collaboration sur un pied d'égalité entre patron et employés pour atteindre un but important aux deux parties en présence. Cette différence suffirait déjà à distinguer les deux institutions, mais il y en a une autre qui provient du fait que les Fonds sont des institutions patronales. L'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1898 (complété par le décret-loi du 28 août 1937) stipule : « Ne
« sont pas considérées comme sociétés de secours mu-
« tuels les associations qui créent au profit de telle ou
« telle catégorie de leurs membres et au détriment des
« autres des avantages particuliers, Les sociétés sont
« tenues de fournir à tous leurs membres participants les
« mêmes avantages, sans autre distinction que celle qui
« résulte des cotisations fournies et des risques appor-
« tés. »

Or, dans les Fonds de prévoyance, l'acquisition de la

moitié des contributions versées (les contributions patronales) dépend de l'âge ou de la durée des services du membre dans l'entreprise. Nous avons développé le rôle et l'utilité de ces conditions dans la description des Fonds, nous n'avons pas à y revenir. Nous pouvons seulement conclure ici encore que le Fonds n'est pas une société de secours mutuels.

§ 4. — *Le Fonds est-il une simple indivision ?*

Le but commun que se proposent les participants au Fonds, donne à ce dernier les caractères d'un groupement organisé, d'une association, mais les stipulations de la convention entre les participants en font un groupement original qui se distingue nettement de ceux prévus par notre législation.

Comme nous avons vu que le Fonds ne rentre dans aucune des catégories prévues par la loi, la question se pose de savoir s'il n'est pas une simple indivision.

Nous lisons dans Aubry et Rau (17) : « La copropriété est le droit de propriété compétant à plusieurs personnes sur une seule et même chose qui n'appartient ainsi à chacune d'elles que pour une quote-part idéale et abstraite. »

Cette définition est celle de l'indivision, telle que la doctrine la concevait en se basant sur l'article 815 du Code civil et les tendances individualistes du législateur de 1804.

Mais la théorie ainsi construite par la doctrine s'appliquait d'abord à l'indivision héréditaire, et ne saurait être étendue sans réserves à toutes sortes d'indivisions. Aubry et Rau précisent plus loin (18) : « Dans le développement de cette théorie, nous aurons principalement en vue, l'hypothèse, où il n'existe entre les copropriétaires ou

(17) 6^e Edition, Tome II, p. 545.

(18) Op. cit., p. 546.

« communistes, que de simples rapports de communauté
 « « sine affectu societatis ». Ce n'est qu'à cette hypothèse
 « que s'appliquent d'une manière absolue les règles ci-
 « après exposées, qui ne sauraient être étendues à la co-
 « propriété entre époux communs en biens, ou entre
 « associés, que, sauf les modifications indiquées dans la
 « matière de la communauté entre époux et dans celle de
 « la société. »

Le Fonds n'étant pas doué de personnalité civile, il est certain que la masse des biens est indivise entre les bénéficiaires, mais nous nous trouvons précisément dans un cas où il y a entre les communistes plus que de simples rapports de copropriété ; il y a la volonté certaine de poursuivre en commun un but déterminé. Nous concluons donc que le Fonds ne constitue pas une indivision telle que la concevait la doctrine classique.

La jurisprudence a complété cette notion classique de l'indivision par la notion de « société d'indivision ». Cette jurisprudence, que nous nous proposons d'étudier dans la section suivante, est intéressante à un double point de vue, car elle limite la portée de l'article 815 du Code civil et de plus, consacre la notion de société d'indivision, forme de groupement des particuliers, intermédiaire entre l'indivision inorganisée et les formes douées de personnalité civile.

SECTION II : ETUDE DE LA JURISPRUDENCE.

Nous rechercherons dans cette section si les Fonds peuvent être assimilés aux groupements qualifiés de sociétés d'indivision par la jurisprudence. Les principaux arrêts en la matière sont les suivants :

Ch. Civ. du 6 février 1872 (19).

(19) D. P., 1872-1-101,

Req. du 30 novembre 1886 (20).

Ch. Civ. du 5 juillet 1922 (21).

Ces arrêts ont tous été rendus à propos de demandes en partage, formées par certains copropriétaires. Ces demandes ont toutes été rejetées par la Cour de cassation, par le motif principal que toutes les indivisions étaient nées d'une convention entre les parties, convention qui en fixait les modalités.

Le premier arrêt où l'on trouve l'expression « société d'indivision » est celui du 6 février 1872 qui a été rendu dans l'espèce suivante :

Les habitants d'un hameau avaient acquis des pâturages sur lesquels ils pouvaient mener paître leurs troupeaux en commun sous certaines conditions. La Cour de cassation a rejeté la demande en partage formée par l'un d'eux, car elle a reconnu dans la convention une indivision d'une nature particulière, « Attendu que la société d'indivision « contractée sous de telles conditions entre les intéressés « ne présente rien qui soit contraire aux lois et aux principes d'ordre public invoqués par le pourvoi. » Mais la Cour ne s'est pas contentée de ce seul argument pour rejeter le pourvoi, elle a encore reconnu aux pâturages communs le caractère d'accessoire de fonds principaux.

L'arrêt du 30 novembre 1886 ne contient pas l'expression de société d'indivision ; il se contente de valider la clause d'un contrat de mariage, imposant aux époux d'acquérir avec leurs dots réciproques, un immeuble indivis dotal pour la part de la femme. Nous lisons dans les attendus : « La disposition de l'article 815 aux termes duquel : « Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision « et le partage peut être toujours provoqué nonobstant « prohibitions et conventions contraires », est inapplicable

(20) D., 1887-1-49.

(21) D. P., 1923-1-113, note Henri Capitant, et, S., 1924-1-353, note Solus,

« non seulement à l'indivision qui résulte d'un contrat de
 « société ordinaire, mais encore à celle qui a été convenue
 « entre les parties dans le contrat réglant l'association
 « conjugale. » Cet arrêt, s'il ne qualifie pas de société
 d'indivision la convention spéciale contenue dans le con-
 trat de mariage visé, souligne la parenté de celle-ci avec
 le contrat de société ordinaire.

L'arrêt du 5 juillet 1922 a validé un arrêt de la Cour de
 Montpellier, confirmant lui-même un jugement du Tribu-
 nal de Narbonne. Dans cette espèce, les habitants d'une
 commune s'étaient portés adjudicataires de lais et relais
 de la mer mis en vente par les Domaines, en vue d'en
 perpétuer la jouissance en commun, en les rétrocédant à
 la commune. Le Tribunal de Narbonne a rejeté la demande
 en partage formée par quelques-uns des indivisaires, par
 les motifs que « les règles de l'article 815 du Code civil ne
 « peuvent s'appliquer au cas d'indivision volontaire résul-
 « tant du consentement des co-indivisaires, car il est
 « rationnel d'admettre dans ce cas que le droit de deman-
 « der le partage est subordonné à la réalisation de la fin
 « commune que les contractants se sont proposée ». La
 Cour de Montpellier a reconnu dans cette convention une
 société d'indivision et confirmé le jugement du Tribunal
 de Narbonne. La Chambre civile de la Cour de cassation
 a rejeté le pourvoi formé, déclarant notamment dans ses
 attendus « que l'intention des parties de former entre eux
 « une société à laquelle ils feraient apport de biens indivis
 « en vue d'une destination déterminée, suffisait à écarter
 « l'application de l'article 815 du Code civil, la société
 « devant, tant en vertu des règles du droit commun qu'à
 « raison de la clause sus-relatée interdisant toute dissolu-
 « tion anticipée, subsister jusqu'à la réalisation du but que
 « les contractants s'étaient proposé d'atteindre. »

Dans ces arrêts sont qualifiés de « sociétés d'indivision »
 les indivisions créées par les personnes poursuivant un but

commun, mais qui n'ont pas donné à leur groupement une forme emportant la personnalité morale. « On arrive ainsi « à cette conclusion qu'il faut distinguer entre l'indivision « passive et l'indivision avec affectation des biens à une « destination prévue par les indivisaires. Les conventions « d'indivision ne sont soumises à la limitation de cinq ans « que si elles ont uniquement pour objet de créer ou main- « tenir entre les intéressés l'état d'indivision, sans chan- « ger le caractère économique de celle-ci, sans autre inten- « tion que de reculer le moment du partage. » (22)

Cette opinion qui nous semble fondée et conforme à la jurisprudence n'est pas uniformément admise. M. Solus dans sa note sous le même arrêt de 1922 (23) voit dans ces groupements des sociétés dans lesquelles les apports consisteraient en une part de propriété indivise.

Quel que soit le nom appliqué aux groupements qualifiés sociétés d'indivision par la jurisprudence, il n'en reste pas moins que nous sommes en présence d'une masse de biens indivis entre les copropriétaires, ceux-ci étant organisés en un groupement poursuivant un but déterminé. Ce groupement se trouve donc être intermédiaire entre les sociétés ou associations douées de personnalité morale, dans lesquelles l'intérêt des associés disparaît devant l'intérêt de la collectivité, et l'indivision, état passif et sans organisation.

Pour comparer les Fonds aux sociétés d'indivision il nous faut tâcher de caractériser ces groupements.

D'abord dans toutes les espèces nous trouvons à la base la volonté de collaborer des copropriétaires. Mais les indivisaires n'ont pas seulement en vue un but déterminé, ils ont comme but essentiel de leur convention le maintien de l'indivision. C'est ce qui est bien mis en relief par une

(22) Note Capitaint, D. P., 1923-1-113.

(23) Sirey, 1924-1-353.

espèce récente. Trois communes avaient fait construire à frais communs une maison à usage de presbytère en convenant qu'elle serait gratuitement occupée par le curé. La gratuité cessa en raison de la loi du 9 décembre 1905. L'une des communes ayant voulu exiger un loyer excessif, contre la volonté des deux autres, demanda la licitation en se fondant sur l'art. 815. Cette demande fut rejetée par le Tribunal d'Epinal le 17 mai 1934 (24). Nous lisons dans les attendus : « L'indivision doit être maintenue quand l'ac-
« tion en partage aurait pour effet de détruire la conven-
« tion en supprimant son objet essentiel. »

Et M. Josserand écrit dans son Cours de droit civil positif français (25) :

« Il advient même qu'une société n'ait pas d'autre but
« que le maintien de l'indivision : il y a société d'indi-
« vision tendant précisément à écarter l'éventualité d'un
« partage. »

Cette définition restrictive cadre parfaitement avec les espèces citées ; elle nous paraît préférable à celle de M. Capitant qui, dans sa note citée au Dalloz, écrit : « Les
« sociétés d'indivision, c'est-à-dire les sociétés n'ayant pas
« la personnalité juridique ». Cette définition trop large pourrait inclure, par exemple, les associations en participation qui sont des sociétés commerciales. Il est vrai que M. Capitant écrivait en vue de l'application de l'art. 815. La définition de M. Josserand a aussi le mérite de ne pas prêter le flanc à la critique de l'expression société d'indivision que fait M. Solus dans sa note citée au Sirey, où nous lisons : « Sans doute la Cour suprême veut-elle dire
« par là qu'il s'agit d'une société dans laquelle les apports
« consistent en une part de copropriété indivise. Mais la

(24) Journal des Notaires, 1936, Art. 38.863, note Chassagnade-Belmin.

(25) 3^e Edition, Tome 1^{er}, N^o 1792.

« jonction de deux mots qui expriment des institutions si « différentes et souvent si difficiles à distinguer est de « nature à créer une confusion et pour cette raison nous « semble peu recommandable. » Pour apprécier l'expression il faut se placer du point de vue de l'objet de la société, et non du point de vue des apports, et alors l'expression « société d'indivision » apparaît comme tout à fait naturelle et sans aucune contradiction.

Les Fonds ressemblent aux sociétés d'indivision, car dans les deux cas nous sommes en présence d'une masse de biens indivise. Mais dans les Fonds, l'indivision est un moyen non une fin, alors que dans la société d'indivision, l'indivision est l'objet même de la société.

En outre, dans les sociétés d'indivision, il y a, à la base, l'égalité de principe dans la nature des droits de chaque membre. Nous avons déjà souligné, à propos des sociétés d'épargne, qu'il n'en était pas ainsi dans les Fonds. Dans ces derniers groupements, nous avons la catégorie des participants et celle des bénéficiaires, qui sont bien distinctes et n'ont pas des intérêts absolument concordants.

Nous pouvons donc conclure que les Fonds de prévoyance ne peuvent être assimilés à des sociétés d'indivision.

SECTION III : LE FONDS EST-IL UNE INSTITUTION PATRONALE RÉGIE PAR LA LÉGISLATION SUR LES ASSURANCES SOCIALES ?

Le décret-loi du 14 juin 1938 contient pour la première fois, dans son article 35, une réglementation des institutions patronales de retraites. Il détermine la proportion des représentants des patrons et des ouvriers dans le conseil d'administration ; il consacre l'inégalité des droits des bénéficiaires en fonction de la durée des services, et fixe à un maximum de dix ans de services la période au cours de laquelle le membre ne peut avoir aucun droit aux

avantages provenant des versements patronaux ; passé ce délai, en cas de cessation d'affiliation, l'intéressé doit recevoir, au moins, la moitié des avantages procurés par les versements patronaux.

Mais ce décret-loi n'est pas la première loi qui ait visé les institutions patronales de prévoyance.

Dès la fin du XIX^e siècle, le législateur a dû intervenir dans le but de protéger l'épargne des travailleurs. Certaines entreprises avaient créé des caisses de retraites pour leur personnel, mais avaient conservé dans leurs caisses une partie des fonds destinés à constituer les pensions de retraites. Or ces entreprises ayant fait faillite, les fonds, dont une partie provenait de versements faits par le personnel, furent engloutis dans la faillite. C'est pour éviter le retour de faits semblables que fut votée la loi du 27 décembre 1895 dont l'article 3 était ainsi conçu :

« Les sommes retenues en vue d'assurer des retraites
« et celles que les chefs d'entreprise se seront engagés à
« fournir, seront versées à la Caisse nationale des retraites
« pour la vieillesse, à la Caisse des dépôts et consignations
« ou à des Caisses patronales ou syndicales spécialement
« autorisées à cet effet. »

Nous voyons ainsi apparaître pour la première fois, la nécessité d'une autorisation administrative pour les caisses patronales de retraites. D'ailleurs très peu de caisses demandèrent l'autorisation prévue par cette loi.

Lorsque le législateur décida la création des retraites ouvrières et paysannes, il se préoccupa de nouveau des institutions patronales en vue de s'assurer le contrôle du fonctionnement desdites caisses. L'article 29 de la loi du 5 avril 1910 est ainsi conçu :

« A partir de la mise en application de la présente loi,
« les caisses de retraite dont le service incombe à l'em-
« ployeur, les caisses de prévoyance précédemment orga-
« nisées par les patrons avec le concours des ouvriers et

« employés et qui n'auront pas obtenu l'autorisation prévue à l'article 19, fonctionneront exclusivement pour l'exécution des engagements antérieurement contractés par lesdites caisses en ce qui concerne tant les pensions acquises à un titre quelconque que les rentes et pensions de retraite en cours d'acquisition. »

Ce texte complétait l'article 19 de la même loi qui prévoyait l'autorisation préalable obligatoire pour toutes les caisses de retraites qui viendraient à se créer. Le nouveau régime d'autorisation ainsi institué remplaçait celui résultant de la loi de 1895.

Il est essentiel de remarquer qu'en 1910 comme en 1895, le législateur ne s'est occupé que de la question des pensions de retraite. Cette limitation de son contrôle s'explique par le fait que les caisses de retraites, devant tenir compte de la durée de la vie humaine, sont particulièrement difficiles à bien administrer ; il est indispensable dans des opérations de ce genre d'être extrêmement prudent quant à l'évaluation de la durée moyenne de la vie des bénéficiaires et l'évaluation du rendement moyen des placements, de façon à éviter des mécomptes cruels. Il ne faut pas non plus tomber dans l'excès contraire, car il serait injuste d'accumuler des réserves considérables, aux dépens des premières séries de bénéficiaires. C'est parce que la durée de la vie humaine est un des éléments de calcul que l'Etat est intervenu en imposant son contrôle, mais il l'a limité aux seules caisses constituant des pensions de retraites.

La troisième étape en cette matière est marquée par la loi du 5 avril 1928 instituant en France, les Assurances sociales. L'article 44 de cette loi oblige les caisses de retraites à demander l'autorisation du ministre du travail :

« A partir de la mise en application de la présente loi, les caisses de retraites existantes, dont le service incombe à l'employeur, les caisses précédemment orga-

« nisées, même sous forme d'associations ou de sociétés
 « civiles, par les patrons avec ou sans le concours des
 « ouvriers et employés, les caisses de retraites autorisées
 « conformément à la loi du 27 décembre 1895, et celles
 « qui se sont conformées aux dispositions de l'article 29
 « de la loi du 5 avril 1910 ou de l'article 96 du décret du
 « 25 mars 1911 pourront être autorisées, par décret rendu
 « sur la proposition du ministre du travail, à continuer
 « leurs opérations s'il résulte d'un inventaire technique
 « que leur situation financière suffit à garantir leurs enga-
 « gements antérieurs. »

L'alinéa n° 2 de cet article a repris le système de l'auto-
 risation préalable institué dans l'article 19 de la loi de 1910:

« Les caisses de retraites qui, après la mise en vigueur
 « de la loi, viendraient à se créer en faveur d'un person-
 « nel non soumis aux obligations légales, devraient être
 « préalablement à leur fonctionnement autorisées par le
 « **ministre du travail.** »

Jusqu'ici tous les textes que nous avons rencontrés
 s'appliquent exclusivement aux institutions patronales
 s'engageant à verser des pensions de retraite ; aucun de
 ces textes ne pouvait viser un Fonds de prévoyance tel
 que ceux que nous étudions.

Tous les principaux textes législatifs (loi du 30 avril 1930,
 décret-loi du 28 octobre 1935) qui ont modifié la loi du
 5 avril 1928 se sont bornés à reprendre sur la matière le
 texte de l'article 44 cité ci-dessus sans modification de
 fond, jusqu'au décret-loi du 14 juin 1938, l'article 35 de ce
 décret-loi a étendu le champ d'application de l'article 44
 de la loi du 5 avril 1928.

« Article 35. — § 1^{er}. — Les caisses de retraites exis-
 « tantes, dont le service incombe à l'employeur, les caisses
 « précédemment organisées même sous forme d'associa-
 « tions ou de sociétés civiles par des patrons avec ou sans
 « le concours des ouvriers et employés, les caisses de

« retraites autorisées conformément à la loi du 27 décembre 1895 et celles qui se sont conformées aux dispositions de l'article 29 de la loi du 5 avril 1910 ou de l'article 96 du décret du 25 mars 1911, et, d'une façon générale, sous réserve des dispositions du paragraphe 7 ci-après, les institutions de prévoyance et de retraites de toute nature constituant des capitaux en cas de vie ou de décès, des retraites ou des pensions de veuves ou d'orphelins ou des pensions d'invalidité, groupant le personnel d'une ou plusieurs entreprises ou établissements en vertu d'une convention collective ou de contrats individuels de travail, peuvent être autorisées, par décret rendu sur la proposition du ministre du travail, à continuer sans condition d'effectif minimum, leurs opérations, s'il résulte d'un inventaire technique que leur situation financière suffit à garantir leurs engagements antérieurs, et après agrément du ministre du travail, à fonctionner comme caisses primaires, pour le personnel soumis aux obligations de l'article premier. »

Ce texte diffère de l'article 44 de la loi de 1928 par le membre de phrase suivant : « et d'une façon générale..... les institutions de prévoyance et de retraites de toute nature constituant des capitaux en cas de vie ou de décès, des retraites ou des pensions de veuves ou d'orphelins ou des pensions d'invalidité... ». Ce membre de phrase ajouté à l'énumération des différentes caisses de retraites qui figuraient déjà dans l'article 44 de la loi de 1928 étend la portée de cette disposition. La mesure de cette extension ne peut être déterminée qu'après une analyse soigneuse de ce texte et des décrets pris pour l'application des lois sur les Assurances sociales.

Dans l'exposé des motifs du décret-loi du 14 juin 1938, le ministre ne laisse prévoir cependant aucune innovation sensible ; sous le titre « Institutions patronales de retraites » (art. 35) il écrit : « Le nouveau texte de l'article 35

« modifie le texte ancien de façon à compléter la réglementation des institutions de retraites, en précisant notamment les règles de placement de ces institutions, et les principales dispositions qui doivent figurer dans leurs statuts. » Cet exposé ne fait prévoir aucune modification importante à la législation sur la question des institutions patronales.

Cependant on est frappé par la proposition « institutions de prévoyance et de retraites de toute nature », et il semble que la nouvelle disposition s'applique indistinctement à toute institution de prévoyance quelle qu'elle soit. Ainsi le législateur, qui, pendant une période de plus de quarante ans (1895-1938), ne s'était soucié que de contrôler les caisses patronales de retraites, se serait brusquement intéressé à toutes les institutions de prévoyance sans exception. Cette interprétation large pourrait être corroborée par la tendance étatisante actuelle, mais il nous semble que dans les très nombreux textes qui ont modifié la loi de 1928, nous aurions dû trouver trace de cette nouvelle préoccupation, et il n'en est rien.

Si nous reprenons de plus près le texte qui nous occupe, nous remarquerons que la proposition « les institutions de prévoyance et de retraites de toute nature » est complétée et définie, car le texte continue en précisant que les institutions dont il s'agit constituent « des capitaux en cas de vie ou de décès, des retraites ou des pensions de veuves ou d'orphelins ou des pensions d'invalidité ». Par conséquent le législateur étend les dispositions applicables jusqu'alors aux seules caisses de retraite,

1°) aux caisses de retraites, de toute nature, et à celles qui constituent des pensions de veuves ou d'orphelins ou des pensions d'invalidité,

2°) aux institutions de prévoyance, de toute nature, qui constituent des capitaux en cas de vie ou de décès, et à notre avis il s'agit exclusivement des institutions de pré-

voyance qui prennent des engagements déterminés et dont les opérations tiennent compte de la durée de la vie humaine.

En effet, dans le même article 35 du décret-loi du 14 juin 1938, comme dans l'article 44 de la loi du 5 avril 1928, nous lisons que, pour être autorisées à continuer leurs opérations, les caisses visées par la loi devaient justifier par un inventaire technique que leur situation financière suffisait à garantir les engagements antérieurs. Or, un inventaire technique se conçoit très bien pour des sociétés d'assurances ou de capitalisation qui, moyennant un ou plusieurs versements fixés à l'avance quant à leur montant et aux époques de paiement, s'engagent à payer une somme déterminée au décès de l'intéressé, ou à une date déterminée si l'intéressé est en vie. Mais dans le cas du Fonds, qui se borne à faire fructifier certaines sommes et à reverser à ses membres bénéficiaires leur part proportionnelle des capitaux accumulés, on doit dire qu'il y a épargne et non constitution de capitaux en cas de vie ou de décès. En effet, le Fonds est toujours à même, quelles que soient les circonstances, de faire face à ses engagements, puisqu'il ne peut jamais être tenu de payer au delà de ce qu'il possède ; dans une telle institution, on ne voit pas sur quelles bases on pourrait faire un inventaire technique, et encore moins l'utilité qu'il pourrait présenter.

En outre, le paragraphe 2 de l'article 44 de la loi du 5 avril 1928 astreint à l'obligation de demander une autorisation préalable, les caisses de retraites, et celles-ci seulement, qui viendraient à se créer après la mise en vigueur de la loi. Or le décret-loi du 14 juin 1938, dans son article 35, paragraphe second, est rédigé dans des termes identiques à ceux du paragraphe second de l'article 44 de la loi du 5 avril 1928. Il nous semble que si l'interprétation la plus large du paragraphe premier de l'article 35 du décret-loi de 1938 était celle à retenir, toutes les autres

dispositions du décret-loi sur cette question, et notamment le paragraphe second, auraient dû voir leur portée aussi considérablement étendue. Or, il n'en est rien.

Nous trouvons l'explication de cette anomalie apparente dans les décrets pris en application des deux textes législatifs étudiés.

Pour l'explication de l'article 44 de la loi du 5 avril 1928, nous avons les articles 269 et 270 du décret du 30 mars 1929 ; l'article 270 cité ci-après indique la composition du dossier que doivent fournir les caisses patronales qui désirent obtenir l'autorisation exigée par l'article 44 : Article 270, § 1.— Pour obtenir l'autorisation prévue à l'article précédent, les institutions devront adresser au ministre du travail, deux mois au moins avant la mise en vigueur de la loi, une demande où elles indiqueront si elles entendent ou non admettre de nouveaux bénéficiaires.

« § 2. — Elles joindront à cette demande :

- « 1°) Les statuts, et s'il y a lieu le règlement intérieur de la caisse,
- « 2°) La liste des membres du Conseil d'administration,
- « 3°) Un état indiquant le nombre des bénéficiaires,
- « 4°) Les comptes des trois dernières années s'il y a lieu,
- « 5°) S'il s'agit d'une caisse constituant des retraites, ou des capitaux en cas de vie ou de décès, un inventaire technique constatant que la situation financière de la caisse suffira à garantir les engagements antérieurs. »

Le cinquième alinéa du paragraphe 2 de l'article 270 étendait aux caisses constituant des capitaux en cas de vie ou de décès, l'obligation imposée aux caisses de retraites par l'article 44 de la loi de 1928. Cette extension s'explique si nous ne perdons pas de vue l'intention des autorités administratives de contrôler les institutions patronales dont le fonctionnement prend en considération la durée de la vie humaine. Cette préoccupation étant à l'ori-

gine de ces dispositions, il est logique que le contrôle ait été étendu aux caisses de capitalisation qui prennent vis-à-vis de leurs adhérents des engagements déterminés et basés sur la durée de la vie humaine.

A notre avis, la nouvelle disposition contenue dans l'article 35 du décret-loi du 14 juin 1938 fait cesser la discordance existant entre l'article 44 de la loi du 5 avril 1928 et l'article 270 du décret du 30 mars 1929 ; il complète d'autre part ces dispositions, étendant l'obligation de demander une autorisation aux caisses constituant des pensions de veuves ou d'orphelins ou des pensions d'invalidité.

Le décret du 11 juillet 1939 pris pour l'application du décret-loi du 14 juin 1938 confirme notre interprétation. Son article 131 est rédigé dans des termes identiques à ceux de l'article 270 du décret du 30 mars 1929 ; la seule modification se trouve dans le cinquième alinéa du paragraphe 2 correspondant à la disposition que nous avons citée plus haut. Cet alinéa est ainsi rédigé :

« 5°) S'il s'agit d'une caisse constituant des retraites ou
« des capitaux en cas de vie ou de décès, ou des pensions
« de veuves ou d'orphelins ou des pensions d'invalidité,
« un inventaire technique constatant que la situation
« financière de la caisse suffit à garantir les engagements
« antérieurs. »

Ce texte est parfaitement en harmonie avec le paragraphe premier de l'article 35 du décret-loi du 14 juin 1938 et comparé à la disposition analogue du décret du 30 mars 1929 nous remarquons que le nouveau texte contient en plus le membre de phrase : « ou des pensions de veuves
« ou d'orphelins ou des pensions d'invalidité ». L'innovation du décret-loi du 14 juin 1938 porte donc principalement sur les caisses constituant des pensions de veuves, d'orphelins ou des pensions d'invalidité ; pour ce qui est des caisses constituant des capitaux en cas de vie ou de décès, il n'a fait que consacrer ce que l'article 270 du décret

du 30 mars 1929 avait commencé, c'est-à-dire assujettir à un contrôle administratif les caisses de capitalisation dont les opérations sont basées sur la durée de la vie humaine.

A notre avis, il est certain que l'administration connaît l'existence des caisses de prévoyance dont l'objet est l'épargne et non la constitution de retraites ou de capitaux en cas de vie ou de décès, caisses qu'elle entend laisser en dehors du champ d'application de la législation sur les Assurances sociales. La rédaction générale des textes montre bien qu'ils doivent être interprétés restrictivement.

L'article 35 du décret-loi du 14 juin 1938 énumère longuement toutes les caisses patronales auxquelles il s'applique. De même l'article 130 du décret du 11 juillet 1939 pris pour l'application du décret-loi précité qui est rédigé comme suit :

« Les institutions visées à l'article 35, paragraphe premier, du décret du 25 octobre 1935... », laisse bien supposer qu'il y a d'autres institutions que celles visées à l'article 35 du décret-loi.

L'article 141 du décret tout récent du 11 juillet 1939 dispose encore : « Il ne peut être créé d'institutions patronales rentrant dans les catégories prévues à l'article 35, « paragraphe premier, du décret-loi du 28 octobre 1935... »

Ces arguments de texte, si minces soient-ils, révèlent l'esprit qui a présidé à toute la législation.

Nous devons apprécier maintenant la situation d'un Fonds de prévoyance au regard de l'article 35 du décret-loi du 14 juin 1938.

Les développements qui précèdent, nous permettent d'affirmer, ici, que les Fonds existant antérieurement à ce texte n'ont pas besoin de demander l'autorisation du ministre du travail pour continuer leurs opérations, puisque les Fonds sont des institutions d'épargne essentiellement différentes des caisses constituant des capitaux en cas de

vie ou de décès, visés à l'article 35, paragraphe premier, du décret-loi du 14 juin 1938.

D'autre part, les Fonds qui viendraient à se créer n'ont pas à demander d'autorisation préalablement à leur fonctionnement par application du paragraphe second de l'article 35 du même texte, car ils ne sont certainement pas assimilables à des caisses de retraites.

Par conséquent, les Fonds ne sont pas liés par les dispositions des paragraphes 5 et 6 du même article 35 du décret-loi du 14 juin 1938, qui, pour la première fois, déterminent les clauses essentielles des statuts des institutions patronales. Ces dispositions tendent à obliger ces institutions à se constituer avec des statuts complets et précis, pour éviter les dissensions futures qui ne manqueraient pas de naître, dans le cas où la convention liant les travailleurs et leurs employeurs présenterait des lacunes importantes. Nous tenons à signaler que nous n'avons pas rencontré de telles lacunes dans les statuts des Fonds que nous avons pu étudier.

La seule disposition impérative est celle du paragraphe 6 :

« Les adhérents d'une caisse qui viennent à quitter l'entrepris avant l'avoir rempli les conditions pour avoir droit aux avantages promis, conservent en tout état de cause, le bénéfice de leurs versements personnels.

« Lorsqu'ils justifient d'au moins dix ans d'affiliation à la caisse, ils conservent le droit au bénéfice d'au moins la moitié des versements patronaux. »

La conservation du droit de propriété de chaque adhérent sur son épargne personnelle et ses produits, est une clause essentielle qui est toujours consacrée par les statuts des Fonds.

Quant à la seconde disposition, elle constitue un minimum de droits. Bien que ce minimum imposé par le législateur ne soit pas plus obligatoire pour les Fonds que les

autres dispositions du décret-loi du 14 juin 1938, nous **tenons** à faire remarquer que les statuts des Fonds sont **souvent** plus larges sur ce point : le bénéfice des versements patronaux étant acquis en entier au bout de dix ans.

Ainsi nous n'avons pas trouvé même dans la législation récente sur les caisses patronales de retraites, de réglementation applicable aux Fonds de prévoyance.

Les paragraphes 5 et 6 de l'article 35 du décret-loi du 14 juin 1938 constituent un guide sûr pour les rédacteurs de statuts d'institutions patronales et par conséquent de Fonds de prévoyance tels que ceux que nous avons décrits. Mais les Fonds en raison de leur caractère original, restent en dehors du domaine d'application de toute la législation sur les Assurances sociales.

Avant de clore l'étude de la législation sur les Assurances sociales, nous désirons souligner le paragraphe 7 de l'article 35 du décret-loi du 14 juin 1938, ainsi conçu :

« Les sociétés de secours mutuels qui attribuent des allocations ou des pensions viagères, et qui se recrutent uniquement dans le personnel d'une ou plusieurs entreprises, sont tenues de solliciter l'autorisation prévue au paragraphe 1^{er} lorsque la participation à ces sociétés est rendue obligatoire par le contrat de travail. »

Dans la section I du présent chapitre, nous avons montré la différence dans la nature des institutions, qui sépare une société de secours mutuels d'une institution patronale de prévoyance ; nous avons souligné qu'il n'était pas possible, sans la dénaturer, de faire d'une société de secours mutuels une institution patronale. Le décret-loi du 28 août 1937 complétant l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1898 a essayé d'empêcher un tel abus en insistant sur le caractère de ces groupements qui est la mutualité. La disposition précitée est plus radicale en ce sens qu'elle assimile purement et simplement à des caisses patronales du point de vue de la législation sur les Assurances sociales, les

sociétés de secours mutuels qui, tout en respectant la lettre de la loi de 1898, auraient le caractère d'institutions patronales.

SECTION IV : LE FONDS EST-IL UNE FONDATION ?

Un Fonds a beaucoup de points communs avec une fondation. Nous avons vu que les employeurs prennent l'initiative de la création d'une institution destinée à fonctionner au profit d'un groupe de bénéficiaires ; ils dotent cette institution de certaines ressources, et les sommes ainsi versées au Fonds sont définitivement affectées au profit des bénéficiaires.

Agissant ainsi, les employeurs font certainement une fondation ; M. Jossierand écrit (26) : « La fondation est « l'acte par lequel une personne affecte perpétuellement « tout ou partie de ses biens à une œuvre déterminée. »

De plus dans les statuts des Fonds la clause relative à l'objet de l'institution est rédigée de la façon suivante : « L'objet du Fonds est de réunir et capitaliser les verse-
« ments faits au profit des membres. »

Par conséquent, non seulement l'acte des employeurs peut être qualifié acte de fondation, mais l'institution elle-même semble pouvoir être assimilée à une fondation.

La similitude est frappante mais pour y arriver nous avons présenté l'acte des employeurs comme une opération isolée et complète, or nous avons longuement insisté sur le fait qu'il n'est pas possible d'isoler certaines parties de la convention créant un Fonds. Si du point de vue des employeurs, exclusivement, cette convention se présente comme une fondation, elle crée beaucoup d'autres rapports de droits, entre les employeurs et les employés d'une part, entre chacun de ceux-ci pris isolément et toute la collectivité d'autre part. Ces rapports nous les avons indi-

(26) Op. cit., Tome III, N° 1899.

qués dans notre introduction, nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

Nous ne pouvons donc assimiler un Fonds à une fondation sans méconnaître le véritable caractère de l'institution que nous étudions et qui est celui d'institution patronale de prévoyance. Si du point de vue de l'employeur il y a acte à titre gratuit puisque ce dernier ne retire de l'institution qu'un bénéfice moral, pour le travailleur il y a épargne, épargne forcée pourrait-on dire, mais les deux opérations sont intimement liées et ne peuvent être séparées sans que disparaisse tout l'intérêt de l'institution.

Le Fonds se trouve donc être intermédiaire entre les fondations pures et les groupements volontaires d'individus, sociétés ou associations. Ce sont des institutions dans le genre de celles que nous étudions que devait envisager M. Michoud lorsqu'il écrivait (27) : « Entre la corporation pure se gouvernant uniquement par la volonté de ses membres, et la fondation pure entièrement dirigée, quant à son but, par la volonté du fondateur, il y a une foule de degrés intermédiaires possibles. La corporation se rapproche de la fondation dès qu'elle n'est pas purement volontaire, elle s'en rapproche aussi lorsqu'elle vise un but entièrement désintéressé. Dans le premier cas en effet la corporation est au moins partiellement gouvernée par une volonté supérieure, dans le second les membres de la corporation entendent presque toujours obliger leurs successeurs à ne pas s'écarter du but qu'ils se sont désigné, et par là ils font de l'association quelque chose qui se rapproche plus ou moins d'une fondation collective. A l'inverse, une fondation même provenant d'un simple particulier, peut avoir quelques traits présentant le caractère corporatif ; elle peut par exemple, être constituée de telle sorte que les intéres-

(27) Op. cit., Tome I, p. 222.

« sés en aient eux-mêmes plus ou moins complètement
« l'administration. »

Un Fonds de prévoyance semble bien se rapprocher d'une institution telle que celle que M. Michoud décrit dans sa dernière phrase, puisque les membres employés participent à l'administration du groupement par l'élection d'une partie des administrateurs, mais cette ressemblance est très superficielle, car il ne faut pas oublier que ces membres employés fournissent la moitié des ressources du Fonds.

Les Fonds ne sont certainement pas des fondations, mais il était intéressant de faire le rapprochement de ces deux institutions.

SECTION V : COMPARAISON D'UN FONDS DE PRÉVOYANCE A UNE PROPRIÉTÉ EN MAIN COMMUNE OU GESAMMTE HAND DU DROIT GERMANIQUE.

La propriété collective se présente dans notre droit ainsi que nous l'avons vu, soit sous la forme du groupement doué de personnalité civile, soit sous la forme d'indivision inorganisée. Certains droits étrangers, le Droit allemand, entre autres, connaissent une forme de propriété collective intermédiaire entre l'indivision inorganisée et le groupement doué de personnalité morale ; il nous semble intéressant de rechercher si cette forme intermédiaire ne correspond pas à la forme de groupement des Fonds de prévoyance que nous étudions.

La Gesamte Hand, ou propriété en main commune, est une forme de groupement inorganisée en principe ; elle est l'agglomération d'individualités physiques. Le trait essentiel qui la différencie de l'indivision est que les communistes, si on les envisage isolément, n'ont qu'un droit de créance alors que les indivisaires en Droit français ont un droit réel sur la chose. Il en résulte que le communiste, propriétaire en main commune, ne peut ni aliéner ni

hypothéquer la chose commune, ni prendre d'engagements qui la fassent rentrer dans le gage de ses créanciers personnels car l'affectation collective de la chose commune l'isole entièrement du patrimoine individuel de chacun des copropriétaires. Par contre il peut céder son droit de créance, si toutefois cette cession est compatible avec l'affectation de la chose commune.

Dans une indivision ordinaire, la quote-part idéale de propriété figure dans le patrimoine individuel du co-indivisaire ; dans la *Gesammte Hand* au contraire, la chose constitue un patrimoine distinct. M. Jossierand (28) définit la propriété en main commune de la façon suivante :

« La situation ainsi organisée tient le milieu entre la
« propriété individuelle et celle qui ressortit à une per-
« sonne morale, elle a bien pour titulaire des êtres
« humains, mais elle est juridiquement plurale, et c'est en
« quoi elle diffère de la propriété dépendant d'un patri-
« moine personnifié, mais elle est soumise à un régime
« collectif dans sa tenure comme dans son fonctionnement
« et c'est en quoi elle s'éloigne de la propriété indivi-
« duelle. »

La notion de *Gesammte Hand* constitue une forme de propriété collective supérieure non seulement à l'indivision ordinaire, mais même à la société d'indivision de la jurisprudence.

Les arrêts que nous avons cités à la section II, montrent que la jurisprudence entend obliger les personnes qui ont fait une convention créant une indivision à but déterminé, à respecter l'affectation collective de la chose, dans la mesure où cette affectation n'est pas contraire à l'ordre public. Par cette attitude, limitant la portée de l'article 815, elle améliore la situation des indivisaires dans l'indivision à but déterminé : ces derniers sont, au moins, assurés que

(28) Cours de droit civil positif français, 2^e édition 1932, n° 1811.

la mauvaise volonté de l'un d'entre eux ne pourra plus faire échec au but poursuivi en commun. Les « sociétés d'indivision » échappent ainsi dans une certaine mesure aux impulsions individuelles de chaque copropriétaire. Par ce côté, elles se rapprochent de la propriété en main commune germanique, mais elles en diffèrent par la forme de la tenure.

La propriété collective, en Droit français, si les copropriétaires ne forment pas une personne morale, est une indivision ; il en résulte que les biens communs font partie du patrimoine de chacun des indivisaires ; ceux-ci peuvent aliéner, hypothéquer, la quote-part qui leur appartient, et cette quote-part figure dans le gage de leurs créanciers personnels. Il n'y a pas de séparation des patrimoines comme dans la *Gesammte Hand*, et c'est une infériorité sensible pour les indivisions à but déterminé dans notre droit.

Si nous comparons un Fonds de prévoyance à une *Gesammte Hand*, nous constaterons de grandes ressemblances. Le Fonds, nous l'avons montré, constitue un groupement d'individualités, il recouvre une propriété collective qui a pour titulaires des êtres humains. Cependant l'assimilation ne saurait être complète à notre avis, car la *Gesammte Hand* comme l'indivision française suppose que seuls les propriétaires ont le droit d'intervenir dans l'administration de la propriété commune, et de décider de la meilleure façon d'atteindre le but commun à tous.

Nous avons déjà insisté sur le caractère d'institution patronale des Fonds de prévoyance, caractère qui explique les versements importants des employeurs et l'intérêt considérable que ceux-ci prennent à la bonne marche des Fonds de prévoyance. Cette immixtion d'une partie non propriétaire dans un groupement de copropriétaires nous semble bien originale, et il nous semble qu'il n'est pas

possible de pousser bien loin la ressemblance entre Fonds de prévoyance et *Gesammte Hand*.

Cette institution étrangère nous présente une forme de propriété inconnue dans notre droit et très intéressante à ce titre, mais dans le cas particulier qui nous occupe, elle ne nous offre pas de guide, car elle est essentiellement différente des Fonds de prévoyance.

SECTION VI : COMPARAISON D'UN FONDS AVEC UNE INSTITUTION ANALOGUE CRÉÉE SOUS LA FORME D'UN TRUST.

Les droits anglo-saxons connaissent une institution originale appelée « trust ». Cette institution sert à des fins multiples : elle consiste essentiellement à affecter certains biens à un but déterminé. Généralement une personne appelée « settlor » donne à une masse de biens une affectation spéciale, au profit d'une personne appelée « cestui que », et une troisième personne, le « trustee » est mis en possession des biens constitués en trust, il a la charge de les administrer et de réaliser l'objet déterminé par le « settlor ».

L'un des caractères originaux de cette institution, est que les biens constitués en trust deviennent un patrimoine autonome dont l'organe est le « trustee ». En effet, le « settlor », une fois le trust constitué, perd ses droits de propriété sur ce patrimoine, le bénéficiaire ou « cestui » n'acquiert aucun droit de propriété, de son côté le « trustee », s'il a sur les biens des pouvoirs d'administration très étendus, qui comportent le droit de disposition s'il est compatible avec l'affectation des biens, n'est nullement propriétaire de ceux-ci.

La souplesse de cette institution lui permet de se prêter à des fonctions nombreuses et variées.

Elle sert à créer des fondations, à empêcher les incapables ou les prodigues de gaspiller leur patrimoine, tout en leur réservant les revenus des biens ainsi constitués en

trust, et elle a permis la création d'institutions de prévoyance analogues aux Fonds que nous étudions.

Un employeur s'engage à verser et à faire verser par ses employés certaines sommes entre les mains de « trustees » chargés de les administrer et d'en faire un emploi conforme à des règles déterminées.

Le parallélisme entre les Fonds créés par un trust et les Fonds de prévoyance que nous étudions est frappant ; dans les Fonds anglo-saxons nous retrouvons :

1° Le lien entre employeurs et employés qui versent des contributions déterminées ;

2° Des « trustees », personnes à qui les sommes versées sont confiées, qui doivent les faire fructifier et en assurer la distribution conformément à l'affectation qui leur est donnée par le règlement du Fonds ;

3° Les bénéficiaires, c'est-à-dire le groupe des employés et de leurs ayants-droit qui ont à recevoir une partie des sommes capitalisées dans le Fonds, s'ils remplissent les conditions fixées par l'acte déterminant l'affectation des biens.

L'administration de l'épargne est confiée dans les Fonds de prévoyance français à des représentants des employeurs et employés qui agissent pour le compte de tous les membres. Dans les Fonds constitués sous forme de trust, le « trustee » est la personne qui, légalement, est seule investie des fonctions d'administrateur de la masse des biens constitués en trust. D'ailleurs, la mission de « trustee » peut être confiée à une ou plusieurs personnes physiques et même à des personnes morales. Le « trustee » doit non seulement administrer au sens étroit du terme, mais il doit s'efforcer de conserver et d'accroître le patrimoine dont il a la charge, et d'assurer la réalisation de l'affectation donnée au patrimoine par le « settlor ».

La différence profonde entre les Fonds de prévoyance

en droit français et en droit anglais, réside ici encore dans la tenure.

Nous sommes encore en présence d'un patrimoine distinct du patrimoine individuel de chaque bénéficiaire, mais au lieu d'avoir une masse de biens inorganisée comme dans la *Gesammte Hand*, nous nous trouvons devant un patrimoine avec affectation spéciale, doté d'un organe, personne physique ou morale, capable, qui a l'obligation de réaliser l'affectation des biens et qui en a aussi le pouvoir.

La ressemblance frappante qu'on peut remarquer entre les Fonds de prévoyance que nous étudions et les institutions anglo-saxonnes ayant le même objet, provient de ce que les employeurs français et anglais avaient le même but en les créant. Les conditions de fonctionnement des entreprises industrielles et commerciales et les conditions de vie des travailleurs étant sensiblement les mêmes dans les pays occidentaux, les nécessités auxquelles doivent répondre les institutions patronales de prévoyance en vue de la vieillesse sont presque identiques. Il en est résulté l'analogie des institutions elles-mêmes.

La supériorité des Fonds de prévoyance anglo-saxons réside dans le fait que les employeurs avaient à leur disposition une institution, le *trust*, qui leur a permis d'atteindre aisément leur but, alors qu'en France les institutions créées, l'ont été en dehors de toute législation déterminée. Il en est résulté une forme de groupement que nous croyons nouvelle, et sur laquelle plane une certaine incertitude.

Les avantages de la forme anglo-saxonne sont importants.

En premier lieu, l'affectation de la totalité des contributions, sans exception, à la constitution d'une épargne en vue de la vieillesse des travailleurs est assurée d'une façon parfaite ; la masse des biens se trouvant soustraite non

seulement à tout acte de disposition des travailleurs, mais encore, à toute emprise de leurs créanciers. C'est l'effet de la séparation des patrimoines que nous avons déjà rencontrée à propos de la *Gesammte Hand*.

La réalisation du but proposé est organisée d'une façon très efficace. En effet, dans les Fonds de prévoyance existant en France, les représentants des employeurs et des employés, qualifiés « administrateurs » n'ont pas qualité pour agir au nom de la collectivité et doivent être considérés plutôt comme des mandataires. Au contraire, le « trustee » a des pouvoirs de disposition et d'administration très étendus qui ont pour limite, l'affectation de la chose.

L'organisation des Fonds de prévoyance réalisés en France, se trouve être moins parfaite que celle des institutions analogues anglo-saxonnes, par le fait que le droit français admet l'unité de patrimoine, et que parallèlement, la conception de la propriété collective est encore imprégnée d'individualisme malgré les tempéraments que la jurisprudence a apportés dans la matière de l'indivision.

SECTION VII : NATURE JURIDIQUE DU FONDS.

§ 1. — *Le Fonds est un groupement original.*

Nous avons acquis la certitude au cours des développements qui précèdent qu'un Fonds de prévoyance tel que ceux que nous étudions ne peut être assimilé à une institution existante.

Il ne constitue pas une société car ses membres ne recherchent pas d'une façon active des bénéfices à partager, il n'est pas une association à but idéal, car ses membres ont en vue d'abord un intérêt personnel et pécuniaire.

Son caractère d'institution patronale qui fait que ses participants ont des droits de nature différents, et que les

avantages procurés aux bénéficiaires sont fonction de faits étrangers au groupement, et indépendants de la volonté de la collectivité des membres du Fonds (durée du contrat de travail qui lie employeur et employé, âge de ce dernier, cause de la rupture du contrat de travail) distingue le Fonds des institutions de prévoyance (retraite, capitalisation, épargne) que nous avons rencontrées.

Le fait qu'il s'agit d'une institution constituant au profit de ses membres une épargne, et non une retraite ou un capital payable au membre lui-même s'il est en vie à une date déterminée ou à ses ayants-droit à son décès, laisse les Fonds de prévoyance en dehors de la législation sur les Assurances sociales.

Un Fonds ne peut être réduit à une simple indivision, état inorganisé et passif, car bien au contraire, il constitue un groupement organisé et actif. Nous avons vu également qu'il n'est pas possible de l'assimiler aux groupements qualifiés « sociétés d'indivision » par la jurisprudence, en raison du caractère d'institution patronale du Fonds et de son objet qui est la constitution d'une épargne.

Le Fonds ne peut davantage être assimilé purement et simplement à une fondation.

Il ne nous est pas possible de faire rentrer le Fonds dans une catégorie existante en raison de son but particulier de constituer une épargne, et du moyen utilisé pour atteindre ce but : versements collectifs des patrons et des travailleurs, administrés par des représentants de tous.

Des développements qui précèdent on peut conclure que les Fonds sont des groupements originaux, intermédiaires entre les fondations d'une part, les corporations de l'autre, et qu'ils doivent plutôt être regardés comme des corporations ; que dans cette catégorie ils ne peuvent être assimilés franchement ni à une société ni à une association,

mais que faute de mieux il y avait lieu de les traiter comme des associations non déclarées.

A l'appui de notre conclusion nous pouvons citer l'étude de M. Hamel sur la Nature juridique des sociétés civiles d'obligataires (29). Notre éminent professeur arrive dans l'étude de ces groupements à une conclusion analogue.

Les Fonds sont donc des groupements à caractères originaux, et alors se pose la question de la validité d'une telle convention.

§ 2. — *Validité de la convention créant un Fonds.*

Le principe de l'autonomie de la volonté qui domine notre droit nous permet de conclure à la validité de la convention créant un Fonds. Une telle convention, nous l'avons vu, ne se heurte à aucune mesure législative ; en outre, elle n'est contraire ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs ; nous avons insisté dans notre introduction sur l'importance sociale des institutions de prévoyance patronales ou autres et sur la nécessité de favoriser leur développement.

La loi du 1^{er} juillet 1901 a proclamé la liberté d'association dans son article 2 ainsi conçu : « Les associations de « personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouiront de « la capacité juridique que si elles se sont conformées aux « dispositions de l'art. 5. »

C'est le seul texte général qui régit ces groupements d'individus ; il proclame la liberté de formation des associations. Mais pas plus dans les Codes que dans les lois spéciales, nous ne trouvons l'obligation absolue pour les individus, désirant poursuivre un but collectif, de donner à leur groupement une forme déterminée.

La législation, au contraire, offre aux individus un cer-

(29) Revue des sociétés, 1924.

tain nombre de cadres parmi lesquels ils choisissent celui qui leur convient le mieux ; mais aussi bien pour les sociétés que pour les associations nous trouvons un cadre extrêmement large où la volonté des parties règle presque toutes les questions sous la réserve des principes d'ordre public : ce sont les associations en participation et les associations non déclarées.

A propos de l'arrêt Ch. Civ. du 5 juillet 1922 (30) M. Capitant écrit :

« Les personnes qui s'associent sont libres de ne pas
 « donner à leur groupement la capacité juridique, alors
 « même que le groupement rentre dans la catégorie des
 « sociétés. La personnalité n'est en effet qu'un procédé
 « technique, destiné à faciliter la gestion des biens mis en
 « commun, ce n'est pas une institution d'ordre public,
 « qui s'impose à la volonté des intéressés. La preuve en
 « est que la loi de 1901 accorde la capacité juridique aux
 « associations, moyennant l'accomplissement de certaines
 « formalités, mais ne la leur impose pas. Cette option
 « entre les deux régimes, permise pour les associations,
 « doit l'être certainement aussi pour les sociétés. Donc,
 « il ne paraît pas discutable que les associés peuvent con-
 « venir de laisser dans l'indivision les biens qu'ils mettent
 « en commun. »

M. Solus (31) critique il est vrai l'arrêt précité, estimant qu'il fait la part trop belle à la volonté des parties : « La
 « volonté des parties n'est pas omnipotente », écrit-il, « et
 « il n'appartient pas aux particuliers de donner à leurs
 « conventions telles ou telles qualifications de leur choix,
 « sans se soucier de respecter les traits fondamentaux
 « et les caractères spécifiques des institutions tels que
 « ceux-ci résultent de la loi. » La critique de M. Solus est

(30) Dailoz, p. 1923-1-113.

(31) Sirey, 1924-1-353.

parfaitement fondée, mais à notre avis, elle n'est pas pertinente. En effet ce ne sont pas les parties qui ont donné à leur convention une qualification déterminée, ce sont les juges du fait qui ont interprété le contrat : « leur intention, constatée souverainement par le juge du fait, de former entre eux une société à laquelle ils feraient apport des biens indivis en vue d'une destination déterminée » suffisait à écarter l'application de l'art. 815 C. civ », lisons-nous dans les attendus de l'arrêt du 5 juillet 1922.

Le principe de l'autonomie de la volonté fait partie intégrante de notre législation ; les intéressés stipulent leurs conventions sous l'empire des nécessités de la vie, c'est au juge, ou au jurisconsulte à étudier ensuite la convention, et à la qualifier.

Pour ce qui est du choix de la forme de la convention, ainsi que le dit si bien M. Capitant, nos lois en la matière sont supplétives et non impératives ; mais lorsqu'une forme déterminée a été choisie, les parties sont liées par les prescriptions légales spéciales à la forme choisie.

Une loi du 14 août 1940 interdit les associations secrètes, son article 1^{er} dispose que :

« Sont dissous de plein droit, à dater de la promulgation de la présente loi :

« 1° Toute association, tout groupement de fait dont l'activité s'exerce, même partiellement, de façon clandestine ou secrète ;

« 2° Toute association, tout groupement de fait, dont les affiliés s'imposent d'une manière quelconque l'obligation de cacher à l'autorité publique, même partiellement, les manifestations de leur activité ;

« 3° Toute association, tout groupement de fait, qui refuse ou néglige de faire connaître à l'autorité publique, après en avoir été requis, ses statuts et règlements, son organisation intérieure, sa hiérarchie, la liste de ses membres avec l'indication des charges qu'ils occu-

« pent, l'objet de ses réunions, ou qui fournit intentionnellement sur ces sujets des renseignements faux ou incomplets. »

Les Fonds de prévoyance, il est vrai, ne procèdent à aucune mesure de publicité, et leur activité est cantonnée généralement dans le sein d'une ou d'un petit groupe d'entreprises, mais ils ne sont pas pour autant une association secrète aux termes de la loi du 14 août 1940. Les Fonds, qu'il nous a été possible d'étudier, ont tous eu recours à l'administration à un moment ou l'autre de leur existence, en vue de connaître au préalable, l'attitude de celle-ci devant la création d'un Fonds, ou pour telle ou telle de ses opérations.

L'association entre patrons et travailleurs sous la forme d'un Fonds tel que ceux que nous avons décrits, est donc licite ; mais elle est dépourvue de la capacité juridique.

§ 3. — *Le Fonds doit être assimilé à une association non déclarée.*

Comment rendre compte de la nature juridique des Fonds ?

Nous nous trouvons en présence d'une convention par laquelle un certain nombre de personnes manifestent l'intention de se réunir en vue de poursuivre en commun un but déterminé. Leur groupement est organisé, et sa bonne marche est assurée par des représentants élus par les parties.

Or par son objet, nous rappelons le texte rencontré dans certains statuts : « L'objet du Fonds est de réunir et capitaliser les versements qu'il reçoit au profit des membres », un tel groupement est forcément exclu de la catégorie des sociétés. Il constitue donc une association ; ses fondateurs ne faisant aucune déclaration, nous nous trouvons en présence d'une association non déclarée.

Dans une association non déclarée les membres restent

propriétaires de leurs apports, or dans les Fonds nous avons vu qu'on peut admettre que les membres travailleurs restent propriétaires de leurs contributions, mais que les membres employeurs se dépouillent définitivement des leurs, et que, à notre avis, seuls les bénéficiaires éventuels (c'est-à-dire les membres travailleurs), peuvent être considérés comme propriétaires de la masse des capitaux.

Les administrateurs des Fonds doivent être considérés, non comme les organes d'un groupement constitué, doué de la personnalité juridique, mais comme les mandataires des membres du Fonds.

Le groupement, pleinement valable, s'impose aux membres et à leurs ayants-droit, mais il est inexistant vis-à-vis des tiers, c'est ainsi notamment qu'il ne lui est pas possible d'ester en justice.

Mais nous constatons, qu'en assimilant le Fonds à une association, nous ne rendons pas compte exactement et complètement de la nature juridique du groupement. Nous sommes obligés, ce faisant, de laisser dans l'ombre son caractère d'institution patronale, caractère essentiel du groupement.

Aussi la conclusion à laquelle nous sommes arrivés ne nous satisfait pas. La législation sur les Assurances sociales ouvre des horizons nouveaux puisqu'elle offre un embryon de réglementation des institutions patronales de retraites. Il est donc vraisemblable que le législateur, persévérant dans cette voie, reconnaîtra toutes les institutions patronales de prévoyance, et fixera leur statut.

En attendant ce statut futur, nous sommes tenus de traiter les Fonds de prévoyance que nous étudions comme des associations non déclarées de la loi du 1^{er} juillet 1901.

CHAPITRE II

Étude de la convention créant un Fonds de prévoyance

Nous avons exposé dans notre introduction que les employeurs, soit pour compléter les systèmes de prévoyance institués par l'Etat, soit pour ne pas laisser leurs employés abandonnés à eux-mêmes, prenaient souvent l'initiative de la création d'institutions de prévoyance. Après avoir fait rédiger les statuts d'une telle institution, ils proposaient aux membres de leur personnel d'y adhérer. En général, ces institutions ont pour base une contribution payée moitié par les employeurs et moitié par les employés. Quand une telle institution fonctionne dans une entreprise, l'employeur impose à toute personne qu'il embauche l'adhésion à l'institution de prévoyance. Cette mesure s'explique aisément, les ouvriers ou employés jeunes sont peu désireux de se priver si peu que ce soit, en vue d'un avenir qui leur apparaît extrêmement lointain. S'ils n'étaient pas tenus d'épargner, ils s'y refuseraient souvent et quand ces travailleurs, arrivant à l'âge mûr, auraient compris l'utilité de l'épargne, il ne serait plus temps pour eux de se constituer une épargne suffisante. L'affiliation obligatoire de tous les travailleurs d'une entreprise, s'impose en outre du point de vue de l'employeur, par la nécessité où se trouve celui-ci de traiter tous ses collaborateurs d'une seule et même façon. Si dans une entreprise une partie seulement du personnel bénéficiait

d'une institution de prévoyance il en résulterait des jalousies, même dans le cas où les travailleurs se seraient exclus eux-mêmes. C'est en vue d'éviter ces inconvénients, et dans l'intérêt même des travailleurs, que l'adhésion à une institution de prévoyance leur est imposée.

Des faits précisés ci-dessus, il résulte que le contrat de travail qui lie employeur et travailleur est la cause de la convention créant un Fonds de prévoyance. Ce contrat distingue et caractérise les deux catégories de « participants » et « cotisants » au Fonds que nous avons signalées dans notre description des Fonds.

La participation d'un travailleur à une telle institution de prévoyance se présente à celui-ci comme l'accessoire de son contrat de travail. Au moment où il est embauché, dans les conditions de travail et de salaire qu'on lui offre, se trouve l'adhésion à l'institution de prévoyance. Pour le patron, il s'agit également d'un accessoire au contrat de travail ; l'employeur complète les droits et obligations du contrat de travail par la reconnaissance d'une obligation morale vis-à-vis de ses collaborateurs.

CONSÉQUENCES DE LA NATURE ACCESSOIRE DE LA CONVENTION CRÉANT UN FONDS DE PRÉVOYANCE

§ 1^{er}. — *Détermination des participants. Cause de la convention.*

Les Fonds étant des institutions patronales, dans la catégorie des participants-employeurs, nous ne pouvons trouver que les créateurs de l'institution de prévoyance ou d'autres employeurs agréés par les premiers.

La catégorie des participants-travailleurs est par conséquent limitée aux collaborateurs d'une seule entreprise, ou d'un petit nombre d'entreprises, généralement liées entre elles par des liens économiques, syndicaux, ou bien régionaux.

A l'origine de la convention, nous l'avons dit, sont les

rapports d'employeur à employé entre les deux catégories de participants. Ces rapports deviennent donc la condition nécessaire et suffisante pour que le travailleur, qui entre au service d'une entreprise, devienne membre du Fonds créé par l'entreprise au profit de son personnel.

La condition est nécessaire, car le Fonds ne saurait admettre à titre de membre participant une personne qui n'est pas liée par un contrat de travail à l'un des employeurs, membre participant du Fonds. En le faisant, il perdrait son caractère d'institution patronale, et serait assimilable à une société d'épargne.

L'existence d'un contrat de travail entre employeur et employé est une condition suffisante pour que le travailleur devienne membre du Fonds. L'employeur qui s'est reconnu une obligation morale vis-à-vis de son personnel, en créant un Fonds auquel il verse des contributions au profit de son personnel, se doit de faire bénéficier de cet avantage tous ceux qui sont à son service sans exception. Dans une entreprise importante, le nombre et la variété des collaborateurs sont très considérables ; il y en a parmi eux qui représentent par eux-mêmes des unités économiques importantes et indépendantes, les représentants ou agents de sociétés par exemple, et la question se pose de déterminer quels sont les travailleurs devant bénéficier des institutions de prévoyance. Il est certain qu'il faut exclure les collaborateurs de l'entreprise qui représentent des unités économiques indépendantes, et qui généralement sont assez forts pour prendre soin de leurs intérêts eux-mêmes. Au contraire, tous ceux qui sont liés à l'entreprise d'une façon étroite, dont l'activité est subordonnée aux ordres du chef d'entreprise, et dont la bonne ou mauvaise fortune dépend du sort de l'entreprise, doivent bénéficier de l'institution de prévoyance quelle que soit leur place dans la hiérarchie des travailleurs.

Il nous semble donc, que le seul critérium sûr soit le

contrat de travail. L'employeur a une obligation morale vis-à-vis de ceux qui lui sont subordonnés et dont il dirige l'activité ; au contraire, il n'a aucune obligation de reconnaissance vis-à-vis des collaborateurs qui sont indépendants.

§ 2. — *Forme du contrat.*

Aucune forme spéciale n'est imposée au contrat de travail, il est soumis au droit commun qui exige un écrit pour toute somme supérieure à 500 francs (1). Il en résulte que l'adhésion à un Fonds de prévoyance n'est pas soumise non plus à une forme spéciale de preuve.

En général, le travailleur reçoit une lettre d'engagement qui précise : les conditions de l'emploi, la catégorie de travail dont il est chargé, ainsi que sa rémunération. Lorsqu'une institution de prévoyance fonctionne dans l'entreprise, le travailleur y adhère au moment où on lui remet sa lettre d'engagement. Cette adhésion doit se faire séparément ; l'institution de prévoyance étant un organisme distinct de l'entreprise, il est nécessaire qu'elle ne dépende en aucune façon de cette dernière.

§ 3. — *Objet de la convention.*

Nous avons déjà indiqué que la cause de la convention créant un Fonds, est le contrat de travail. Pour les employeurs ce contrat de travail donne naissance à une obligation morale envers leurs subordonnés, obligation qu'ils reconnaissent et remplissent. Pour les travailleurs, il y a l'acceptation imposée dans le contrat de travail, d'épargner une fraction de leur salaire.

L'objet de la convention, qui est l'épargne, ne soulève pas de difficulté quant à sa licéité, nous avons souligné qu'il y avait lieu, au contraire, d'encourager ce genre d'institutions.

(1) Code du travail, Liv. I, art. 19, § 1.

§ 4. — *Capacité et consentement.*

Ces points ne soulèvent pas de difficulté particulière pour ce qui est de l'adhésion à un Fonds de prévoyance. Comme il ne s'agit que de la disposition, en vue de l'épargne, d'une petite partie des produits du travail, que ce soit un mineur ou une femme mariée, aucun problème spécial ne se pose. Il suffit qu'il y ait à la base un contrat de travail valable.

Dans une première partie nous étudierons les effets de la convention entre les parties exclusivement, dans une seconde partie nous verrons les questions que pose le fonctionnement d'un Fonds et ses rapports avec les tiers, à savoir : administration du Fonds, droits des créanciers, droit d'ester en justice.

I

Effets de la convention entre les parties

SECTION I : L'ART. 815 C. CIV. ET SON APPLICATION DANS LE CAS D'UN FONDS.

Nous avons montré que les Fonds sont des groupements d'une nature originale, où les biens sont dans l'indivision entre les bénéficiaires. Or les Fonds poursuivent un but collectif : capitaliser en commun l'épargne destinée aux bénéficiaires ; ce but ne peut être atteint que si le Fonds est certain de durer. Les personnes faisant partie du groupement peuvent changer, des membres meurent ou cessent leur affiliation, de nouveaux membres adhèrent, la composition du groupe des bénéficiaires varie constamment avec les changements dans la famille de chaque membre, le Fonds doit subsister, aucun empêchement à son fonctionnement ne doit prendre naissance du fait de ses membres.

Avant d'étudier les droits et obligations des différents groupes de personnes que nous avons caractérisés plus

haut, la question se pose de savoir, si en invoquant l'art. 815 C. civ., l'un quelconque des membres peut exiger le partage des biens communs et réduire ainsi à néant l'œuvre toute entière.

Nous sommes ainsi amenés à préciser la portée de l'art. 815. Cette disposition a-t-elle le domaine d'application général et absolu que les auteurs classiques lui ont donné ? s'applique-t-elle à toutes les indivisions quelles qu'elles soient ? ou bien a-t-elle une portée plus limitée et doit-on en écarter l'application lorsqu'il s'agit d'un Fonds de prévoyance ? Telles sont les questions que nous nous proposons d'étudier dans les paragraphes suivants.

§ 1. — *Exposé de la doctrine courante.*

Rappelons d'abord le texte de l'art. 815 C. civ. complété par le décret-loi du 17 juin 1938 modifié par la loi du 20 juillet 1940 : « Nul ne peut être contraint à demeurer « dans l'indivision ; et le partage peut toujours être pro-
« voqué, nonobstant prohibitions et conventions contrai-
« res.

« On peut cependant convenir de suspendre le partage
« pendant un temps limité : cette convention ne peut
« être obligatoire au delà de cinq ans, mais elle peut être
« renouvelée.

« L'indivision peut, nonobstant l'opposition d'un copro-
« priétaire ou de ses ayants-droit, être maintenue en ce
« qui concerne le ou les immeubles formant une exploi-
« tation agricole unique d'une valeur inférieure à
« 400.000 francs, y compris le matériel, l'outillage et le
« cheptel :

« 1° à la demande du conjoint survivant s'il est copro-
« priétaire du bien, et s'il l'habite lors du décès de son
« conjoint ;

« 2° à la demande du conjoint survivant ou de tout
« héritier si le défunt laisse des descendants mineurs.

« Le maintien de l'indivision ne peut être demandé
 « pour une durée supérieure à cinq ans, mais il peut être
 « renouvelé jusqu'au décès du conjoint survivant, dans le
 « cas visé au paragraphe 1^{er} ci-dessus, et jusqu'à la ma-
 « jorité du plus jeune des descendants dans le cas visé au
 « paragraphe 2. »

Les deux premiers alinéas constituent le texte original de 1804, le reste de l'article représente le complément qui vient de lui être ajouté.

Les deux premiers alinéas de l'art. 815 sont rédigés en des termes extrêmement généraux, et bien que cet article se trouve au chapitre des successions, la doctrine courante lui accorde une portée générale. Il en résulte que l'art. 815 semble devoir être appliqué sans distinction à toutes les indivisions quelle qu'en soit l'origine ; chaque indivisaire peut toujours demander le partage, et la convention par laquelle les indivisaires décident de suspendre le partage ne peut être obligatoire au delà de cinq ans.

Cette doctrine avait pour fondement le courant d'idées individualistes né de la Révolution de 1789 et les inconvénients multiples que les auteurs du xix^e siècle trouvaient à l'indivision : entrave à la libre circulation des biens, mauvaise administration des biens indivis. En outre, au xix^e siècle, on avait le respect presque superstitieux de la « Loi », respect hérité des auteurs du xviii^e et spécialement des Encyclopédistes. Les juristes étaient poussés à chercher dans la « Loi » une solution à tous les problèmes. Par cette méthode d'interprétation, il pouvait arriver que certains textes soient étendus par l'interprétation et appliqués à des cas pour lesquels ils n'étaient pas faits. C'est ainsi qu'on explique généralement la portée absolue donnée par la doctrine à l'art. 815, l'indivision forcée étant la seule exception prévue, sous réserve des dispositions du Code civil relatives à la mitoyenneté et à la copropriété des maisons par étages.

Parmi tous les auteurs classiques nous nous contentons de citer Aubry et Rau (2) :

« Chaque copropriétaire est autorisé à demander en « tout temps le partage de la chose commune, qui d'ail-
« leurs ne se trouverait pas soumise à raison de sa nature
« et de sa destination, à une indivision forcée » et plus
loin les mêmes auteurs précisent la portée de leurs déve-
loppements sur l'indivision.

« Dans le développement de cette théorie, nous aurons
« principalement en vue, l'hypothèse où il n'existe entre
« les copropriétaires ou communistes que de simples
« rapports de communauté, « sine affectu societatis ». Ce
« n'est qu'à cette hypothèse que s'appliquent d'une
« manière absolue les règles ci-après exposées, qui ne
« sauraient être étendues à la copropriété entre époux
« communs en biens ou entre associés, que sauf les modi-
« fications indiquées dans la matière de la communauté en-
« tre époux et dans celle de la société. »

La doctrine de la portée générale de l'art. 815 est solide-
ment établie et les dérogations nombreuses et importantes
qu'on y apporte, le sont sous forme d'exception.

C'est ainsi que cette doctrine est encore affirmée par un
jugement récent (3) sur lequel nous reviendrons plus à
loisir. « Attendu que l'indivision est par essence un état
« temporaire, que toute convention ne fixant pas la durée
« d'une indivision est frappée d'une nullité absolue. »
« (Trib. civ. Beaune 9-12-1858 (D. 59.3.69) ; (Trib. civ. Péri-
« gueux 18-3-1886, Dalloz C. civ. annoté art. 815). « La for-
« mule générale de ce texte inséré au chapitre des suc-
« cessions le rend applicable à toutes les personnes qui
« se trouvent en état d'indivision », écrit M. Chassagnade-
Belmin sous le jugement précité.

(2) Tome II, §221, p. 545 et s.

(3) Trib. civ. d'Epinal, 17 mai 1934.

§ 2. — *Etude de la doctrine récente et de quelques arrêts significatifs.*

A. *Avant l'arrêt du 5 juillet 1922.*

La théorie étroite et individualiste de l'indivision ne pouvait convenir aux formes nombreuses de propriété collective connues dans la pratique. Un usage séculaire a consacré l'indivision perpétuelle : 1° pour les cours, puits, chemins, allées, abreuvoirs communs servant à plusieurs fonds ; 2° pour les murs, clôtures et fossés mitoyens ; 3° pour les parties communes des maisons divisées par **étages** ou appartements.

Quelques autres formes de propriété collective donnèrent lieu à des difficultés au cours du XIX^e siècle et les tribunaux se trouvèrent dans l'obligation d'écarter l'art. 815.

Nous citerons un arrêt de la Cour de Colmar du 20 mars 1813 (4) déclarant que l'art. 815 ne s'applique pas à l'immeuble acquis par les habitants d'une commune pour servir de logement à leur pasteur. Un arrêt de la Cour de Cassation (5), rendu à propos de pâturages acquis en commun par les habitants d'un hameau, a également écarté l'application de l'art. 815. Nous citerons encore dans le même sens, un arrêt de la Cour de Besançon du 1^{er} décembre 1897 (6) rendu à propos d'un chalet fromager indivis.

Bien que peu nombreuses, ces décisions ébranlèrent la doctrine. Après l'arrêt de 1891 reconnaissant la personnalité morale aux sociétés civiles, la question semblait avoir perdu une partie de son intérêt ; mais la loi du 1^{er} juillet 1901, en proclamant la liberté d'association et en refusant la capacité juridique, même restreinte, aux associations non déclarées, la remit à l'ordre du jour.

(4) Dalloz Rép., V^o Succession, N^o 1528-2^o.

(5) Ch. civ. du 6 février 1872, D. P. 1872-1-101.

(6) D., 98-2-195.

Nous lisons dans le *Traité des successions* de MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (7) :

« Bien qu'écrit principalement en vue des cohéritiers,
 « le principe établi par l'art. 815 al. 1^{er} est formulé dans
 « des termes assez généraux pour qu'on doive le déclarer
 « applicable à toutes les personnes qui sont dans l'indivi-
 « sion, par suite d'une cause étrangère à leur volonté.
 « Mais ce serait certainement dépasser les intentions du
 « législateur que d'étendre ce principe au cas où l'indivi-
 « sion est le résultat de la volonté, même présumée, des
 « parties, alors qu'en outre l'action en partage aurait pour
 « effet de détruire la convention dont l'existence est essen-
 « tiellement subordonnée à cette indivision. Il ne s'appli-
 « que pas à la communauté entre époux, ni à la société.
 « L'indivision est ici nécessaire pour la réalisation du but
 « que se sont proposé les parties. Elle doit donc subsister
 « tant que leur but n'a pas été atteint. D'ailleurs les parties
 « supporteront facilement une indivision que leur volonté
 « a créée.

« La question se pose pour les sociétés qui ne consti-
 « tuent pas des personnes morales. »

Les auteurs, en écrivant ce qui précède, n'ont en vue que les sociétés qui ne constituent pas des personnes morales. Nous croyons que sans déformer leur pensée, on peut appliquer leur avis à tout groupement de personnes poursuivant un but commun, et dépourvu de personnalité morale. Nous lisons d'ailleurs dans le même traité (8) :

« L'art. 815 ne s'applique pas aux biens acquis dans un
 « but commun aux copropriétaires et si la réalisation de
 « ce but est subordonnée à l'indivision. »

En raison des limites posées par les auteurs eux-mêmes à la portée de l'opinion qu'ils exposent, nous ne croyons pas pouvoir généraliser. Mais ce texte montre bien

(7) N° 2150, p. 646.

(8) N° 2152.

la préoccupation des auteurs de souligner le fait que l'art. 815 ne doit pas être appliqué ipso facto à toutes les indivisions, mais qu'il faut au contraire tenir compte de la volonté des parties et du but que se sont proposé les copropriétaires.

La doctrine commençait donc au début du xx^e siècle à battre en brèche la portée générale de l'article 815, mais d'une façon encore timide.

B. *L'arrêt du 5 juillet 1922.*

Cet arrêt, rendu à propos d'une espèce très caractéristique est important non seulement parce qu'il a permis à la doctrine de s'affirmer d'une façon très nette, mais encore parce que confirmant à la fois un jugement du tribunal de Narbonne et un arrêt de la Cour de Montpellier, il révèle l'unanimité des tribunaux sur la question. Nous rappelons brièvement les faits déjà exposés au chapitre I^{er}.

En 1820, l'Administration des Domaines avait mis en vente les lais et relais de mer de la plage de Gruissan, laissés jusque-là à la disposition du public. En vue d'en conserver l'usage à la collectivité des habitants de la commune, quelques-uns d'entre eux se portèrent adjudicataires et cédèrent leur acquisition à un groupe de 73 habitants, qui prirent entre eux, l'engagement de s'abstenir de demander le partage en attendant d'avoir rétrocédé leur acquisition à la commune. Par divers actes, les habitants intéressés réglèrent la jouissance des biens communs, conformément à la volonté de la majorité des intéressés. Or en 1914, c'est-à-dire près d'un siècle plus tard, quelques-uns des copropriétaires réclamèrent le partage, en se fondant sur l'article 815.

Dans les attendus du jugement de Narbonne du 29 avril

1913 (9), nous relevons deux clauses de la convention particulièrement caractéristiques :

« Il demeure par exprès convenu, que la société des
« acquéreurs cèdera à la commune de Gruissan, pour
« l'universalité des habitants, les objets acquis par les
« adjudicataires pour le compte de la société lorsque la
« commune sera légalement autorisée, et pourra valable-
« ment acquérir, et jusqu'à cette époque, les sus-nommés
« jouiront seuls des biens dont s'agit à l'exclusion de tous
« les autres et par indivis. »

Et plus loin :

« Il demeure expressément interdit de demander ou de
« provoquer aucune division ni partage du terrain dont
« s'agit, à quelque titre que ce soit. »

Le Tribunal de Narbonne rejeta la demande en partage, et par un arrêt du 30 mars 1914, la Cour de Montpellier statua dans le même sens.

La Chambre civile de la Cour de cassation, par un arrêt du 5 juillet 1922 (10) rejeta le pourvoi formé par les demandeurs, et il nous faut rapporter les principaux motifs :

« Attendu que... l'arrêt attaqué constatant qu'il existait
« entre les parties en cause une *société d'indivision* formée
« en vue de jouir en commun des biens achetés en 1820,
« et de les rétrocéder à la commune le jour où elle serait
« disposée à les acquérir, *but final qui n'était ni réalisé,*
« *ni reconnu irréalisable*, a repoussé à bon droit la deman-
« de de partage ; attendu en effet qu'il importait peu que
« les acquéreurs des lais et relais de mer se fussent placés
« en état d'indivision ; que leur intention constatée sou-
« verainement par les juges du fait, de former entre eux
« une société à laquelle ils feraient apport des biens indi-
« vis en vue d'une destination déterminée, suffisait à

(9) D., 1914-2-155.

(10) D. P. 1923-1-113. Note Henri Capitant. Sirey 1924-1-353. Note Solus.

« écarter l'application de l'article 815 C. civ., la société
 « devant, tant en vertu des règles du droit commun, qu'à
 « raison de la clause sus-relatée interdisant toute disso-
 « lution anticipée, subsister jusqu'à la réalisation du but
 « que les contractants s'étaient proposé d'atteindre ; d'où
 « il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué
 « n'a violé aucun des textes de loi visés au moyen. »

Cet arrêt extrêmement catégorique, a orienté définitivement la jurisprudence, et à notre connaissance, il n'y a qu'un seul jugement postérieur rendu dans une espèce analogue et statuant d'ailleurs dans le même sens : il s'agit d'un jugement du Tribunal d'Epinal du 17 mai 1934 (11) où les juges s'expriment en ces termes :

« Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence que
 « le principe général posé par l'article 815 subit des
 « exceptions et des restrictions, fondées soit sur la nature
 « et la destination des biens, soit sur la volonté des par-
 « ties — Que notamment dans ce dernier cas l'indivision
 « doit être maintenue quand l'action en partage aurait
 « pour effet de détruire la convention en supprimant son
 « objet essentiel. »

Ces décisions, pour écarter l'application de l'article 815, se fondent sur la volonté des parties qui ayant conclu une convention, sont tenues de la respecter jusqu'à la réalisation du but qu'elles se sont proposé, soit pour un temps déterminé à l'avance, soit pour un temps indéterminé, « dans le cas où l'action en partage aurait pour effet de « détruire la convention en supprimant son objet essen-
 « tiel ».

Les décisions ci-dessus rapportées ont inspiré des notes importantes.

Dans une note magistrale (12) M. Henri Capitant étudie la portée de l'article 815 C. civ. en insistant particuliè-

(11) Journal des Notaires, 1936, art. 38863.

(12) Ch. civ., 5 juillet 1922. (D. P., 1923-1-113).

rement sur les sociétés d'indivision et les associations non déclarées. Etant donné la proche parenté de ces groupements avec les Fonds de prévoyance, les développements sur ces points sont très intéressants pour nous.

Sur l'indivision forcée et l'indivision entre époux, nous n'insisterons pas, ces deux catégories d'indivisions sont l'aboutissement d'une longue tradition, et n'appellent pas de commentaires ici.

L'article 815 C. civ. n'est pas applicable aux sociétés d'indivision : « La dérogation la plus importante à la « prohibition de l'article 815, celle que consacre une fois « de plus l'arrêt rapporté, concerne les sociétés d'indivision, c'est-à-dire les sociétés n'ayant pas la personnalité « juridique ». Pour M. Capitant, les sociétés d'indivision sont des groupements de personnes, qui désirant poursuivre en commun un but déterminé, ne donnent pas à leur groupement une forme emportant la personnalité morale.

Or un associé ne peut pas demander le partage de l'actif social, il doit respecter les clauses de la convention qui le lie à ses coassociés. Il en résulte que dans le cas où les associés ont laissé l'actif commun dans l'indivision, l'un d'entre eux ne peut pas invoquer l'article 815 ; et la Cour de cassation admet « qu'il y a société, dès que l'indivision est établie en vue d'une destination prévue au « moment du contrat. » « On voit par là, combien la « jurisprudence tend à restreindre l'application de l'article 815. Elle en écarte en effet l'application dès lors que « les indivisaires ont en vue, en créant l'indivision, la poursuite d'un but lucratif quelconque, quand même ce but « consisterait simplement dans l'éventualité d'une revente « avantageuse de biens indivis. » (Note Capitant.)

A propos des associations non déclarées, M. Capitant écrit : « L'article 815 est inconciliable avec le texte de la « loi du 1^{er} juillet 1901, et avec l'esprit d'association. »

Cette assertion est fondée sur l'article 4 de la loi de 1901, qui refuse au sociétaire le droit de quitter l'association avant l'expiration du temps pour lequel elle a été formée, et lui permet de se retirer, si elle n'a pas été formée pour un temps déterminé, en payant les cotisations échues et celles de l'année courante. Nous concluons donc, comme M. Capitant, que l'article 815 ne saurait être appliqué au patrimoine appartenant par indivis aux membres d'une association non déclarée.

Dans sa note sous le jugement du tribunal d'Epinal du 17 mai 1934, M. Chassagnade-Belmin s'applique, à son tour, à souligner la différence entre l'indivision, état passif, « n'ayant pour se maintenir que la volonté des copropriétaires indivis, toujours sujette à changement » et « l'affectation par plusieurs propriétaires de leur bien à une fin déterminée ». Obliger de tels copropriétaires à partager, écrit-il, « serait les contraindre à aller contre la fin même qu'ils se sont proposée. Pour la même raison, on ne peut permettre à l'un des propriétaires d'exiger le partage. Les propriétaires sont les administrateurs de la fondation en vue de son objet. Ils ne peuvent pas accomplir des actes contraires à son objet, ni faire prévaloir leur intérêt individuel sur l'intérêt d'ordre général dont ils sont les gardiens. »

L'article 815 ne saurait donc être appliqué si les propriétaires ont créé une indivision dans un but déterminé.

M. Capitant conclut de la façon suivante :

« On arrive ainsi à cette conclusion qui résume aujourd'hui l'état de notre jurisprudence, et est approuvée par les auteurs, qu'il faut distinguer entre l'indivision passive et l'indivision avec affectation des biens à une destination prévue par les indivisaires. Les conventions d'indivision ne sont soumises à la limitation de cinq ans que si elles ont uniquement pour objet de créer, ou de maintenir entre les intéressés, l'état d'indivision sans rien

« changer au caractère économique de celle-ci, sans autre
 « intention que de reculer le moment du partage. Elles n'y
 « sont pas soumises, au contraire, lorsque les contractants
 « poursuivent un but économique ou juridique différent,
 « but qui peut varier selon les hypothèses ci-dessus envi-
 « sagées. L'indivision n'est plus alors qu'un moyen pour
 « obtenir une fin déterminée, et du moment que cette fin
 « est licite, le moyen doit être permis. Cette distinction se
 « justifie d'ailleurs fort bien du point de vue législatif, car
 « les critiques traditionnelles adressées à l'indivision visent
 « l'état d'indivision passive et n'atteignent pas celle qui est
 « instituée pour la poursuite de l'un des buts ci-dessus
 « indiqués. »

Ces lignes remarquables constituent la plus belle conclusion qu'il nous était possible d'apporter à la question étudiée. Il nous semble opportun cependant de citer encore les opinions exprimées tout récemment par deux éminents professeurs, opinions qui montrent bien l'unanimité de la doctrine sur la question.

M. Louis Josserand, dans son Cours de droit civil (13) écrit sous le titre : « Dérogations au caractère temporaire et précaire de l'indivision » :

« Les associés ou sociétaires ressortissant à un grou-
 « pement dépourvu de la personnalité morale ne peuvent
 « pas, pendant la durée de ce groupement, provoquer un
 « partage qui mettrait fin à une union dont la durée est
 « réglementée par les statuts ou par la loi. Il advient même
 « que la société n'ait pas d'autre but que le maintien de
 « l'indivision : il y a *société d'indivision* tendant précisé-
 « ment à écarter l'éventualité d'un partage. En somme, la
 « règle de l'article 815, est écrite pour les indivisions pas-
 « sives, non pour les indivisions actives qui répondent à
 « un objectif déterminé, qui sont, non pas un accident, un

(13) Tome I^{er}, n° 1792.

« épisode, mais un régime établi en vue d'un résultat que l'on se propose délibérément d'atteindre. »

M. Julliot de la Morandière écrit dans la 9^e édition 1939 du Cours de droit civil de MM. Colin et Capitant (14), sous le titre : « Exceptions à l'article 815 » :

« Les groupements volontaires d'individus qui n'ont pas la personnalité juridique, tels par exemple que certaines sociétés ou associations ne tombent pas sous l'application de l'article 815. Un des membres ne peut donc pas demander le partage avant le terme convenu. »

Il nous est possible maintenant, de répondre à la question de savoir si un membre d'un Fonds de prévoyance peut demander le partage du patrimoine collectif en invoquant l'article 815, et cette réponse est négative.

Nous avons longuement montré dans le chapitre précédent qu'un Fonds est un groupement organisé, constitué en vue d'un but déterminé, qu'il s'agit d'une « indivision avec affectation des biens à une destination prévue par les indivisaires ». (Note Capitant.) Nous pouvons donc conclure que l'article 815 C. civ. n'est certainement pas applicable dans le cas d'un Fonds de prévoyance.

Il nous faut étudier maintenant la convention qui lie les participants du point de vue de chacune des deux catégories : employeurs et employés.

SECTION II : DROITS ET OBLIGATIONS DES EMPLOYEURS.

Les employeurs s'engagent à verser des contributions, et ils se réservent le droit de surveiller la gestion du patrimoine collectif ainsi que de veiller à l'application des statuts.

§ 1^{er}. — *Versement des contributions.*

En général, l'employeur prend l'engagement de verser certaines sommes calculées d'après des règles déterminées, sommes dont l'affectation est déterminée. En contrepartie

(14) Tome I^{er}, n° 838,

des avantages ainsi conférés à ses employés, il leur impose l'obligation d'épargner et de conserver cette épargne intacte pendant toute la durée de leurs services chez les employeurs, durée qui coïncide avec la période de leur affiliation à l'institution de prévoyance.

Nous avons exposé que cette initiative des employeurs était due à l'obligation morale qu'ils se reconnaissent envers les ouvriers ou employés ayant travaillé de longues années à leur service.

Cette reconnaissance se manifeste généralement sous la forme d'une offre, faite par l'employeur à l'employé, d'adhérer à l'institution de prévoyance, un Fonds par exemple. L'acceptation de l'employé scelle l'accord des volontés entre les parties, et le rend obligatoire pour toutes deux.

Cet engagement pris par l'employeur doit s'analyser à notre avis, en une donation avec charge. L'employeur verse régulièrement certaines sommes au profit de son personnel, nous avons dit qu'en échange, il exige que ses collaborateurs s'astreignent à épargner. De plus certains articles des statuts du Fonds ne se conçoivent que comme parties d'un acte de donation, à savoir les clauses restrictives précisant les conditions d'acquisition par chaque membre de la fraction de l'épargne réalisée à son profit, **et provenant de versements patronaux.**

Pour avoir droit à l'épargne provenant de versements patronaux, tout membre doit être resté au service des employeurs pendant une période minimum. Souvent le membre acquiert cette épargne par fraction ; au bout d'une certaine durée de ses services, il a droit à la moitié de ladite épargne, si ses services se prolongent suffisamment il acquiert le droit à la totalité.

Ces clauses nuancent l'obligation des employeurs, et proportionnent en quelque sorte la reconnaissance des employeurs aux services qui leur ont été rendus.

Dans le même ordre d'idées, tout membre qui s'est rendu coupable d'un délit au préjudice de son employeur, perd tous ses droits à l'épargne réalisée à son profit par des versements patronaux. Cette dernière clause rappelle singulièrement la révocation d'une donation pour ingratitude.

Il y a lieu de signaler en outre, qu'en aucun cas, les sommes versées à un Fonds par les employeurs, ne peuvent leur être restituées. Certaines circonstances peuvent justifier une diminution des contributions des employeurs, mais les sommes régulièrement versées à un Fonds, restent définitivement acquises à l'institution, c'est-à-dire à la masse des bénéficiaires.

C'est le caractère de donation des versements patronaux, qui justifie l'introduction, dans les statuts des Fonds, institutions de prévoyance, de conditions étrangères à l'institution (durée du contrat de travail, bonne exécution de celui-ci) et qui donne aux Fonds leur caractère d'institution patronale. Il est logique que le contrat de travail qui lie le travailleur au patron, et qui est la cause des versements de ce dernier à un Fonds, conditionne l'acquisition des avantages ainsi procurés aux travailleurs.

§ 2. — *Gestion de l'épargne.*

En créant un Fonds, tout employeur cherche, par ce moyen, à mettre ses collaborateurs à l'abri du besoin lorsqu'ils seront trop âgés pour pouvoir continuer à gagner leur vie par leur travail. Il en résulte que l'employeur exige le droit de surveiller efficacement la gestion des sommes épargnées, de façon à vérifier et diriger leur emploi conformément aux règles d'une saine gestion financière. Dans ce but, les employeurs se réservent dans les statuts le droit de nommer une partie, la moitié généralement, des membres qui doivent être chargés de la

gestion de l'épargne ; l'autre moitié étant élue par les membres « employés » du Fonds.

Les employeurs sont-ils responsables, vis-à-vis des membres « employés », de la bonne gestion du Fonds ? telle est la question que nous avons à envisager ici. Nous verrons plus loin les pouvoirs et les obligations des administrateurs en tant que représentants de la collectivité.

Il ne nous semble pas que le choix par l'employeur, d'une partie, même la moitié, des dirigeants de l'institution de prévoyance, puisse lui conférer la responsabilité des actes des dirigeants ainsi nommés.

Tous les dirigeants d'un Fonds, quelle que soit la source de leur mandat, ont les mêmes pouvoirs. En effet, le Fonds étant un groupement dénué de personnalité juridique, les administrateurs ayant pouvoir d'agir au nom de tous, doivent être considérés comme investis d'un mandat, émanant de chacun des membres du Fonds, et ce, quelle que soit la source de leurs fonctions (nomination des employeurs, élection par les employés).

Conformément au droit commun du mandat, les mandataires sont responsables de leurs fautes. S'ils sont insolvables, les membres du Fonds en supportent les conséquences par la répercussion de ces fautes sur le patrimoine collectif. Or ce patrimoine est constitué pour moitié par des versements faits par les employeurs ; le fait par ces derniers de désigner la moitié des administrateurs, ne saurait leur faire encourir de responsabilité spéciale.

Le souci des employeurs d'entourer l'épargne personnelle des travailleurs de garanties aussi importantes que possible se révèle par une clause qu'on rencontre parfois, clause qui stipule que tout déficit doit être imputé en premier lieu sur l'épargne provenant de versements patronaux.

SECTION III : DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES (OUVRIERS OU EMPLOYÉS).

§ 1^{er}. — *Adhésion.*

L'adhésion d'un travailleur à une institution de prévoyance, est toujours limitée à la durée de ses services dans l'entreprise. Cette clause est nécessitée par la nature de cette convention, accessoire du contrat de travail, qui lie l'employeur à l'employé ou ouvrier. Dans les développements qui vont suivre, il ne faudra pas perdre de vue que les membres employés sont subordonnés dans leur activité professionnelle aux membres employeurs. Il en résulte que le travailleur devient membre de l'institution de prévoyance dès qu'il entre au service de l'employeur, et qu'il cesse d'être membre, dès que tombe le contrat de travail qui le lie à l'entreprise.

Dans le cas où l'adhésion à une institution patronale est obligatoire, et insérée dans le contrat de travail ou la lettre d'engagement, un employé ne saurait donner sa démission de membre de l'institution de prévoyance, sans faire tomber en même temps le contrat de travail qui le lie à son employeur. Cette conclusion semble un peu dure pour le travailleur, cependant si l'employeur, en procédant à l'embauchage, a clairement fait ressortir l'importance qu'il attachait à l'adhésion du travailleur à l'institution de prévoyance, ce dernier ne saurait donner valablement sa démission sans avoir au préalable, soit obtenu le consentement de l'employeur, soit cessé ses fonctions dans l'entreprise.

D'ailleurs les contributions des membres employés se font sous forme de retenues, lors du paiement des salaires ou appointements, par le patron, qui verse au Fonds, en même temps, aux échéances déterminées, l'ensemble des cotisations ouvrières et patronales. Ceci nous amène à l'étude de l'engagement souscrit par les employés de verser des contributions régulières.

§ 2. — *Versement de contributions.*

En adhérant à un Fonds de prévoyance, tout ouvrier ou employé, prend l'engagement de verser des contributions régulières, s'élevant à un pourcentage déterminé de la rémunération qu'il reçoit. Généralement, les statuts des Fonds contiennent une clause stipulant que l'employeur retiendra sur les appointements de l'employé, lors de chaque paiement, la somme représentant la contribution du membre à verser au Fonds. L'utilité de cette clause est évidente, le montant de sa rémunération affecté à la constitution de l'épargne, ne passant pas par les mains du travailleur, celui-ci n'est pas tenté d'en faire un autre usage et de retarder ainsi le versement de ses contributions au Fonds de prévoyance. Pour que la capitalisation de l'épargne puisse donner tous les résultats qu'on attend d'elle, il est nécessaire que les contributions soient versées régulièrement, aux époques fixées, et c'est l'employeur qui est chargé d'exécuter cette clause pour le compte du membre.

Quel est l'effet des versements ainsi effectués par le membre ? Etant donné qu'il s'agit exclusivement de sommes d'argent, le membre employé, comme d'ailleurs le membre employeur, en est définitivement dépossédé. Cependant, à la différence des employeurs, le membre employé fait partie des bénéficiaires, et, à ce titre, il est appelé à recevoir éventuellement une part de l'épargne accumulée par le Fonds, part proportionnelle aux contributions qu'il a versées.

§ 3. — *Autres droits et obligations des membres employés.*

a) *Gestion de l'épargne.*

Par la nomination d'une partie des administrateurs du Fonds, la moitié généralement, les travailleurs acquièrent un contrôle efficace de la gestion de leur épargne. De cette façon, on est assuré d'une gestion qui tienne un compte équitable des intérêts présents des membres, et des inté-

rêts plus généraux de l'institution elle-même qui a la charge d'agir au mieux des intérêts de tous ses membres, employeurs et employés, et aussi des membres futurs qui viendront s'y incorporer.

b) Modification des statuts.

Les statuts des Fonds prévoient en général, que des modifications peuvent être apportées par les administrateurs après accord du ou des employeurs. Cet accord préalable des membres employeurs s'explique aisément étant donné qu'ils sont très peu nombreux et qu'ils fournissent la moitié des ressources du Fonds. Donc, au point de vue des membres employeurs, aucune modification ne peut être apportée sans leur accord préalable. La situation n'est pas la même pour les membres employés.

D'abord ils sont très nombreux et il s'ensuit que les modifications, souhaitées par quelques-uns, peuvent ne pas convenir à d'autres. Le fait que le Conseil d'administration du Fonds propose et arrête une modification aux statuts existants, peut faire présumer qu'au moins la majorité des membres que le Conseil représente approuvent les modifications. En admettant que seuls quelques dissidents y soient opposés, peut-on dire qu'ils sont liés par la volonté de la totalité, ou presque, des membres du Fonds ? Nous ne le pensons pas.

Un Fonds constitue un groupement presque « embryonnaire » dirons-nous, à la base il y a une convention acceptée par toutes les parties en cause. Mais cette convention n'est pas suffisante pour absorber la personnalité des membres et la fondre dans le groupement organisé. Nous avons vu, qu'au contraire, les membres conservent leur individualité et que vis-à-vis des tiers le groupement cesse de les recouvrir.

Le seul lien entre les parties étant la convention, aucune d'elles ne saurait être obligée au delà de ce qui a pu y être

stipulé. Les membres sont liés par la majorité pour tout ce qui est de la compétence des administrateurs qui sont l'émanation de cette majorité ; au delà ils retrouvent leur liberté.

Aussi dans certains statuts, nous trouvons des clauses rédigées dans ce sens et précisant que les membres, s'ils s'opposent dans certains délais, aux modifications aux statuts apportées par les administrateurs, continuent d'être régis par la convention primitive. Cependant, un organisme ne peut fonctionner si la réglementation intérieure est trop diversifiée ; aussi le complément de ce respect de la liberté individuelle est une clause qui fait des membres dissidents, des membres passifs. Ils cessent leurs contributions dès que les statuts modifiée deviennent applicables.

c) Obligations des membres.

Sous ce titre on trouve dans certains statuts des clauses qui, par elles-mêmes, n'ajoutent rien de caractéristique à la convention, mais qui sont nécessaires car elles précisent la portée de l'engagement pris par les membres.

En adhérant à la convention créant un Fonds, toute personne s'engage à verser des contributions à un organisme dépourvu de capacité juridique, mais elle s'engage aussi à respecter cet organisme, et à en assurer le fonctionnement dans la mesure où elle est appelée à y participer.

Etant donné la forme du groupement, il était nécessaire de préciser que son fonctionnement, tel qu'il est prévu dans les statuts, ne saurait être entravé par l'initiative d'aucun membre ; et que, de même, le décès ou l'incapacité d'un membre ne saurait entraîner la paralysation de toute l'institution.

SECTION IV. DROITS DES BÉNÉFICIAIRES.

L'objet des Fonds est d'assurer au travailleur une épargne suffisante pour le mettre à l'abri du besoin lorsqu'il

cessera de gagner sa vie. Les bénéficiaires, dans un Fonds, sont donc les travailleurs, mais seulement au moment où ils cessent de travailler, c'est-à-dire, au moment où ils cessent également d'être membres de l'institution patronale.

Or, à partir de l'instant où le travailleur cesse de faire partie de l'entreprise, il devient moins intéressant. Sa tâche est achevée ; seules se posent les questions relatives au règlement de ses comptes avec son employeur et avec l'institution de prévoyance. Il en est de même si le travailleur décède en activité de service, il n'y a plus qu'une question de règlement de comptes avec ses ayants-droit.

Nous rappelons que le membre ne peut toucher à l'épargne réalisée tant qu'il reste au service des employeurs, c'est une condition essentielle à la réalisation de la fin que se sont proposée les parties. « En aucun cas, le Fonds ne peut effectuer le paiement des sommes figurant au crédit des comptes d'un membre pendant la durée des services de ce membre chez les employeurs. » Telle est la clause que nous trouvons dans les statuts de l'un des Fonds étudiés.

Par conséquent, les membres employeurs étant exclus d'office, les membres employés s'étant interdit de rien recevoir tant qu'ils sont membres, nous voyons que seuls les bénéficiaires vont profiter de l'épargne accumulée dans le Fonds.

Qui sont les bénéficiaires ? quels sont leurs droits ? quelle est la nature de ces droits ? Telles sont les questions que nous avons à examiner.

§ 1^{er}. — Détermination des bénéficiaires.

Il nous faut préciser ici quelles sont les personnes qui peuvent prétendre à la qualité de bénéficiaire. « L'objet du Fonds est de réunir et capitaliser les versements qu'il reçoit au profit des membres » telle est la clause principale que nous trouvons dans certains statuts. C'est la tra-

duction de la volonté des employeurs d'assurer l'avenir des travailleurs qui leur sont subordonnés. Nous pouvons donc conclure que le groupe des bénéficiaires c'est la collectivité des membres employés du Fonds. Le Fonds a été créé pour eux, avec leur concours, on n'a pas cherché le profit de quelques-uns d'entre eux mais l'avantage de tout le groupe d'ouvriers et d'employés d'une même entreprise.

Assurer les vieux jours des travailleurs telle a bien été la préoccupation principale des participants du Fonds, mais derrière le travailleur lui-même, il y a sa famille. Nous entendons par famille, le petit nombre de personnes qui sont à la charge de l'ouvrier ou employé, sa femme, ses enfants, un proche parent, ascendant, frère ou sœur, et même un enfant adopté ou simplement recueilli, tous ceux dont l'existence dépend de la bonne ou mauvaise fortune du salarié, ceux pour qui il travaille. Il est normal qu'une institution telle que le Fonds que nous étudions, s'intéresse à la famille du travailleur telle que nous l'avons définie. Nous insistons sur ce point car le groupe des héritiers *ab intestat* du travailleur peut très bien être différent de sa famille au sens où nous prenons ce mot ici. On peut imaginer le cas du travailleur laissant à son décès une veuve et un enfant recueilli et des cousins germains ; il est incontestable que l'enfant recueilli qui n'est pas appelé à la succession intéressait plus le défunt que ses cousins.

Cette détermination des personnes intéressant le plus le travailleur est assez imprécise ; en pratique on admet que les personnes vivant avec le travailleur et qui sont à sa charge, sont celles dont le sort l'intéresse le plus, et en général cette présomption correspond à la réalité. Mais comme il n'est pas possible de prévoir, dans les statuts, toutes les situations qui peuvent se présenter, il faut laisser à une autorité déterminée à l'avance, certains pouvoirs d'appréciation. Ce sont les administrateurs du Fonds qui sont chargés d'apprécier, si le cas qui leur est soumis

rentre ou non dans les limites, forcément imprécises, que contiennent les statuts.

Si le Fonds s'intéresse ainsi à la famille du travailleur il se désintéresse au contraire, complètement de ses héritiers ; les héritiers peuvent être des parents très éloignés, voire inconnus du travailleur, leur sort n'intéresse nullement une institution patronale de prévoyance. Mais le Fonds ne saurait déposséder les héritiers des biens appartenant au défunt, aussi les statuts restreignent leurs droits aux sommes dont ils ne peuvent les priver. Une autre idée toujours présente à l'esprit des membres des Fonds est la solidarité des travailleurs et plus spécialement, dans le cas qui nous occupe, la solidarité entre membres d'un même Fonds. A défaut de ses proches, le membre aimera voir profiter de l'épargne accumulée à son profit, ses camarades plutôt que des parents éloignés, avec qui il n'a peut-être plus rien de commun. Ainsi la collectivité des bénéficiaires retrouve les sommes qui n'ont pu être attribuées privativement à l'un de ses membres.

Ces idées nous permettent de fixer le groupe des bénéficiaires. Il comprend :

- les membres employés eux-mêmes,
à défaut de ces derniers :
- leurs héritiers ou ayants-droit,
- leur famille dans le sens particulier où nous prenons ce mot,
- la collectivité des membres employés du Fonds.

Nous devons cependant attirer l'attention sur le fait que, si on se place à un moment donné de la vie du Fonds, on se trouve en présence de deux sortes de bénéficiaires :

1° Les membres employés en activité de service. Ces derniers ont tous une vocation à la qualité de bénéficiaire, et s'ils ne profitent pas eux-mêmes de l'épargne qui leur est destinée, leurs héritiers ou les personnes à leur charge, ou bien encore les autres membres du Fonds en profite-

ront à leur place. Les membres employés sont des *bénéficiaires éventuels*.

2° Les personnes dont le droit à paiement est ouvert. Cette seconde catégorie est faite de personnes appartenant à l'un ou l'autre des groupes que nous avons désignés plus haut. Elles ne sont pas membres du Fonds, ou elles ne le sont plus, pour elles, le but recherché est atteint, elles vont retirer de l'institution les avantages qu'elles en attendaient, elles ne font plus partie de la collectivité.

§ 2. — *Droits des bénéficiaires.*

Nous avons insisté à plusieurs reprises sur le fait que l'ouverture des droits des bénéficiaires n'avait lieu qu'à la cessation des services du membre ou à son décès, et que les ressources des Fonds se composaient de versements faits par les employeurs d'une part, par les travailleurs de l'autre.

A la cessation de ses services, le membre cesse en même temps d'appartenir au Fonds, et à ce moment il a droit :

- 1° A ses propres versements,
- 2° S'il remplit les conditions d'âge et de durée de services, aux versements patronaux.

Conformément aux clauses des différents statuts, les sommes auxquelles a droit le membre, sont accrues d'une part proportionnelle des revenus capitalisés par le Fonds. S'il y a des pertes, le membre les supporte toujours proportionnellement à sa part, tel est le principe.

En fait les clauses relatives à cette question sont très nuancées. Dans certains statuts, la proportionnalité des gains et des pertes est appliquée strictement. Dans d'autres, le travailleur est assuré de retrouver toujours les contributions qu'il a versées, ou bien encore, il est stipulé que les pertes seront imputées d'abord sur les revenus des Fonds, puis sur les versements patronaux et en dernier lieu seulement sur les versements faits par les employés.

En principe, les contributions du membre doivent être considérées comme restant sa propriété, puisque le groupement est dépourvu de personnalité juridique, aussi à son décès, ses héritiers ont droit, en cette qualité, aux sommes représentant les versements du membre et la part proportionnelle des gains ou des pertes qui lui reviendraient si le membre avait été appelé personnellement à les recevoir. Mais les héritiers ou ayants-droit du membre ne reçoivent rien au delà de ce que nous venons de dire.

Restent les sommes provenant des versements patronaux et la part proportionnelle de gains ou de pertes. Ici, il est possible de faire fonctionner librement l'idée-mère des Fonds. Les sommes provenant de cette source et qui ne profitent pas au membre lui-même, seront dévolues conformément à l'esprit de l'institution.

La veuve du membre est la première personne appelée à recevoir ces sommes. C'est elle qui dans la majorité des cas, pour ne pas dire dans la presque totalité, reste le plus dénuée de ressources à la mort du travailleur. Outre sa part en qualité d'héritière, elle a un droit personnel, statutaire, aux sommes provenant des versements patronaux.

En raison de la notion de famille que nous avons dégagée au § 1^{er}, d'autres personnes que la veuve pourraient être appelées à recevoir ces sommes : les enfants mineurs, en cas de prédécès de la mère, les ascendants à charge, etc.

En général, les administrateurs des Fonds ont la faculté d'examiner les cas particuliers qui leur sont soumis et de servir les sommes que les statuts n'attribuent pas à un bénéficiaire déterminé, à toute personne à la charge du membre défunt.

Dans le cas où les sommes provenant des versements patronaux ne sont payées ni au membre lui-même, ni à aucun de ses ayants-droit, la vocation de la collectivité

réapparaît. Lesdites sommes restent la propriété du Fonds, elles profitent à la collectivité des membres.

Le groupe des bénéficiaires est dominé par l'importance des membres employés, qui sont aussi des membres participants. Nous venons de montrer que, s'ils sont les plus importants des bénéficiaires, car c'est dans leur intérêt d'abord que les Fonds ont été créés, les membres employés ne sont pas les seuls bénéficiaires.

Il nous faut rechercher maintenant quelle est la nature des droits des bénéficiaires.

§ 3. — *Nature juridique des droits des bénéficiaires.*

Nous avons vu que l'institution dont le Fonds se rapproche le plus est l'association non déclarée. Avant de rechercher la nature juridique des droits des bénéficiaires du Fonds, il nous semble indispensable d'examiner l'opinion que se font les auteurs de la nature des droits des sociétaires d'une association non déclarée.

M. Josserand (15) s'exprime ainsi : « Les biens qui y « ressortissent (aux associations non déclarées) sont indivisibles entre les membres du groupement » ; exprimée dans un Cours à propos d'une question d'importance secondaire, cette simple phrase ne nous donne pas d'indications suffisantes.

M. Michoud (16) considère que l'association non déclarée « est par elle-même un groupement qui présente les « caractères fondamentaux de la personnalité morale et « à qui il ne manque, pour pouvoir figurer sur la scène « juridique, qu'une condition extérieure et formelle, la « reconnaissance », et de cette idée il tire les conclusions suivantes (17) : « Il nous semble que le régime si imparfait de l'indivision doit être considéré comme implicite-

(15) Cours de droit civil, Tome I^{er}, n° 189.

(16) Op. cit., Tome I^{er}, p. 457 et s.

(17) p. 466 et s.

« ment écarté dans plusieurs de ses conséquences par le
 « contrat d'association lui-même. Par cela seul qu'elle
 « admet la validité de ce contrat et la possibilité, même
 « au cas d'association non déclarée, d'y comprendre l'ap-
 « port de certains biens, la loi permet croyons-nous, de
 « mettre ces biens dans l'indivision, non seulement pour
 « la durée déterminée par l'article 815 C. civ. mais pour
 « toute la durée de l'association. En d'autres termes, elle
 « donne à ce point de vue au contrat d'association la
 « même portée qu'au contrat de société. L'indivision pure
 « et simple est un état passif, qui ne peut se prolonger au
 « delà d'une certaine durée, sans exposer les biens qu'elle
 « comprend à toutes les chances d'une mauvaise adminis-
 « tration. L'association et la société sont, au contraire, des
 « états d'activité, donnant aux biens une destination pré-
 « cise et les soumettant à une administration unifiée. Les
 « motifs de l'article 815 ne s'étendent donc pas à elles ».

Nous avons montré au début de ce chapitre que l'article 815 n'était pas applicable non plus aux Fonds de prévoyance.

Mais M. Michoud considère que dans le cas d'une association non déclarée : « l'affectation exclusive, même à
 « l'égard des tiers, du patrimoine social au but social,
 « avec toutes les conséquences qu'elle entraîne (séparation
 « du patrimoine social et des patrimoines privés des
 « associés, limitation du gage des créanciers sociaux au
 « fonds social, etc.) nous paraît ne pouvoir résulter que
 « d'un contrat dûment publié et non d'un contrat non
 « révélé aux tiers comme celui de l'association non dé-
 « clarée ».

Sous réserve de l'application de l'article 815, M. Michoud considère donc que les associations non déclarées sont soumises au régime de l'indivision.

M. Hauriou émet une théorie plus hardie dans son précis

de Droit constitutionnel (18) : « L'idée-mère est que les
 « biens affectés à l'œuvre sociale appartiennent à chacun
 « des associés, mais avec séparation des patrimoines, afin
 « qu'ils soient le gage des créanciers sociaux à l'exclusion
 « des créanciers personnels, et avec obligation de rester
 « dans l'indivision jusqu'à la dissolution de la société. Cette
 « séparation des patrimoines et cette obligation d'indivision
 « seront facilement fondées sur la combinaison des
 « articles 4 et 9 de la loi (1^{er} juillet 1901), l'un reconnaissant
 « que l'associé qui se retire, bien loin d'emporter
 « son apport, doit les cotisations échues et celles de l'année
 « courante ; l'autre, que le sort des biens ne sera réglé
 « qu'au moment de la dissolution. L'article 4 s'applique
 « certainement aux associations non déclarées ; l'article 9
 « n'a peut-être pas été fait pour elles, mais la solution que
 « nous en déduisons ici est tellement raisonnable qu'elle
 « s'imposera par analogie. »

Les auteurs sont donc unanimes à reconnaître que les biens de l'association non déclarée sont dans l'indivision entre les sociétaires.

La situation dans un Fonds de prévoyance est analogue à celle d'une association non déclarée, en ce sens que les biens du Fonds sont dans l'indivision. Il nous faut déterminer qui sont les indivisaires.

Nous avons distingué au paragraphe 1^{er} deux catégories de bénéficiaires : les membres employés en activité de service, bénéficiaires éventuels, et les bénéficiaires dont le droit à paiement est ouvert.

Pour ce qui est de ces derniers, ils ont droit, conformément aux statuts, à une somme d'argent dont le montant est déterminée en fonction des versements inscrits aux comptes dont ils bénéficient. Ces comptes sont définitivement arrêtés à la date de l'événement qui a donné lieu à

(18) 1929, p. 679.

l'ouverture de leur droit à paiement. En aucun cas, les bénéficiaires dont le droit est ouvert ne peuvent prétendre à une part en nature des biens composant le patrimoine du Fonds. Leur droit s'analyse en un droit de créance sur la collectivité, créance déterminée et exigible.

Les bénéficiaires dont le droit à paiement est ouvert ne sont donc pas propriétaires indivis du patrimoine du Fonds.

La question est plus délicate en ce qui concerne les membres employés en activité de service. Ceux-ci, en effet, versent des contributions qui forment avec les contributions patronales, la masse du patrimoine collectif. Si le Fonds était assimilé à une société, et doué de la personnalité juridique, les membres deviendraient créanciers du groupement. Or il n'en est pas ainsi puisque le Fonds n'est pas une société. Comme il n'est pas davantage une association à but idéal, on ne peut pas soutenir que les membres employés ont eu l'intention de faire abandon de leurs contributions à la collectivité.

Nous devons examiner la situation, d'abord dans les rapports des membres entre eux, et ensuite dans leurs rapports avec les tiers.

Dans les rapports des membres entre eux il est certain que chacun d'eux n'a conservé qu'un droit de créance contre la collectivité. En effet, les membres s'obligent à confier à certains mandataires déterminés la gestion de la masse de capitaux ; en outre tant que dure leur affiliation, ils ne peuvent recevoir aucun paiement. Il y a donc dépossession complète au profit du groupement, c'est-à-dire du Fonds, et cela, aussi bien de la part des membres employés que de celle des membres employeurs.

Dans les rapports des membres entre eux, le Fonds existe en tant que groupement distinct, et c'est lui qui est propriétaire du patrimoine commun.

A l'égard des tiers, le Fonds est inexistant en tant que

groupement distinct. Sur qui repose alors la propriété du patrimoine collectif ?

Les membres employeurs sont exclus, puisque, en aucun cas, ils ne peuvent retirer du Fonds un profit pécuniaire ; nous avons exclu également les bénéficiaires dont le droit à paiement est ouvert, nous avons montré qu'ils ne sont que créanciers de la collectivité ; ce sont donc les membres employés qui doivent être considérés comme propriétaires collectifs du patrimoine commun.

Notre conclusion serait la même, si partant du point de vue que le Fonds est une association non déclarée, nous constatons que ce sont les sociétaires qui sont propriétaires indivis du patrimoine collectif. Il suffirait, pour compléter le tableau de la situation, d'ajouter que les employeurs ont eu l'intention de faire abandon de leurs contributions à la collectivité, et que les bénéficiaires, dont le droit à paiement est ouvert, ne sont pas membres de l'association.

Les membres employés sont donc bien propriétaires indivis du patrimoine collectif ; c'est ce que montrent les statuts des Fonds, où nous lisons : « L'objet du Fonds est « de réunir et capitaliser, les versements faits au profit « des membres. » (Il s'agit des membres employés exclusivement). D'autre part, il est stipulé qu'en cas de liquidation, l'actif net doit être partagé entre les membres, proportionnellement à leur part.

Ce droit de propriété, les membres ne peuvent pas l'exercer en raison des obligations qu'ils ont prises. Leur droit est une sorte de droit de propriété éminent qui couvre les droits du groupement dont ils font partie. La situation est analogue à celle d'une fondation : « Quant « au droit des membres sur le patrimoine de la fondation, « il se réduit pour les organes à un droit d'administration, « pour les destinataires à un droit de jouissance, qui, « comme nous l'avons vu, est rarement un droit indivi-

« duel invocable en justice. Il ne faut pas en conclure que
 « le patrimoine de la fondation est sans maître. Il appar-
 « tient à une collectivité mouvante, indéfiniment renou-
 « velable et perpétuelle dans la mesure où la perpétuité
 « s'applique aux choses humaines. Il n'appartient indivi-
 « duellement à aucun des membres de cette collecti-
 « vité. » (19).

Dans les Fonds il en est de même à notre avis. La propriété du patrimoine repose sur les membres-employés considérés en bloc. Individuellement aucun d'eux ne peut exercer les droits relatifs à cette propriété ou s'en prévaloir. Sa quote-part indivise, le membre ne peut pas l'aliéner ; nous avons vu que l'importance même de cette part est indéterminée puisqu'elle est fonction de faits tels que l'âge ou la durée des services du membre, etc., faits qu'il n'est possible d'apprécier qu'à la cessation de son affiliation. A ce moment très précisément le membre cesse d'être propriétaire pour devenir créancier de la collectivité, c'est pourquoi nous pouvons dire après M. Michoud que le patrimoine du Fonds appartient à une « collectivité mouvante indéfiniment renouvelable et perpétuelle dans la mesure où la perpétuité s'applique aux choses humaines ».

II

Fonctionnement du Fonds - Rapports avec les tiers

SECTION I : ADMINISTRATION DU FONDS.

La convention qui est à la base du Fonds prévoit que certains membres désignés d'une façon déterminée par les statuts seront chargés de gérer le Fonds.

§ 1. — *Caractères de la fonction d'administrateur du Fonds.*

La première question qui se pose est celle de détermi-

(19) L. Michoud, op. cit., Tome II, p. 43.

ner quels sont les caractères de la fonction d'administrateur du Fonds.

Si le Fonds était doué de la personnalité juridique, les administrateurs seraient les organes de la personne morale et à ce titre, représentant la volonté collective, ils seraient investis d'un pouvoir de décision général dans les limites des statuts.

Or il n'en est pas ainsi, à l'égard des tiers le Fonds n'existe pas en tant que collectivité, mais à l'égard des membres, le groupement est parfaitement valable. Nous arrivons donc à cette conclusion, que les administrateurs ont une situation double ; représentants de la volonté collective à l'égard des membres du Fonds, ils ne sont à l'égard des tiers que les mandataires de ces mêmes membres.

§ 2. — *Formation du mandat.*

Le mandat dont sont investis les administrateurs, présente ce caractère original qu'il est déterminé entièrement par les statuts du Fonds, et que pour les membres, seule se pose la question de déterminer qui sera investi du mandat.

De plus, il est stipulé que la volonté de la majorité s'imposera à tous ; il en résulte que l'administrateur, élu par une majorité, doit être considéré comme investi d'un mandat individuel de chacun des membres. Et cette conclusion s'applique aussi bien aux administrateurs élus par les travailleurs qu'à ceux nommés par les employeurs.

En adhérant au Fonds, tous les membres sans exception, ont accepté d'être représentés par des mandataires désignés conformément aux statuts ; les administrateurs sont donc bien investis d'un mandat individuel de chacun des membres.

§ 3. — *Rapports entre membres du Fonds et administrateurs.*

Les administrateurs ont les droits et les obligations de

tout mandataire ; ils doivent exécuter le mandat et en rendre compte. Etant donné le caractère d'institution de prévoyance du Fonds et l'intimité qui règne entre les membres, le mandat doit être entièrement gratuit.

Les administrateurs sont responsables de leurs fautes, conformément au droit commun, et de même, ils n'en sont pas tenus solidairement, sauf stipulation contraire dans les statuts. Bien entendu, l'administrateur qui exécute une décision prise en commun par tous, n'en sera pas seul responsable. Les administrateurs doivent être rendus indemnes de leur gestion, ceci a lieu automatiquement, en général, puisqu'ils sont en possession de la masse des capitaux.

L'obligation de rendre compte est réglementée par les statuts qui, en général, posent des règles précises quant aux éléments de la gestion à communiquer aux membres, et quant au contrôle des comptes. Ici il faut remarquer que la publicité des comptes est limitée par la nécessité où l'on se trouve de garder secrets les montants des salaires individuels.

§ 4. — *Pouvoirs des administrateurs.*

A la tête d'un groupement tel que le Fonds il est nécessaire d'avoir un pouvoir exécutif chargé d'assurer la bonne marche du Fonds. Pour cela, il faut que les administrateurs aient des pouvoirs très larges. Nous lisons dans les statuts de l'un des Fonds étudiés :

« Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus
 « étendus pour agir au nom du Fonds et faire tous les
 « actes d'administration et de disposition relatifs à son
 « objet, notamment, effectuer tous paiements, recevoir
 « toutes sommes et en donner quittance, faire tous place-
 « ments, acheter et vendre toutes valeurs mobilières et
 « requérir tous transferts ou conversions de titres, faire
 « ouvrir ou clôturer tout compte en banque ou chez un

« agent de change, prendre en location tout coffre en banque. »

Par cette clause, les administrateurs sont investis d'un mandat général pour réaliser l'objet du Fonds. La doctrine admet que le mandat général est restreint en principe aux actes d'administration.

Or la gestion d'une masse de capitaux pose des problèmes très différents de celle d'un bien immobilier. Dans ce dernier cas, il est très aisé de distinguer les actes d'administration permis au mandataire général, des actes de disposition, qui touchant à l'intégrité du domaine, lui sont interdits. Une masse de capitaux est une propriété en perpétuel changement, ceux qui en sont responsables doivent veiller à sa sécurité et en assurer la rentabilité, d'où l'obligation pour eux de surveiller constamment et de modifier selon les nécessités, la composition de cette masse de capitaux.

Les administrateurs d'un Fonds ont une mission double : d'une part ils doivent assurer l'exécution des statuts, de l'autre ils doivent administrer la masse des capitaux du Fonds. Pour mener à bien cette seconde partie de leur mission, il leur faut le pouvoir, non seulement d'employer les ressources du Fonds, mais encore de modifier la nature des placements et pour cela d'acheter et vendre. La clause que nous avons citée à titre d'exemple, contient le principe du mandat général, et pour satisfaire à la règle que le mandat doit être exprès, l'énumération des principaux actes que les administrateurs peuvent être amenés à faire, au cours de leur gestion.

Pour les actes qui ne sont pas expressément désignés, il nous semble qu'il faut conclure, en principe, à la capacité des administrateurs, en raison du mandat général qui leur a été conféré, les seules restrictions étant celles prévues par les statuts. Cette interprétation nous semble seule conforme à l'intention des parties.

Nous constatons donc que les pouvoirs des administrateurs sont déterminés, non pas en raison de l'importance et de la nature de l'acte à accomplir (acte d'administration, ou acte de disposition), mais en raison du but poursuivi qui est la réalisation de l'objet du Fonds.

Pour la bonne marche du groupement, il est indispensable que seuls les administrateurs puissent disposer du patrimoine collectif. Ce but est atteint généralement par le moyen d'une clause des statuts qui refuse aux membres tout droit qui ne leur serait pas expressément reconnu par les statuts. Les membres sont donc dans l'incapacité de faire même un acte de simple administration portant sur les biens du Fonds, acte permis en général au copropriétaire dans une indivision ordinaire.

Nous avons dit que les administrateurs avaient en outre, pour mission, d'assurer l'exécution des statuts. C'est-à-dire qu'ils ont à prononcer l'admission de nouveaux membres employeurs ou employés, à constater les événements entraînant la cessation d'affiliation de certains membres, et à effectuer les paiements revenant aux membres dont l'affiliation a pris fin, ou à leurs ayants-droit.

Les administrateurs ont encore pour devoir de suivre l'évolution du groupement et de veiller à ce que les statuts restent en harmonie avec les nécessités de la vie du Fonds. L'initiative de la modification des statuts du groupement appartiendra donc au Conseil d'administration, car il est le plus qualifié pour juger de ces questions. Nous rappelons que les modifications aux statuts sont sujettes à l'approbation individuelle des membres employeurs et employés.

§ 5. — *Rapports avec les tiers. — Preuve du mandat.*

A l'égard des tiers qui ne connaissent pas le Fonds en tant que groupement, les administrateurs apparaissent comme mandataires des membres. Conformément au

droit commun du mandat, les actes faits par les administrateurs obligent directement les membres du Fonds, de même que c'est à eux qu'ils profitent. Le mandat conféré aux administrateurs du Fonds est parfaitement valable, il en est de même des actes faits par ceux-ci pour la collectivité.

La situation des administrateurs d'une société civile d'obligataires, groupement dénué de personnalité juridique et assimilable à une association non déclarée, est à notre avis semblable en tous points, à celle des administrateurs d'un Fonds. Aussi nous croyons utile de citer un extrait de l'étude sur « La nature juridique des sociétés civiles d'obligataires », de M. J. Hamel (20) :

« La validité des contrats et traités passés par les administrateurs de la société des obligataires ne saurait être mise en doute. Régulièrement investis d'un mandat par le contrat de souscription, ou par l'assemblée générale du groupe, les administrateurs de la société d'obligataires ont traité au nom de leurs mandants, les obligataires. Peu importe aux tiers, établissement emprunteur, ou tiers quelconques, que chacun des mandants ait consenti à incliner sa volonté personnelle devant la volonté collective du groupe, quant à la désignation des mandataires et au mode d'exercice du mandat. Agissant dans les limites des statuts de l'association, les administrateurs engageront valablement les obligataires et stipuleront valablement à leur profit. »

La difficulté principale qui va se présenter pour les administrateurs est celle de la preuve de leur mandat. Nous avons vu que chaque administrateur, indépendamment de la source de son mandat (nomination par les employeurs ou élection par les employés), représentait chaque membre du Fonds individuellement, or il est impossible de

(20) Revue des sociétés, 1924.

réunir des pouvoirs émanant de chacun des membres du Fonds, car ils sont toujours très nombreux, on les compte par centaines et même par milliers dans certains cas.

Les administrateurs ont à leur disposition les statuts du Fonds, les procès-verbaux de dépouillement des scrutins, les lettres de nomination des employeurs, ces documents qui ont la valeur d'actes sous seings-privés, suffisent à établir l'existence du mandat, la désignation, et enfin les pouvoirs du ou des mandataires. Par conséquent, pour tous les actes qui n'ont pas à être constatés dans la forme authentique, les administrateurs sont en possession de la preuve de leur mandat.

S'il n'est pas possible de demander un mandat sous seings-privés à chacun des membres, à plus forte raison, il sera impossible d'en obtenir un mandat authentique. Faut-il en conclure que les administrateurs du Fonds seront dans l'impossibilité de passer, **pour** le compte du groupement, un acte dans la forme authentique ? Nous ne le pensons pas.

Nous croyons qu'en déposant les statuts du Fonds chez un notaire et en faisant constater la régularité des opérations d'élection et de nomination des administrateurs par ce notaire, ce dernier serait en mesure de délivrer des extraits de ses minutes constatant le mandat conféré aux administrateurs, et ayant la force probante d'actes authentiques.

A notre connaissance la difficulté ne s'est pas encore présentée en pratique, étant donné l'activité si particulière des Fonds ; bien que la solution que nous proposons n'ait pas été éprouvée, nous ne pensons pas qu'elle puisse se heurter à des obstacles insurmontables.

SECTION II : DROITS DES CRÉANCIERS DU FONDS ET DROITS DES
CRÉANCIERS PERSONNELS DES MEMBRES SUR LE
PATRIMOINE COLLECTIF.

§ 1^{er}. — *Droits des créanciers du Fonds.*

Etant donné le but des Fonds qui est d'accumuler des capitaux et non d'exercer une activité extérieure, il n'existe pas en général, de créanciers de la collectivité. Le Fonds effectue d'ordinaire des achats et des placements proportionnés aux ressources dont il dispose, mais en aucun cas, il n'effectue des opérations de spéculation. Il y aura par conséquent des créances normales et prévisibles résultant de l'existence même du groupement, mais on ne peut concevoir de situation où le Fonds se trouverait devoir à des tiers plus qu'il ne possède.

Les créanciers « sociaux » n'ont donc jamais à craindre l'insolvabilité des Fonds.

Ont-ils à subir le concours des créanciers personnels des membres, ou bien y a-t-il séparation des patrimoines ? telle est la question qui se pose à nous maintenant.

§ 2. — *Droits des créanciers personnels des membres sur l'actif du groupement.*

A notre avis, les créanciers personnels des membres n'ont pas d'action sur le patrimoine du Fonds.

La question des droits des créanciers des membres a été étudiée par les auteurs à propos des associations non déclarées. M. Margat, dans une étude sur : « La condition juridique des associations non déclarées » (21) considère que les biens de ces associations sont dans l'indivision, toutefois il fait une exception pour les cotisations, en raison de l'article 4 de la loi de 1901 qui contredit formellement sa thèse. D'après M. Margat, les biens de l'association étant dans l'indivision, chaque sociétaire serait

(21) Revue trimestrielle de Droit civil, 1905, p. 235 et s.

propriétaire d'une quote-part indivise, et il en résulte que cette quote-part est comprise dans le gage des créanciers personnels du membre qui peuvent saisir les meubles indivis, les immeubles étant frappés d'insaisissabilité par l'article 2205 C. civ.

M. Mongin étudie une situation analogue, celle des sociétés civiles, avant l'arrêt de 1891, qui leur a reconnu la personnalité juridique (22). Pour lui « les associés qui ont « mis des biens en société pour un certain temps, n'ont pas « seulement contracté l'obligation personnelle de les laisser en commun, ils ont organisé pour la propriété elle-même une nouvelle situation juridique, ils ont créé au « profit de la masse un droit désormais à l'abri des actes « individuels. » Il conclut que si on adopte cette explication, les créanciers des associés ne peuvent saisir les biens sociaux avant la dissolution de la société et le partage de l'actif social.

Nous avons déjà indiqué la conception de M. Michoud sur la situation des associations non déclarées. Il reconnaît que l'article 815 C. civ. ne leur est pas applicable, mais se refuse à admettre la séparation des patrimoines.

Nous avons aussi rapporté l'opinion de M. Hauriou qui voit dans l'association non déclarée une forme de propriété un peu spéciale : indivision échappant à l'article 815 C. civ., avec séparation des patrimoines. Il fonde cette conclusion sur les articles 4 et 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901. L'article 4 prévoit que le membre ne peut se retirer sans avoir payé les cotisations échues et celles de l'année courante, l'article 9 que la liquidation sera faite conformément aux statuts. M. Hauriou fait remarquer que l'article 9 n'est pas fait pour les associations non déclarées, qui sont censées ne pas posséder, mais il ajoute : « la solution que nous

(22) Etude sur la situation juridique des sociétés dénuées de personnalité, *Revue critique*, 1890, p. 617.

« en déduisons ici est tellement raisonnable qu'elle s'im-
 « posera pas analogie. » (23).

Bien que le Fonds doive être considéré comme une association non déclarée, les arguments de M. Hauriou ne peuvent valoir pour les Fonds que nous étudions qui sont des groupements à but intéressé, groupements qui perçoivent de leurs membres, non des cotisations destinées à couvrir leurs frais de fonctionnement, mais des contributions importantes destinées à constituer des capitaux d'épargne.

La situation respective des membres et de leurs créanciers personnels se rapproche davantage de celle des associés d'une société dénuée de personnalité ; nous avons déjà indiqué le point de vue de M. Mongin sur cette question.

L'ensemble des statuts d'un Fonds montre bien que les membres ont entendu constituer une propriété collective, propriété qui serait à l'abri des actes individuels de chacun d'eux. Dans tous les statuts nous trouvons une clause impérative qui consacre l'absence de droits des membres tant que dure leur affiliation. Nous citons les clauses ci-après à titre d'exemple :

« Tant qu'un membre est au service d'une des sociétés
 « adhérentes, il ne peut réclamer le remboursement de
 « tout ou partie de son compte. » Et encore : « En aucun
 « cas, le Fonds ne peut effectuer le paiement des sommes
 « figurant au crédit des comptes d'un membre pendant
 « la durée des services de ce membre chez les em-
 « ployeurs. »

Ces clauses sont assorties d'une clause générale qui stipule que les membres d'interdisent de paralyser, ou même gêner l'activité du Fonds par leur action individuelle, et que les membres n'ont aucun autre droit que ceux qui leur sont expressément reconnus par les statuts.

(23) Précis de Droit constitutionnel, p. 679.

Les créanciers personnels d'un membre ne peuvent avoir plus de droits que leur auteur. Comme nous l'avons exposé, les membres sont définitivement dessaisis de leurs contributions, ils n'ont aucun droit sur l'actif social tant que dure leur affiliation, et en outre ils se sont engagés à ne pas intervenir dans le fonctionnement du Fonds.

Il est vrai que les membres, en qualité de bénéficiaires éventuels, sont propriétaires du patrimoine collectif, mais nous avons montré qu'il ne s'agit pas là d'un droit de propriété individuelle de chaque membre, mais au contraire, d'un patrimoine collectif qui appartient à un groupement d'individus considérés en bloc.

Dans ces conditions il nous semble que l'action du créancier personnel d'un membre sur le patrimoine collectif pourrait être écartée à bon droit et nous concluons que les clauses de la convention à la base du Fonds réalisent une séparation entre le patrimoine collectif et le patrimoine personnel des membres, malgré l'absence de personnalité juridique du groupement.

Notre conclusion est appuyée par l'opinion de MM. Planiol et Ripert (24), et par M. Louis Sébag, dans un article récent sur : « La condition juridique des associations non déclarées » (25) où il écrit : « Nous estimons que les créanciers personnels de l'associé sont tenus de respecter le « pacte d'association conclu par leur auteur, de la même « manière que celui-ci. »

Lors de l'ouverture de son droit à paiement, le membre devient créancier de la collectivité. La situation se trouve modifiée complètement et il nous semble que les créanciers personnels du membre pourraient saisir entre les mains du Fonds, les sommes revenant à leur débiteur. En effet dans ce cas, le créancier ne saisit pas le patrimoine social, il agit sur une créance existant contre le groupe-

(24) Traité pratique, Tome XI, n° 1.102.

(25) Revue trimestrielle, 1939, p. 65.

ment au profit d'un tiers, puisque le bénéficiaire ou ses ayants-droit ne sont plus considérés comme membres du Fonds.

Reste à savoir si cette saisie même ne devrait pas être écartée en raison du caractère alimentaire de l'épargne réalisée par le Fonds au profit du membre. Cette solution nous paraît souhaitable, mais en l'absence de tout texte, elle ne saurait être retenue.

SECTION III : DROIT DU FONDS D'ESTER EN JUSTICE.

C'est sur le terrain de l'action en justice que l'absence de personnalité juridique du Fonds se fait le plus sentir. Comme le Fonds doit être assimilé à une association non déclarée, il ne peut paraître en tant que groupement sur la scène juridique ; de plus l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901 prohibe toute combinaison susceptible de faire acquérir la capacité juridique à des groupements incapables. Il en résulte qu'en vertu de la règle « Nul en France « ne plaide par procureur », les administrateurs du Fonds pourront bien agir, en demandant ou en défendant, mais à la condition que tous leurs mandants figurent nommément dans la procédure.

Nous étudierons d'abord les rapports des membres du Fonds entre eux et ensuite les rapports des tiers avec le Fonds.

Nous nous empressons de signaler qu'à notre connaissance, aucun Fonds n'a jamais eu à agir en justice, pour la raison très simple que ces groupements, si importants soient-ils, ne perdent jamais le caractère d'intimité et la confiance mutuelle qu'il est normal de trouver dans un groupement constitué entre collègues, employés d'une même entreprise, et poursuivant en commun le même but.

§ 1^{er}. — *Rapports des membres entre eux.*

Les administrateurs du Fonds peuvent recevoir le mandat de représenter en justice les membres du Fonds, le

mandat *ad litem* est parfaitement valable, et il a été jugé à plusieurs reprises que les parties, ayant un intérêt commun, pouvaient parfaitement confier leurs intérêts au même mandataire ; c'est l'opinion de M. Perceron (26), opinion confirmée par la jurisprudence (27).

Le mandat des administrateurs du Fonds étant valable, dans le cas où ils seraient dans l'obligation de poursuivre un membre, faudrait-il que les noms de tous leurs mandants figurent dans la procédure ? A l'inverse, le membre qui voudrait agir contre le groupement devrait-il assigner individuellement tous les autres membres ?

Si la règle « nul en France ne plaide par procureur » devait s'appliquer dans toute sa rigueur il faudrait répondre par l'affirmative. Mais il n'en est pas ainsi ; les auteurs et la jurisprudence s'accordent pour reconnaître que cette règle n'est pas d'ordre public, que les parties peuvent renoncer à l'invoquer, qu'elles peuvent même le faire avant tout litige, et que cette renonciation peut être tacite (28). Par exemple il a été jugé que le président d'un cercle pouvait valablement poursuivre, au nom du cercle, un membre en paiement de ses cotisations (29).

Le Fonds est un groupement parfaitement valable dans les rapports des membres entre eux, de l'ensemble des statuts, il faut déduire certainement, à notre avis, qu'il y a renonciation implicite de la part des membres à invoquer la règle « Nul en France ne plaide par procureur ».

Les administrateurs pourront agir au nom du Fonds contre un membre, le membre qui aura une action contre la collectivité assignera valablement les administrateurs du Fonds et eux seuls, et la décision obtenue sera opposable à toute la collectivité.

(26) De la règle « Nul en France ne plaide par procureur » ; Revue Bourguignonne, 1898.

(27) Paris, 10 décembre 1901 ; D. P., 1905-2-128.

(28) Dalloz, Rep. pratique V^o Action, n^o 90 et s.

(29) Req., 27 janvier 1890-D. P., 90-1-148,

§ 2. — *Rapports du Fonds avec les tiers.*

Dans les rapports du Fonds avec les tiers la solution est toute différente. Les administrateurs ne peuvent agir au nom du Fonds puisqu'en tant que groupement le Fonds est inexistant à l'égard des tiers ; les administrateurs apparaissent obligatoirement comme mandataires des membres. Il faut donc de toute nécessité, la règle « Nul en France ne plaide par procureur » devant être appliquée, que les membres figurent tous nommément dans la procédure. Cette obligation, vu le nombre considérable des membres d'un Fonds, est de nature à rendre impossible toute action en justice.

De même, le tiers qui voudrait poursuivre le Fonds, ne pourrait agir valablement que contre tous les membres, pris individuellement, c'est plusieurs centaines sinon plusieurs milliers d'assignations qu'il lui faudrait lancer ; cette nécessité rendra impossible toute procédure.

Nous avons vu que les auteurs et la jurisprudence considèrent que la règle « Nul en France ne plaide par procureur » n'est pas d'ordre public, et admettent même la renonciation implicite à s'en prévaloir. De la tendance à assouplir cette règle, une application intéressante est faite par M. Hamel (30) aux rapports entre l'établissement emprunteur et la société des obligataires, groupement dénué de personnalité et assimilable à une association non déclarée, comme nous l'avons déjà indiqué. En raison des rapports entre l'établissement emprunteur et la société d'obligataires, que cet établissement a souvent créée lui-même, on doit admettre qu'il y a renonciation implicite de part et d'autre à se prévaloir de la règle « Nul en France ne plaide par procureur ». Cette conclusion est conforme d'ailleurs

(30) Nature juridique des sociétés civiles d'obligataires ; *Revue des sociétés*, 1924.

à l'opinion exprimée par M. Percerou dans l'étude déjà citée (31).

Nous sommes donc en présence d'une nouvelle exception à la règle, exception fort intéressante. Du fait des rapports existants entre le tiers et le groupement dénué de personnalité, on conclut à la renonciation implicite de part et d'autre à se prévaloir de la règle que « Nul en France ne plaide par procureur ».

Dans le cas des Fonds, nous pensons qu'il se présentera des situations analogues qui commanderont une renonciation de la part des tiers et du Fonds à se prévaloir de cette règle, règle dont les effets sont contraires à ceux voulus par les parties.

Le Fonds pour effectuer ses placements, et dans l'exercice de son activité extérieure, si restreinte soit-elle, est en relations d'affaires avec des tiers : banquiers, agents de change par exemple. Ces tiers ont accepté de reconnaître le mandat collectif conféré aux administrateurs, et ont traité avec eux. Peut-on soutenir que le jour où le tiers, qui a été en relations d'affaires avec le Fonds pendant un certain temps, assignera le Fonds en la personne de ses administrateurs, ceux-ci pourront invoquer la règle que « Nul en France ne plaide par procureur » et exiger l'assignation personnelle de tous les membres du Fonds ? Nous ne le pensons pas ; nous sommes persuadés, au contraire, que le tribunal admettra la renonciation implicite, non seulement de la part des administrateurs, mais encore de tous les membres du Fonds à se prévaloir de cette règle.

Supposons le cas contraire ; ce sont les administrateurs soutenant les intérêts du Fonds qui poursuivent en justice un tiers avec lequel ils ont été en relations d'affaires. A notre avis, le tiers ne pourra pas non plus exiger que tous les membres du Fonds figurent nommément dans la procédure.

(31) Revue Bourguignonne, 1898,

En effet, avant de traiter avec un groupement dénué de personnalité juridique, le tiers a dû certainement s'inquiéter des pouvoirs des administrateurs qui s'engageaient pour le Fonds. En pratique ce sont les administrateurs des Fonds qui, communiquant aux tiers les statuts du groupement et les procès-verbaux utiles, justifient de leurs pouvoirs. Le tiers a donc eu connaissance de la portée des pouvoirs des administrateurs et, à moins de supposer sa mauvaise foi, on ne peut imaginer qu'il ait traité avec les administrateurs en se réservant implicitement de paralyser toute poursuite de ceux-ci en leur opposant la règle que « Nul en France ne plaide par procureur ».

Nous avons montré que de la part des administrateurs la renonciation à se prévaloir de la règle est certaine à notre avis. Nous croyons qu'elle l'est aussi de la part du tiers cocontractant, sous réserve de vérifier qu'il a eu une connaissance complète et exacte de la nature du groupement avec lequel il traitait, et des pouvoirs des administrateurs représentant le Fonds.

Le défaut de personnalité juridique du Fonds se fait particulièrement sentir dans les rapports de celui-ci avec les tiers. Nous avons vu que son activité n'en est pas paralysée, mais seulement gênée, car en principe, la représentation du groupement en tant que collectivité n'est pas, et ne saurait être assurée vis-à-vis des tiers, en raison de l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Etant donné l'activité particulière des Fonds, on peut affirmer que cette incapacité n'est pas un grand inconvénient. La législation récente sur les assurances sociales ne s'est occupée des institutions patronales de prévoyance que dans la mesure où il a paru nécessaire au législateur d'intervenir pour sauvegarder les intérêts des travailleurs. Il est vraisemblable que le législateur restera dans cette attitude prudente. Pour ces questions qui sont « des affaires

de famille », si on veut bien nous passer l'expression, au sein d'une entreprise, il semble que des mesures législatives trop rigides seraient de nature à paralyser les bonnes volontés et à arrêter l'essor d'œuvres dont le succès intéresse la société toute entière.

CHAPITRE III

Questions fiscales

Les impôts qui frappent toutes les formes de l'activité humaine, et qui sont particulièrement lourds en France à l'heure actuelle, n'épargnent pas les institutions de prévoyance. De plus, les impôts se superposent, frappant chaque mutation de propriété, chaque mouvement d'argent, et nous verrons dans la matière qui nous intéresse le grand nombre d'impôts qui grèvent l'épargne.

Nous pouvons classer en quatre catégories les opérations faites par les Fonds :

1°) ils reçoivent des contributions payées par les employeurs et les employés ;

2°) ces contributions sont placées, et les Fonds en recueillent les produits, produits qui sont placés à leur tour ;

3°) en général, les membres du Fonds voient inscrire annuellement à leurs comptes individuels, outre les contributions payées à leur profit, certaines sommes qualifiées parfois d'intérêt ; et nous aurons à étudier les répercussions fiscales de telles clauses ;

4°) enfin, les Fonds versent aux bénéficiaires l'épargne réalisée à leur profit.

Chacune de ces catégories d'opérations pose des questions fiscales différentes.

SECTION I : IMPOSITION DES VERSEMENTS AU FONDS.

Les versements faits au Fonds proviennent de deux sources différentes : les employeurs et les employés ; leur imposition pose des problèmes différents, car dans le cas de l'employeur, nous avons un versement fait au profit d'un tiers, alors que les contributions des employés restent leur propriété.

§ 1^{er}. — *Contributions patronales.*

Nous avons vu que la cause des versements que les employeurs font au profit de leurs collaborateurs, est l'obligation morale qu'ils se reconnaissent vis-à-vis de ceux-ci. Nous avons vu également que si les employeurs font des versements effectifs au Fonds, les membres au profit desquels chaque contribution est payée, n'ont le droit d'en profiter que s'ils remplissent, au moment de la cessation de leur affiliation, les conditions fixées par les statuts.

Au point de vue de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les salaires payés par une entreprise, sont une charge pour celle-ci, et sont déductibles des bénéfices, pour l'établissement de l'assiette de cet impôt.

Les cotisations versées à un Fonds de prévoyance sont-elles déductibles au même titre que les salaires ? telle est la question qui se pose. Etant donné l'objet des Fonds, adopter la négative équivaldrait à pénaliser les entreprises qui s'intéressent le plus au sort des travailleurs ; aussi la déductibilité s'impose logiquement.

La jurisprudence administrative a d'abord admis que les pensions de retraites servies par un industriel à ses anciens ouvriers ou employés devaient être considérées comme une charge d'exploitation. Cette décision a été étendue aux sommes affectées par l'employeur à la constitution de retraites au profit des travailleurs de son entreprise. Mais la jurisprudence exige que cette affectation soit irrévoc-

cable, le Conseil d'Etat dans un arrêt du 13 mai 1935 (1) a décidé que lorsqu'un industriel reste propriétaire des sommes qu'il affecte à la constitution d'un fonds de retraites, les prélèvements sur ses bénéfices pour la dotation de ce fonds consistent en un emploi de ses bénéfices et non une charge d'exploitation. Bien que sévère, cette exigence s'explique par le désir de l'administration d'éviter tout abus. Dans le même ordre d'idées, les agents du fisc, n'admettent la déduction pour l'établissement de l'impôt, qu'au fur et à mesure des versements effectifs, soit au personnel bénéficiaire, soit à l'institution de prévoyance.

En résumé, les contributions des employeurs à un Fonds de prévoyance sont considérées comme une charge de leur exploitation et à ce titre sont déductibles de leurs bénéfices, à mesure que les versements sont effectués.

§ 2. — *Contributions des membres.*

Depuis la création d'un impôt cédulaire sur les traitements et salaires, il avait été admis que les charges de prévoyance en vue de la vieillesse, d'un travailleur, ne devaient pas être comprises dans l'assiette de l'impôt. En effet, pendant la période où il peut gagner sa vie, le travailleur doit songer à épargner pour le temps où la vieillesse l'empêchera de continuer son activité productive. Très vite des excès se sont produits ; les contribuables en exagérant leurs charges de prévoyance ont cherché à éluder autant que possible le paiement de l'impôt. L'administration s'est vue dans l'obligation de définir la notion de « mesure de prévoyance en vue de la vieillesse » du point de vue de l'impôt sur les traitements et salaires, et de fixer un maximum au delà duquel la déductibilité ne serait plus admise.

Aujourd'hui la matière est réglée par l'article 64 — 2°

(1) Gazette du Palais du 9 juillet 1935.

alinéa — 1° du Code général des impôts directs ; texte reprenant les dispositions de l'art. 46 des lois codifiées par le décret du 15 octobre 1926 et qui admet la déduction pour l'établissement de l'impôt sur les traitements et salaires des « retenues supportées et versements effectués pour la constitution de pensions ou de retraites à capital aliéné, dans la limite de 6 % du montant brut des appointements, sans que la déduction puisse excéder 10.000 francs ».

Ce texte envisage deux hypothèses :

1°) La déduction des retenues supportées par le contribuable ; c'est-à-dire des retenues pour mesures de prévoyance faites par l'employeur sur les appointements du travailleur ;

2°) Ce ~~texte~~ admet, en outre, la déductibilité des versements faits volontairement par l'employé qui désire se prémunir en vue de la vieillesse.

Et la question se pose de savoir si les retenues supportées obligatoirement et les versements effectués volontairement doivent être affectés, tous deux, à la constitution d'une retraite à capital aliéné pour être admis au bénéfice de l'article 64 précité.

Dans une circulaire à ses agents, du 28 décembre 1934, l'administration commentant le Code général des impôts directs qui venait d'être publié, exposait au n° 2080 son interprétation de l'alinéa de l'art. 64 qui nous intéresse.

Elle admettait qu'il y avait lieu de déduire des bases de l'impôt, les retenues supportées obligatoirement par le travailleur en vertu de son contrat de travail, dans les limites du maximum fixé par la loi, sans rechercher si ces retenues étaient affectées à la constitution d'une retraite à capital aliéné. Confirmant sur ce point sa doctrine antérieure, l'administration admettait la déductibilité des retenues supportées même pour la constitution d'un capital.

Au contraire, quand il s'agit des versements effectués par le contribuable de son propre gré, l'administration, plus

méfiant, exige pour admettre la déductibilité que les versements soient affectés à la constitution d'une retraite à capital aliéné.

Cette distinction s'explique aisément parce que dans les entreprises où une institution patronale de prévoyance fonctionne, quelle que soit la nature des mesures de prévoyance, on a la certitude que les retenues supportées obligatoirement par les travailleurs sont affectées à une mesure de prévoyance. En outre, ces derniers, lorsqu'ils sont embauchés par une telle entreprise, n'ont souvent pas le choix de refuser de participer à l'institution de prévoyance, et ils n'ont pas non plus le pouvoir de faire modifier la nature des mesures de prévoyance (constitution d'un capital, d'une retraite à capital réservé, d'une retraite à capital aliéné) pour que leurs contributions soient exonérées de l'impôt sur les traitements et salaires.

L'administration, dans sa circulaire de 1934 interprétait donc l'art. 64 de la façon la plus favorable aux travailleurs. Mais depuis cette circulaire l'attitude du fisc s'est modifiée. Le Conseil d'état ayant eu à statuer sur la question, a décidé que seules les sommes affectées à la constitution d'une retraite à capital aliéné pouvaient être déduites des bases de l'impôt sur les traitements et salaires.

Un arrêt du Conseil d'état du 20 janvier 1936 (2) a décidé que les versements faits à une caisse de prévoyance ne sont pas déductibles lorsqu'ils tendent à la constitution d'un capital. Un autre arrêt du 13 février 1937 (3) a précisé, en outre, que même si les versements sont obligatoires pour le salarié en exécution du contrat qui le lie à son employeur ; ils ne rentrent pas dans la catégorie des dépenses déductibles s'ils ne sont pas affectés à la constitution d'une retraite à capital aliéné, car ils doivent être

(2) Gaz-Pal, 1936, 1-564.

(3) Gaz-Pal., 1937, 1-897.

considérés comme un emploi et non comme une charge des appointements.

Mais ces décisions portaient sur les années antérieures à 1934.

Un troisième arrêt du 27 décembre 1937 nous semble fixer définitivement la jurisprudence, car il se fonde sur le décret du 27 décembre 1934 portant Code général des impôts directs.

La rédaction de cet arrêt ne laisse aucun doute sur l'interprétation que le Conseil d'état fait de l'art. 64 étudié :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que les versements effectués à la Caisse de prévoyance de la société.....
« par le sieur, employé de cette société, tendent à la
« constitution d'un capital, et ne rentrent pas dans la catégorie des versements dont la déduction est prévue, en
« matière d'impôt sur les traitements et salaires, par l'art.
« 64 du Code général des impôts directs ; que d'autre part,
« même en admettant qu'ils fussent obligatoires pour l'intéressé, en exécution du contrat qui lie celui-ci à son
« employeur, ils constituent un emploi et non une charge
« du revenu que représentent les appointements ; que leur
« montant pour l'année 1934 a donc été à bon droit compris dans les bases de l'impôt général sur le revenu établi
« au titre de l'année 1935 au nom du sieur ... » ;

La conséquence de ces arrêts est que les membres d'un Fonds ne peuvent déduire de leur revenu imposable les contributions qu'ils versent à une telle institution de prévoyance, même si ces contributions leur sont imposées par le contrat de travail qui les lie à leur employeur (4).

(4) La loi du 13 janvier 1941 portant simplification du Code général des impôts directs contient à l'article 64, 2^e alinéa, 1^o, la disposition suivante :

« 1^o Les retenues faites par l'employeur en vue de la constitution de pensions ou de retraites, »

Si les versements à un Fonds de prévoyance sont « retenus par

SECTION II : IMPOSITION DES PRODUITS PERÇUS PAR LE FONDS.

Nous avons vu que les Fonds n'ont pas de personnalité civile, que leur activité n'est pas de nature commerciale, leur objet étant de faire fructifier l'épargne qui leur est confiée. En outre, les Fonds sont administrés gratuitement, seuls les frais réellement exposés pour la réalisation du but poursuivi, peuvent être imputés sur les versements faits au Fonds.

On ne peut donc concevoir d'imposition directe pour le Fonds ; son activité n'est en somme que la résultante de la volonté d'épargne de tous ses membres.

Les versements faits par employeurs et employés sont placés presque exclusivement en valeurs mobilières.

Ce mode d'emploi de l'épargne est plus souple, car il permet une meilleure répartition des risques que la plupart des autres modes de placement (immeubles, prêts hypothécaires, etc...) tout en recherchant un rendement aussi élevé que possible parmi toutes les valeurs qui peuvent convenir à une institution de prévoyance.

La question qui se pose alors est celle de l'incidence de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Cet impôt très lourd en raison de la défaveur qui pèse sur tout détenteur de capitaux, a été remanié à de nombreuses reprises au cours des dernières années. Le taux en a été augmenté et parfois réduit, des distinctions ont été faites selon que le titre était au porteur ou au nominatif, le taux applicable dans ce dernier cas étant un taux réduit ; de même on a distingué, selon que le propriétaire du titre était une personne physique ou une personne morale, le taux de l'impôt étant plus élevé pour celle-ci.

l'employeur », c'est-à-dire sont obligatoires pour le travailleur, ils sont affectés à la constitution d'un capital et non d'une retraite. Dans ces conditions, il nous paraît peu vraisemblable, que ce texte suffise à renverser la jurisprudence actuelle du Conseil d'état.

Il est donc intéressant de déterminer quelle est la situation du Fonds au regard de la loi actuelle.

Le taux de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est de 27 % (5).

Cependant, dans le cas où les titres dont les produits sont frappés par cet impôt, sont sous la forme nominative, ou déposés dans un établissement de crédit agréé, depuis plus de six mois, le taux de l'impôt est réduit de 27 % à 18 %, et en ce qui concerne les dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits revenant à des personnes physiques (6).

La question se pose de déterminer le taux auquel doivent être imposés les produits revenant à un Fonds de prévoyance, en supposant remplies les conditions de forme prescrites.

Les mesures prises dans l'art. 52 précité étaient différentes à l'origine. Au lieu de réserver aux personnes physiques le bénéfice du taux réduit, le législateur en avait exclu les personnes morales.

L'art. 52 du Code fiscal des valeurs mobilières promulgué en décembre 1934 était rédigé comme suit :

« Toutefois cette réduction ne s'applique pas :

« 1° Aux produits revenant à des personnes morales non « assujetties à l'impôt général sur le revenu... »

Sous l'empire de cette législation, il y avait lieu de déterminer si un Fonds de prévoyance était ou non assimilable à une personne morale et exclu du bénéfice du taux réduit de l'impôt. Etant donné que le groupement que nous appelons « Fonds de prévoyance » ne rentre dans aucune des catégories de groupements doués de personnalité morale par la loi, il n'est pas, à notre avis, exclu du bénéfice du taux réduit de l'impôt prévu par l'art. 52 précité.

(5) Décret-loi du 12 novembre 1938, art. 11, modifiant l'art. 51 du Code fiscal des valeurs mobilières.

(6) Art. 52, Code fiscal des valeurs mobilières.

Des modifications introduites dans cette disposition, il résulte que le législateur a entendu restreindre le bénéfice du taux réduit de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, aux seules personnes physiques.

Quelle est la situation des Fonds de prévoyance à ce point de vue ?

Nous avons montré que dans un Fonds de prévoyance toutes les contributions, tous les versements, tous les produits de l'épargne accumulée, reviennent en définitive aux seuls bénéficiaires, au fur et à mesure que se produit l'ouverture des ~~droits~~ de chacun d'eux ; la gestion des Fonds étant faite exclusivement au profit des bénéficiaires.

Le groupement appelé « Fonds » ne peut être considéré comme une personne physique, mais en analysant son fonctionnement, il nous semble que les produits de valeurs mobilières qu'il perçoit doivent être considérés comme « revenant à des personnes physiques », car le bénéfice retiré de la capitalisation de l'épargne, est réparti entre les bénéficiaires du Fonds.

A notre avis, il faut conclure qu'un Fonds de prévoyance doit pouvoir bénéficier du taux réduit de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, dans les mêmes conditions que les personnes physiques.

Des textes législatifs, il résulte que les personnes physiques bénéficient du taux réduit de l'imposition des revenus des valeurs mobilières sous la forme nominative, les valeurs sous la forme au porteur et celles appartenant à des personnes autres que physiques étant imposées au taux plus élevé.

Nous avons souligné à plusieurs reprises que la masse des biens détenue par un Fonds de prévoyance est la propriété indivise des membres bénéficiaires, le Fonds n'ayant pas de personnalité civile, il en résulte que le taux de l'impôt applicable est celui que payerait, dans une situation analogue, une personne physique.

La rédaction de l'art. 52 précité du Code général des

valeurs mobilières qui oppose aux personnes physiques, les personnes autres que physiques, alors que les textes précédents employaient l'expression « personnes civiles », ne saurait modifier notre opinion, l'absence de personnalité des Fonds oblige à les ranger dans la catégorie des personnes physiques.

SECTION III : IMPOSITION DES CRÉDITS INSCRITS AUX COMPTES DES BÉNÉFICIAIRES.

Le mécanisme des Fonds prévoit que, une ou plusieurs fois par an, certains accroissements sont inscrits aux comptes individuels des membres. Suivant les cas particuliers, il s'agit tantôt de la totalité des gains annuels du Fonds, tantôt d'une partie de ces gains, le surplus étant affecté à un compte spécial destiné à couvrir les pertes futures toujours possibles.

Quelques fois cet accroissement est inscrit sous forme d'un intérêt fixe calculé sur les cotisations de l'intéressé.

Particulièrement dans ce dernier cas, on pourrait se demander si cet accroissement ne peut pas être considéré comme revenu de créance et imposé à ce titre.

Enfin il faut rappeler que le Fonds ne peut faire aucun paiement à un bénéficiaire si l'affiliation de celui-ci n'a cessé ; par conséquent, les sommes inscrites sous forme d'intérêt au compte du bénéficiaire ne lui sont payées que lorsqu'il a le droit de recevoir toute l'épargne réalisée pour son compte par le Fonds.

Ces sommes que certains voudraient qualifier de revenu de créance :

- 1°) Ne sont pas mises à la disposition du bénéficiaire ;
- 2°) Ne lui sont pas définitivement acquises, puisque la variation dans les cours des placements du Fonds peut encore les absorber ;
- 3°) On ne peut pas distinguer les personnes qui ont la qualité de créancières et celles qui ont la qualité de débi-

trices puisque tout membre d'un Fonds appartient aux deux catégories à la fois, et l'on ne peut concevoir le paiement d'intérêts à soi-même.

Il nous semble donc qu'on peut difficilement admettre l'imposition de ces crédits comme revenus de créances.

Comme nous l'avons déjà exposé, le bénéficiaire reçoit au moment de l'ouverture de son droit à paiement, ses propres cotisations et une part des gains réalisés par le Fonds ; si au lieu de gains il y a des pertes au moment de son départ, il pourrait se faire, que les sommes disponibles ne permettent de verser aucun accroissement et même que les sommes revenant au bénéficiaire soient inférieures au total des cotisations versées. L'inscription d'une partie des produits touchés par le Fonds sous forme d'intérêt aux comptes individuels des membres, ne modifie pas en principe le montant revenant à chaque membre lors de la cessation de son affiliation.

SECTION IV : IMPOSITION DES SOMMES PAYÉES AUX BÉNÉFICIAIRES.

Nous arrivons ici à la partie la plus intéressante de la question fiscale car les impôts sur les transmissions de capitaux entre vifs ou à cause de mort sont extrêmement lourds ; et il s'agit de voir quels sont les impôts que doit supporter l'épargne réalisée par le moyen du Fonds, lorsqu'elle est versée à la personne au profit de laquelle elle a été constituée.

Nous avons vu que la catégorie des bénéficiaires comprend : les bénéficiaires membres du Fonds, c'est-à-dire ceux qui ont versé personnellement des cotisations, et les bénéficiaires qui n'ont pas participé personnellement à la constitution de l'épargne.

Avant de rechercher la provenance des diverses sommes versées aux bénéficiaires lors de l'ouverture de leurs droits et qui constituent le capital qui revient à chacun d'eux, il

convient de rappeler que le bénéficiaire dont l'affiliation cesse ne reçoit pas un paiement proprement dit, il retire simplement du Fonds ce qui était dans l'indivision. A l'égard du bénéficiaire considéré il y a partage, le membre retrouve ce qui lui appartient ; il n'y a pas d'opération imposable.

§ 1^{er}. — *Paiements aux bénéficiaires membres du Fonds.*

Nous étudierons d'abord le sort des paiements faits aux bénéficiaires de la première catégorie, c'est-à-dire, ceux qui ont effectué personnellement des versements au Fonds de prévoyance.

Lors de l'ouverture de son droit, à la cessation de ses services, le bénéficiaire reçoit les versements qu'il a faits lui-même accrus d'une part des gains réalisés par le Fonds. Dans les sections I et II du présent chapitre nous avons montré que ces sommes ont été imposées chacune à son titre particulier, lorsqu'elles sont entrées dans le patrimoine du bénéficiaire. Les versements faits ont été compris dans les appointements de l'intéressé et il a acquitté l'impôt sur les traitements et salaires, les gains réalisés par le Fonds ont de leur côté supporté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Le paiement effectif fait par le Fonds, c'est-à-dire la collectivité des bénéficiaires à celui qui se trouve y avoir droit ne constitue pas un acte juridique nouveau ; il ne saurait donc donner lieu au paiement d'un nouvel impôt.

Si le bénéficiaire remplit les conditions d'âge ou de durée de services imposées par les statuts, il reçoit les sommes représentant les versements patronaux faits à son profit ainsi qu'une part des gains réalisés par le Fonds.

Comme nous l'avons exposé plus haut, le patron, en général, verse au Fonds, pour chacun de ses employés, une cotisation égale à celle retenue sur les appointements de celui-ci ; c'est l'imposition du capital formé par la totalité des cotisations patronales que nous devons rechercher.

Nous avons vu que les contributions patronales résultent de la reconnaissance d'une obligation morale de l'employeur envers ses collaborateurs. L'objet des Fonds, les clauses des statuts, et plus particulièrement celles qui imposent des conditions d'âge et de durée de services pour l'acquisition définitive de ces sommes par les bénéficiaires, montrent bien que le capital formé par les cotisations patronales, est destiné à subvenir aux besoins du travailleur dans sa vieillesse, et lui tient lieu de pension de retraite.

A notre avis les capitaux versés dans ces conditions aux intéressés ne sont pas imposables. Nous ne connaissons pas de jugements ou d'arrêts rendus en la matière de paiements faits par un Fonds de prévoyance à un de ses membres, mais dans le cas de versements faits directement par l'employeur à l'un de ses collaborateurs nous avons de nombreux arrêts du Conseil d'état (7) tous concordants. Le Conseil d'état a distingué dans la masse des sommes payées à un employé lors de son congédiement, celles qui représentaient des salaires, et qui étaient imposables à la cédule des traitements et salaires, de celles qui représentaient une indemnité de congédiement et qui n'étaient pas imposables.

Dans le même ordre d'idées, il a décidé que le capital versé à un employé lors de sa retraite, pour lui tenir lieu de pension de retraite, n'était pas imposable à la cédule des traitements et salaires.

Nous pensons que ces décisions restent valables lorsque le paiement, au lieu d'être fait directement par l'employeur à l'employé, a lieu par l'intermédiaire d'un Fonds.

Cette solution est logique, et met dans la même situation l'employé qui reçoit de son patron une pension de

(7) Premier février 1929, Gaz. Pal. 1929-1-716 ; 25 juillet 1936. Arrêts du Conseil d'état, p. 865 ; 2 novembre 1936. Arrêts du Conseil d'état, p. 944 ; 10 mai 1937, Dalloz hebdomadaire, 1937, p. 430.

retraite, et celui qui reçoit un capital. Le fisc qui, dans le premier cas ne peut imposer que les arrérages de la pension, doit se borner dans le second, à ne taxer que les revenus du capital.

En outre des contributions versées par l'employeur, le bénéficiaire reçoit une part des produits de la capitalisation réalisée. Nous avons vu que tous les produits touchés par le Fonds ont acquitté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ; par conséquent la part versée au bénéficiaire à quelque titre que ce soit est exempte de tout nouvel impôt.

§ 2. — *Paiements faits aux bénéficiaires qui n'ont pas participé personnellement à la constitution de l'épargne.*

Ces paiements ne peuvent se produire que dans le cas où le travailleur, membre du Fonds, est décédé au service de l'employeur. Les bénéficiaires sont les héritiers du défunt ; parmi eux, les personnes les plus intéressantes sont la veuve et les enfants mineurs s'il y en a.

Nous rechercherons seulement si les héritiers ne sont pas redevables d'un impôt à raison de la mise à la disposition des héritiers du membre défunt, des capitaux accumulés en faveur de ce dernier dans le Fonds.

Les bénéficiaires reçoivent d'abord les cotisations versées par le défunt, accrues d'une part des gains réalisés par le Fonds. Nous avons montré dans le paragraphe précédent que les impôts dûs par le membre à raison de l'acquisition de ces sommes ont été payés ; par conséquent ses ayants-droit acquièrent ces sommes sans charge fiscale du chef du défunt.

Les bénéficiaires reçoivent en outre, si les conditions imposées par les statuts sont remplies, tout ou partie des sommes représentant les cotisations patronales ainsi que les gains correspondants s'il y a lieu.

Nous avons déjà fait remarquer (8) que parfois on considère les versements patronaux comme un sursalaire ; cette interprétation aurait pour conséquence, dans l'hypothèse qui nous occupe, de donner lieu à l'application de l'article 134, 2^e alinéa, du Code général des impôts directs, ainsi conçu :

« Les revenus dont le contribuable a disposé pendant
 « l'année de son décès et les bénéfices industriels et com-
 « merciaux qu'il a réalisés depuis la fin du dernier exercice
 « taxé, sont imposés d'après les règles applicables au
 « 1^{er} janvier de l'année du décès. Il en est de même des
 « revenus dont la distribution ou le versement résulte du
 « décès du contribuable, s'ils n'ont pas été précédemment
 « imposés, et de ceux qu'il a acquis sans en avoir la dispo-
 « sition antérieurement à son décès. »

Nous avons déjà longuement insisté sur la nature des contributions patronales qui sont l'effet de la reconnaissance d'une obligation morale par l'employeur envers ses employés. Nous avons vu également qu'on ne peut les assimiler à un sursalaire sans les dénaturer. De toute façon on ne peut qualifier ces contributions de « revenus » pour le membre du Fonds, ni pour ses ayants-droit à son décès et à notre avis, il ne saurait y avoir lieu à application du 2^e alinéa de l'article précité.

Il nous reste à examiner la question accessoire, mais cependant importante, de savoir si, dans le cas de paiements faits à la suite du décès, l'article 270 du Code de l'enregistrement vise le Fonds, et si ce dernier est tenu de déclarer au fisc les sommes payées aux héritiers d'un membre. L'article 270 paragraphe 1 est ainsi conçu :

« Les administrations publiques, les sociétés ou com-
 « pagnies, les agents de change, banquiers, escompteurs,
 « officiers publics ou ministériels, ou agents d'affaires qui

(8) *Supra*, p. 17.

« seraient dépositaires, détenteurs, ou débiteurs de titres, « sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils « sauraient ouverte, devront adresser soit avant le paiement, la remise ou le transfert, soit dans la quinzaine qui « suivra ces opérations, au directeur de l'enregistrement « du département de leur résidence la liste de ces titres, « sommes ou valeurs, il en sera donné récépissé. »

A notre avis ce texte n'est pas applicable aux Fonds de prévoyance. En effet les dispositions fiscales étant de droit étroit, ne sauraient être étendues par analogie.

Ainsi dans l'énumération des **personnes astreintes** à déclarer à l'Enregistrement les titres, sommes ou valeurs qui dépendent d'une succession on ne peut interpréter le mot « société » ou « compagnie » d'une façon large, et soutenir que le législateur a visé par ces mots non seulement les sociétés proprement dites mais encore tout groupement de personnes quel qu'il soit.

A l'appui de notre interprétation nous pouvons citer les **faits** suivants :

D'abord la situation des Caisses d'épargne qui ne sont pas astreintes à faire des déclarations à l'Enregistrement, le fisc faisant une distinction entre les établissements d'utilité publique et les administrations publiques.

Ensuite le fait que l'Administration a reconnu que les sociétés de secours mutuels n'avaient pas non plus à faire **connaître les capitaux** qu'elles servent à leurs membres participants.

Or dans les Fonds de prévoyance, les membres qui sont dans l'indivision, sont au moins aussi intimement liés que les membres d'une société de secours mutuels. Par conséquent, outre la rédaction de l'article 270 Code enr. qui ne permet pas d'inclure les Fonds de prévoyance parmi les personnes ou collectivités tenues de faire une déclara-

tion, nous avons le précédent des sociétés de secours mutuels, et il semble bien que les Fonds de prévoyance ne puissent être tenus de faire une déclaration à l'Enregistrement des sommes versées aux bénéficiaires à la suite du décès d'un membre.

CONCLUSION

L'étude que nous avons faite montre que l'institution patronale de prévoyance n'est pas reconnue par notre droit en tant qu'institution originale. Ce fait n'est pas pour nous surprendre, le besoin qui a fait naître ces institutions est encore trop récent pour que la législation ait pu lui donner satisfaction.

Les institutions patronales de retraite, capitalisation, épargne, pour vivre, ont adopté des formes nombreuses et variées ; nous en avons signalé les inconvénients dans notre introduction, et nous avons dit que rares sont celles qui pour répondre complètement à l'intention des parties, et ne rien sacrifier des caractéristiques de l'institution, ont adopté la forme d'un Fonds tel que ceux que nous avons étudiés.

Sous la forme d'un Fonds, les institutions patronales d'épargne, sont assimilables à une association non déclarée ; bien que dépourvus de capacité juridique, ces groupements sont suffisamment organisés pour atteindre le but que se sont proposé patrons et travailleurs.

La création d'un groupement ainsi dénué de personnalité n'est pas un procédé aussi exceptionnel qu'on pourrait le croire de prime abord, l'existence de groupements de cette nature est généralement ignorée, car ils ne se manifestent pas, vis-à-vis des tiers, par des mesures de publicité, et comme ils sont constitués entre intimes, leur fonc-

tionnement donne rarement lieu à des difficultés allant jusqu'à l'instance en justice ; les espèces que nous avons citées nous ont montré des groupements ayant plus de cent ans d'existence.

Il est vraisemblable que les institutions patronales d'épargne ne pourront pas subsister indéfiniment sous la forme obscure qu'elles ont choisie. Depuis la loi du 27 décembre 1895, le législateur s'est intéressé de plus en plus à toutes les institutions patronales, le décret-loi du 14 juin 1938 est la preuve de l'attention qu'il porte aux institutions patronales de retraite et de capitalisation. Cette mesure réglemente pour la première fois les clauses des statuts des caisses patronales de prévoyance ; annonce-t-elle un statut général des institutions patronales de prévoyance ? On peut le supposer, mais sans doute ce statut ne se fera que par étapes successives et prudemment espacées.

De toute façon, il semble bien, que les Fonds que nous avons étudiés peuvent compter sur l'appui des pouvoirs publics qui ont toujours manifesté leur faveur aux institutions qui se donnent pour but d'améliorer le sort des travailleurs.

ANNEXE

Exemple de statuts d'un Fonds de Prévoyance

Article premier. — **Création.**

Il est créé, sous le nom de....., un fonds de prévoyance en faveur du personnel non assujéti aux Assurances sociales appartenant aux Sociétés ci-après :

.....
Dans les présents statuts, les Sociétés prénommées sont appelées « Sociétés Fondatrices ».

Art. 2. — **Siège.**

Le siège du Fonds est.....

Art. 3. — **Objet du Fonds.**

L'objet du Fonds est de réunir et capitaliser les versements qu'il reçoit au profit des Membres, conformément aux présents statuts.

Art. 4. — **Adhésion des Employeurs.**

A la demande des Sociétés Fondatrices, le Conseil d'Administration du Fonds de Prévoyance prévu à l'article 9 des présents statuts, a la faculté d'agréer d'autres Sociétés dont le personnel est ainsi admis à faire partie du Fonds, à la condition que ces Sociétés prennent l'engagement d'exécuter toutes les clauses des présents statuts et, notamment, d'effectuer les versements qui y sont prévus.

A la même demande, le Conseil d'Administration peut révoquer l'admission ainsi prononcée.

Dans les présents statuts, les Sociétés dont le personnel est susceptible de devenir Membre du Fonds sont appelées « Employeurs ».

Art. 5. — **Adhésion des Membres.**

Deviennent Membres, sur la proposition de leur Employeur,

les membres du personnel non assujettis aux Assurances Sociales dont la lettre d'engagement comporte une clause à cet effet.

Les Membres signent, de leur côté, un engagement spécial par lequel ils acceptent d'être liés par les clauses et conditions des présents statuts. Cet engagement a effet du 1^{er} Janvier ou 1^{er} Juillet suivant jusqu'à la cessation des services du Membre chez les Employeurs.

Art. 6. — Contributions régulières.

Chaque Membre paye mensuellement 5 % de ses appointements de base au moment même où il reçoit son traitement. Dans les présents statuts, par appointements de base, on entend le montant fixé par l'Employeur pour servir de base au calcul des contributions d'un Membre.

Le montant des appointements de base ne peut être révisé que le 1^{er} Janvier ou le 1^{er} Juillet de chaque année.

L'Employeur paye mensuellement pour chacun de ses employés membre du Fonds, une contribution égale à celle de l'employé.

Art. 7. — Mode de versement des contributions.

De convention expresse, le versement du Membre est effectué par voie de retenue par l'Employeur sur le montant de ses appointements.

Cette contribution est versée au Fonds pour le compte du Membre par l'Employeur en même temps qu'il effectue le versement de la contribution à sa charge.

Art. 8. — Versements spéciaux.

L'Employeur peut verser diverses sommes à titre de contributions spéciales, avec affectation déterminée par lui.

Art. 9. — Administration du Fonds.

Le Fonds est géré par un Conseil d'Administration composé de dix Membres dont cinq, affiliés ou non au Fonds, sont nommés par les Employeurs et cinq sont élus à la majorité relative par les Membres du Fonds parmi ceux d'entre eux ayant plus de cinq années de services ininterrompus chez les Employeurs.

En cas de décès ou de démission d'un Membre du Conseil, il est pourvu à son remplacement dans un délai de six mois, par nomination s'il s'agit d'un Membre nommé par les Employeurs ou par élection s'il s'agit d'un Membre élu par les Membres du Fonds, conformément aux dispositions de l'alinéa qui précède. Le mandat ainsi confié expire à la même date que celui qui avait été confié au Membre décédé ou démissionnaire.

Le Président du Conseil d'Administration élu par les Mem-

bres du Conseil est obligatoirement choisi parmi les Membres nommés par les Employeurs.

Les fonctions de Membre du Conseil sont entièrement gratuites.

Le mandat confié aux Membres du Conseil a une durée de trois ans et peut être renouvelé indéfiniment.

Les Membres du Conseil doivent résider obligatoirement dans les départements de....

Un Secrétaire-Trésorier est nommé par les Employeurs, il assiste aux délibérations du Conseil et a voix consultative.

Art. 10. — Délibérations du Conseil.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des Membres présents ; le quorum est de six membres ; en cas de partage la voix du Président est prépondérante ; en cas d'absence du Président, le Conseil élit parmi les Membres nommés par les Employeurs un Président de séance qui a également voix prépondérante.

Les décisions pour être valables à l'égard des tiers, doivent porter la signature de deux Membres du Conseil dont un au moins doit être l'un des cinq Membres nommés par les Employeurs.

Art. 11. — Pouvoirs du Conseil.

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom du Fonds de prévoyance et faire tous les actes d'administration et de disposition relatifs à son objet, notamment effectuer tous paiements, recevoir toutes sommes et en donner quittance, faire tous placements, acheter et vendre toutes valeurs mobilières et requérir tous transferts ou conversions de titres, faire ouvrir ou clôturer tout compte en banque ou chez un agent de change, prendre en location tout coffre en banque.

Provenant de contributions nécessairement payables en monnaie française, et ayant pour contrepartie des obligations exprimées en une monnaie identique, les ressources du Fonds ne peuvent être employées qu'en valeurs libellées en francs français.

Le Conseil peut déléguer pour des objets déterminés partie de ses pouvoirs de la manière qu'il juge le plus utile.

Art. 12. — Comptabilité et Exercices Financiers.

Des comptes séparés « A » et « B » sont tenus dans les livres du Fonds au nom de chaque Membre.

Compte « A ». — Les contributions provenant des versements des Membres sont inscrites au Compte « A ».

Ce compte est majoré le 31 Décembre de chaque année d'un

intérêt calculé sur le solde dudit compte au 1^{er} Juillet précédent à un taux fixé tous les cinq ans par le Conseil.

Pour la première période de cinq ans commençant le 1^{er} Janvier, ce taux est fixé à 4 % l'an.

Compte « B ». — Les contributions provenant des versements des Employeurs sont inscrites au Compte « B ».

Ce compte n'est majoré d'aucun intérêt.

Exercices financiers. — Les comptes du Fonds sont arrêtés le 31 décembre de chaque année ou à toute autre date que le Conseil jugé opportune. Un bilan est dressé à cette date ; les placements sont évalués au cours du marché. Toute plus-value ou toute moins-value résultant de cette évaluation, ainsi que tout bénéfice ou toute perte effectivement subis, sont transférés au compte « Revenus ».

Art. 13. — Compte Réserve.

A la clôture de chaque exercice, le solde créditeur du compte « Revenus », s'il en existe, est transféré à un compte « Réserve ».

Si, à la même époque, le compte Revenus présente un solde débiteur, le Conseil peut transférer tout ou partie du compte « Réserve » au compte « Revenus ».

S'il l'estime nécessaire, et après approbation des Sociétés Fondatrices, le Conseil peut réduire proportionnellement tous les comptes « B » au profit du compte « Réserve ».

Art. 14. — Contrôle.

Les comptes du Fonds sont vérifiés au moins une fois par an par un expert-comptable diplômé figurant sur la liste des commissaires aux comptes des Sociétés par actions faisant appel à l'épargne publique.

Art. 15. — Absence de droits pendant la période de services.

En aucun cas le Fonds ne peut effectuer le paiement des sommes figurant au crédit des Comptes « A » et « B » d'un Membre pendant la durée des services de ce Membre chez les Employeurs.

Art. 16. — Droits du Membre vivant à la cessation de ses services.

Droit au Compte « A ». — Le droit au Compte « A » s'ouvre lors de la cessation des services du Membre chez les Employeurs. Le solde de ce compte est majoré, pour la période comprise entre le 1^{er} Janvier et la date de la cessation de services, d'un intérêt calculé sur le solde du compte au 1^{er} Janvier et d'après le taux déterminé à l'article 12 qui précède.

Droit au Compte « B ». — Le droit au Compte « B » s'ouvre lors de la cessation des services du Membre chez les Employeurs,

pour la totalité
 soit après 55 ans d'âge,
 soit après 25 ans de services,
 soit pour raison de santé ou incapacité dûment constatée et
 non causée par la propre faute du Membre ;
et à concurrence de moitié :
 après 10 années d'affiliation au Fonds de Prévoyance.

Le montant auquel un Membre a droit sur son compte « B » est majoré, suivant le cas, de la totalité ou de la moitié de la part correspondante du compte « Réserve ». Cette part est égale à une proportion du total du compte « Réserve » déterminée par le rapport entre le solde de son compte « B » et le total des soldes de tous les comptes « B » arrêtés au dernier bilan.

Tout Membre qui s'est rendu coupable d'un délit nettement établi, tel que : fraude, vol, abus de confiance, au préjudice de l'un des Employeurs perd tous droits au Compte « B » ainsi qu'à la part correspondante du Compte « Réserve ».

Art. 17. — Paiement des sommes revenant à un Membre vivant lors de la cessation de ses services.

Les sommes revenant à un Membre, conformément aux dispositions de l'article 16 qui précède, lui sont payées en monnaie française dès la cessation de ses services.

Art. 18. — Décès d'un Membre.

En cas de décès d'un Membre en activité de service, ses représentants et, le cas échéant, le conjoint survivant, qui doit à cet effet constituer un mandataire commun, ont droit au solde du Compte « A », y compris l'accroissement prévu à l'article 16 qui précède.

La veuve du Membre décédé en activité de service, a un droit exclusif au solde du compte « B » avec l'accroissement prévu à l'article 16 qui précède.

Art. 19. — Dérogations aux articles 16 et 18 à la requête des Employeurs.

Le Conseil d'Administration est strictement lié par les dispositions des articles 16 et 18, cependant à titre tout à fait exceptionnel et à la requête de l'un des Employeurs, il peut déroger à ces dispositions, en faveur des Membres ou de leurs représentants.

Art. 20 — Incessibilité des droits des Membres.

Tout transfert, cession, délégation ou acte volontaire ou forcé équivalant à aliénation ou dessaisissement des droits du Membre fait ou passé sans le consentement et le concours de

l'Employeur emporte de plein droit déchéance des droits dudit Membre aux sommes figurant à son Compte « B » accru de la part correspondante du Compte « Réserve ».

A la requête de l'Employeur, le Conseil d'Administration peut relever le Membre de cette déchéance en totalité ou en partie.

Art. 21. — Destination des sommes exigibles mais non réclamées.

Toute somme exigible en exécution des dispositions qui précèdent mais non réclamée dans un délai de cinq ans à partir de la date d'exigibilité implique de la part du bénéficiaire la volonté d'en faire profiter les autres Membres du Fonds, à cet effet, lesdites sommes sont transférées au Compte « Revenus ».

Art. 22 — Destination des Comptes « B » ne revenant pas aux Membres.

Toutes sommes provenant des Comptes « B » accrus de leur part correspondante du Compte « Réserve » ne profitant pas aux titulaires desdits comptes, à leurs ayants-droit ou ayants-cause en raison des dispositions prévues aux articles 16, 18 et 20 sont portées au crédit d'un compte spécial pour en fin d'année compenser les contributions futures des Employeurs, ou être utilisées à la requête des Employeurs à des fins entrant dans l'objet du Fonds de prévoyance.

Art. 23. — Documentation pour les Membres.

Chaque Membre reçoit :

- 1) Au moment de son affiliation, un exemplaire des Statuts ;
- 2) Ultérieurement, notification par écrit de toute modification apportée auxdits Statuts ;
- 3) Annuellement, une copie du rapport, une copie du bilan, une copie du Compte Revenus et un relevé des Comptes « A » et « B » à son nom arrêtés au 31 Décembre de chaque année.

Le relevé qui dans le délai de trois mois à compter de sa date n'a fait l'objet d'aucune opposition de la part du titulaire des comptes est considéré comme ayant été accepté purement et simplement.

Art. 24. — Modifications des Statuts.

Le Conseil d'Administration peut à toute époque et avec le consentement des Sociétés Fondatrices, modifier les statuts. Les modifications faites en conséquence sont notifiées par écrit aux Membres et aux Employeurs ; elles entrent en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit celui de la notification.

Au cas où par suite de modifications aux Statuts ainsi faites, les droits d'un Membre sont réduits ou ses obligations accrues,

le Membre peut, moyennant préavis donné dans les trois mois de la date de la notification, cesser le versement de sa contribution à partir de la mise en vigueur de la modification. Ses Comptes « A » et « B » sont arrêtés à cette date et le montant en est conservé par le Fonds de prévoyance. Conformément aux dispositions de l'article 15 des présents statuts, les sommes figurant à ces comptes ne peuvent être payées que lors de la cessation des services du Membre et suivant les dispositions en vigueur avant la modification ayant provoqué la cessation de la contribution et l'arrêt des comptes.

La contribution de l'Employeur cesse à la même date que celle du Membre.

Art. 25. — Cessation des Contributions en cas d'assujettissement du Membre aux Assurances sociales.

Si postérieurement à son admission un Membre est assujetti obligatoirement aux Assurances sociales, les contributions du Membre et de l'Employeur au Fonds cessent le 1^{er} Janvier ou le 1^{er} Juillet suivant.

Conformément aux dispositions de l'article 15 des présents statuts, les sommes figurant aux comptes du Membre ne peuvent être payées que lors de la cessation des services de celui-ci et suivant les dispositions des statuts en vigueur.

Art. 26. — Liquidation.

Sur la proposition du Conseil d'Administration ou de l'une des Sociétés Fondatrices, et après approbation du Conseil et des Sociétés Fondatrices, il peut être procédé à une liquidation du Fonds de prévoyance. Cette décision doit être notifiée par écrit aux Membres et aux Employeurs, elle n'est exécutoire que six mois après la date de cette notification. A l'expiration de ce délai, il n'est admis aucun nouveau Membre et il n'est perçu ni payé aucune contribution.

Le Conseil est chargé de la liquidation du Fonds.

A cet effet, il peut :

1) soit arrêter les Comptes « A » et « B » de chaque Membre à la date de la liquidation en vue de les payer lors de la cessation des services des Membres, conformément aux statuts en vigueur à la date de la mise en liquidation ;

2) soit réaliser l'actif et après déduction des frais de liquidation, transférer le montant revenant à chaque Membre à un autre organisme de prévoyance ;

3) soit réaliser l'actif et répartir les produits de liquidation, déduction faite des frais, entre les Membres, proportionnellement au total des comptes « A » et « B » de chacun d'eux.

Art. 27. — Obligations des Membres.

Les Membres n'ont d'autres droits sur les sommes figurant à leurs comptes que ceux qui leur sont expressément reconnus par les statuts.

Le seul fait d'avoir signé sa demande d'adhésion implique que l'intéressé a pris connaissance de toutes les stipulations des statuts et qu'il les a acceptées sans restriction ni réserve.

Aucun Membre ne peut, par voie d'opposition ou autrement, faire apposer les scellés ou mettre obstacle par quelque moyen que ce soit au fonctionnement du fonds de prévoyance.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français d'après la méthode de Zachariae (6^e édition).
- BAUDRY-LACANTINERIE et Albert WAHL. — Traité théorique et pratique de droit civil (3^e édition 1907).
- BRICE. — Les institutions patronales. — Revue catholique sociale, septembre-octobre 1909.
- CAPITANT Henri. — L'indivision héréditaire. — Revue critique de législation et de jurisprudence, 1924, p. 19 et 84.
- CAPITANT Henri. — De l'indivision qui suit la dissolution de la communauté des biens entre époux. — Revue critique de législation et de jurisprudence, 1929, p. 65.
- CARBONNIER Jean. — Le régime matrimonial. Sa nature juridique sous le rapport des notions de société et d'association. — Thèse Bordeaux 1932.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français (8^e édition) et 9^e édition, tome I^{er}, par L. Julliot de la Morandière.
- COPPER-ROYER et ses fils. — Traité des sociétés.
- COURCY. — Institution des caisses de prévoyance.
- HAMEL Joseph. — La nature juridique des sociétés civiles d'obligataires. — Revue des Sociétés, 1924, p. 235 et 293.
- HAURIOU Maurice. — Précis de droit administratif et de droit public (2^e édition 1921).
- HAURIOU Maurice. — Précis de droit constitutionnel (2^e édition 1929).
- HOUPIN et BOSVIEUX. — Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations (7^e édition 1935). Supplément 1938.
- JOSSERAND Louis. — Essai sur la propriété collective. Livre du centenaire, tome I^{er}, p. 357.

- JOSSERAND Louis. — Cours de droit civil positif français (2^e édition 1932). Tomes I et II (3^e édition 1938).
- KAYSER P. — Sociétés et associations. Leurs domaines d'application. — Thèse Nancy 1928.
- LEBRET Jean. — La notion de l'indivision dans le droit français actuel (l'article 815 C. civ. et les lois récentes. — Thèse Caen 1922.
- MARGAT. — De la condition juridique des associations non déclarées. — Revue trimestrielle de droit civil 1905, p. 235.
- MICHOUD Léon. — La théorie de la personnalité morale et son application au droit français (3^e édition, mise au courant de la doctrine de la législation et de la jurisprudence par Louis TROTABAS, 1932).
- MONGIN. — Etude sur la situation juridique des sociétés dénuées de personnalité. — Revue critique de législation et de jurisprudence 1890, page 697.
- MOUY. — Contribution à l'étude de la notion d'indivision. — Thèse Lille 1920.
- PAYEN. — Institutions patronales des grandes compagnies de chemins de fer. — Revue politique et parlementaire, novembre 1928.
- PERCEROU. — De la règle que « nul en France ne plaide par procureur ». — Revue bourguignonne 1898.
- PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle.
- PINOT. — Les institutions sociales dans la grande industrie. — Revue politique et parlementaire 1924.
- PINOT. — Les œuvres sociales du patronat. — Edition du réveil économique 1929.
- PINOT. — Œuvres sociales des industries métallurgiques.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité élémentaire de droit civil.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français.
- RENARD Georges. — La théorie de l'institution. — Essai d'ontologie juridique.
- RICOL. — La copropriété en main commune (Gesammte Hand) et son application possible au droit français. — Thèse Toulouse 1907.
- SALEILLES Raymond. — De la personnalité juridique, histoire et théories.
- SÉBAG Louis. — La condition juridique des biens des associations non déclarées. — Revue trimestrielle de droit civil 1939, p. 65.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
SECTION I : Exposé de la question	7
SECTION II : Caractéristiques des Fonds de prévoyance..	14
a) Objet du Fonds	14
b) Ressources du Fonds	15
c) Administration du Fonds	15
d) Droits des membres	16
e) Parties en présence	19
CHAPITRE PREMIER. — <i>Nature juridique des Fonds de prévoyance</i>	21
SECTION I : Etude de la législation.....	21
§ 1 ^{er} . — Le Fonds est-il une société ?	22
§ 2. — Le Fonds est-il une association ?	25
§ 3. — Comparaison des Fonds avec d'autres groupements	27
A. Le Fonds de prévoyance n'est pas une société de capitalisation	28
B. Le Fonds est-il une société d'épargne ?.....	29
C. Comparaison du Fonds avec certaines associations régies par des lois spéciales.....	31
§ 4. — Le Fonds est-il une simple indivision ?.....	33
SECTION II : Etude de la jurisprudence.....	34
SECTION III : Le Fonds est-il une institution patronale régie par la législation sur les assurances sociales ?	39
SECTION IV : Le Fonds est-il une fondation ?	51
SECTION V : Comparaison d'un Fonds de prévoyance à une propriété en main commune ou Gesamte Hand du droit germanique ..	53

SECTION VI : Comparaison d'un Fonds avec une institution analogue créée sous forme d'un Trust	56
SECTION VII : Nature juridique du Fonds.....	59
§ 1 ^{er} . — Le Fonds est un groupement original	59
§ 2. — Validité de la convention créant un Fonds..	61
§ 3. — Le Fonds doit être assimilé à une association non déclarée	64
CHAPITRE II : <i>Etude de la convention créant un Fonds de prévoyance</i>	67
— Conséquences de la nature accessoire de la convention créant un Fonds de prévoyance	68
§ 1 ^{er} . — Détermination des participants. — Cause de la convention	68
§ 2. — Forme du contrat	70
§ 3. — Objet de la convention	70
§ 4. — Capacité et consentement	71
I. — <i>Effets de la convention entre les parties</i>	71
SECTION I : L'article 815 C. civ. et son application dans le cas d'un Fonds	71
§ 1 ^{er} . — Exposé de la doctrine courante.....	72
§ 2. — Etude de la doctrine récente et de quelques arrêts significatifs	75
A. Avant l'arrêt du 5 juillet 1922	75
B. L'arrêt du 5 juillet 1922	77
SECTION II : Droits et obligations des employeurs.....	83
§ 1 ^{er} . — Versement de contributions.....	83
§ 2. — Gestion de l'épargne	85
SECTION III : Droits et obligations des membres (ouvriers ou employés)	87
§ 1 ^{er} . — Adhésion	87
§ 2. — Versement de contributions	88
§ 3. — Autres droits et obligations des membres employés	88
a) Gestion de l'épargne	88
b) Modification des statuts	89
c) Obligation des membres	90
SECTION IV : Droits des bénéficiaires.....	91
§ 1 ^{er} . — Détermination des bénéficiaires.....	91
§ 2. — Droits des bénéficiaires	94
§ 3. — Nature juridique des droits des bénéficiaires	96
II. — <i>Fonctionnement du Fonds. — Rapports avec les tiers</i>	101
SECTION I : Administration du Fonds	101

§ 1 ^{er} . — Caractères de la fonction d'administrateur du Fonds	101
§ 2. — Formation du mandat	102
§ 3. — Rapports entre membres du Fonds et administrateurs	102
§ 4. — Pouvoirs des administrateurs	103
§ 5. — Rapports avec les tiers. — Preuve du mandat	105
SECTION II : Droits des créanciers du Fonds et droits des créanciers personnels des membres sur le patrimoine collectif	108
§ 1 ^{er} . — Droits des créanciers du Fonds.....	108
§ 2. — Droits des créanciers personnels des membres sur l'actif du groupement.....	108
SECTION III : Droit du Fonds d'ester en justice.....	112
§ 1 ^{er} . — Rapports des membres entre eux.....	112
§ 2. — Rapports du Fonds avec les tiers	114
CHAPITRE III. — <i>Questions fiscales</i>	119
SECTION I : Imposition des versements faits au Fonds..	120
§ 1 ^{er} . — Contributions patronales	ELQ
§ 2. — Contributions des membres	121
SECTION II : Imposition des produits perçus par le Fonds	125
SECTION III : Imposition des crédits inscrits aux comptes des bénéficiaires	128
SECTION IV : Imposition des sommes payées aux bénéficiaires	129
§ 1 ^{er} . — Paiements aux bénéficiaires membres du Fonds	130
§ 2. — Paiements faits aux bénéficiaires qui n'ont pas participé personnellement à la constitution de l'épargne	132
CONCLUSION	137
Annexe :	
Exemple de statuts d'un Fonds de prévoyance.....	139
Bibliographie	147

Vu *Le Président de la Thèse* :

Aix, le 23 Mai 1941.

P. KAYSER

Vu *Le Doyen* :

Aix, le 23 Mai 1941.

B. RAYNAUD

Vu et permis d'imprimer :

Aix, le 26 Mai 1941

Le Recteur,

P. MARTINO

